



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

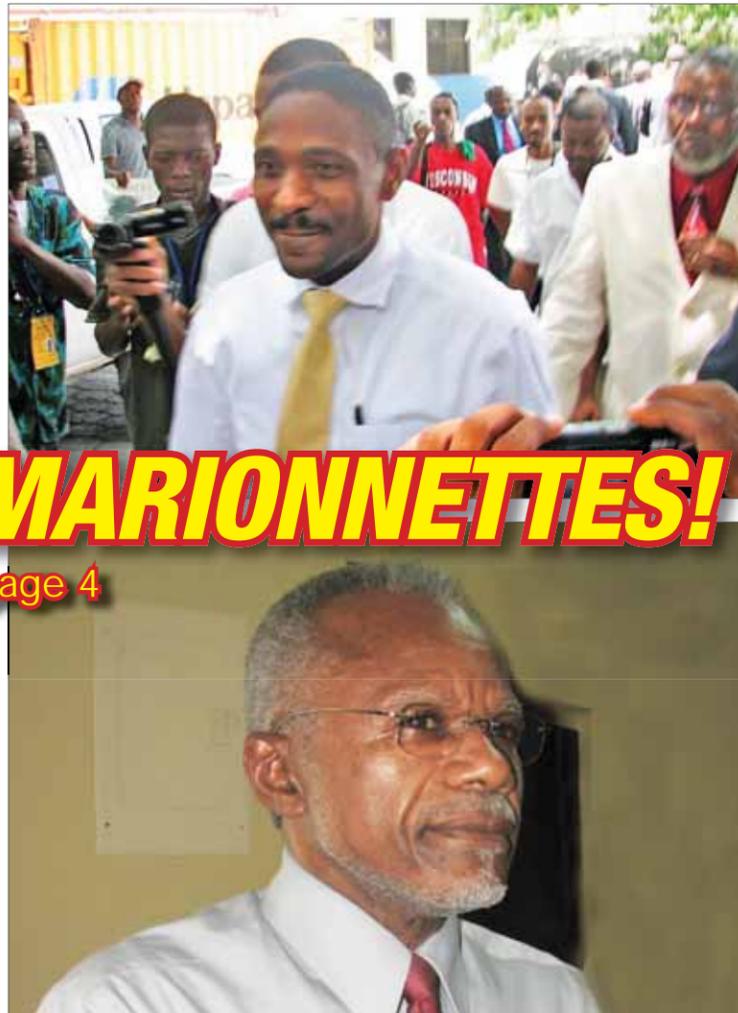
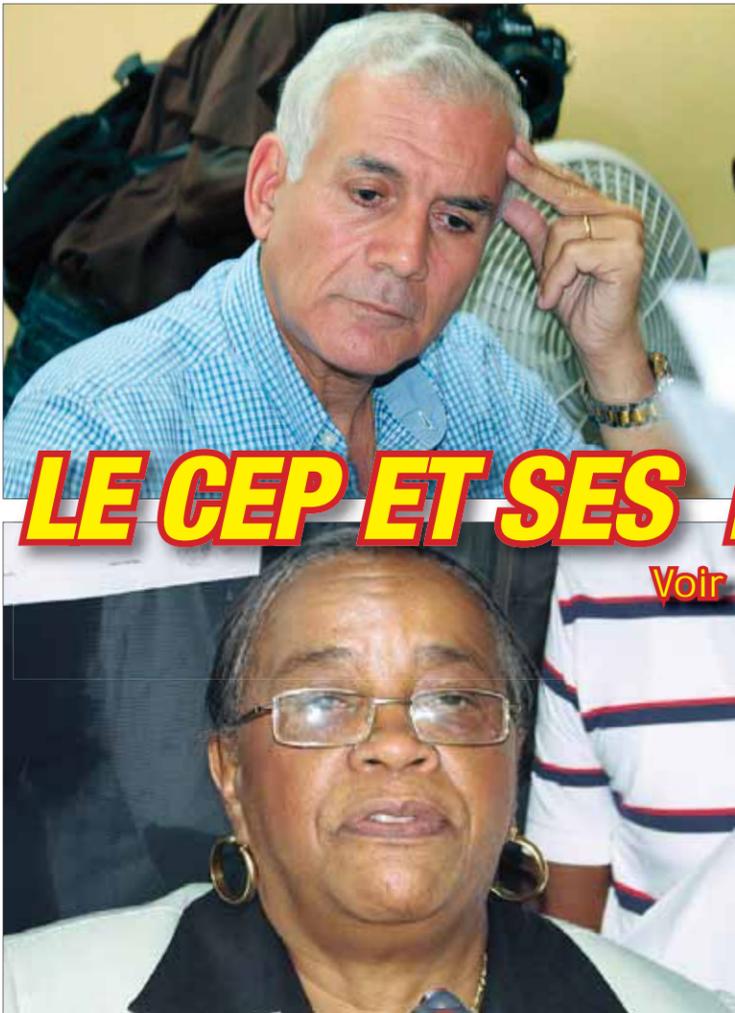
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



La candidature de Wyclef Jean : j'accuse les intellectuels haïtiens

Page 7



LE CEP ET SES MARIONNETTES!

Voir page 4



Lettre ouverte au président français Nicolas Sarkozy

Page 8

Le Conseil électoral provisoire (CEP) a informé que la liste officielle des candidats agréés à la prochaine sélection-présidentielle sera rendue publique le vendredi 20 août 2010. Ci-dessus, de gauche à droite Charles Henri Baker et le ministre Yves Cristallin ; Ci-dessous Mme Myrlande Manigat et l'ex-Premier ministre Lavalas Yvon Neptune



PROJETS OU PROMESSES DE LA CIRH?

Voir page 4



La non-violence est-elle possible ? Page 10



L'ONU, l'impunité et la guerre

Page 17

Réunion de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) présidée par Bill Clinton et le Premier ministre Jean-Max Bellerive à l'hôtel Karibe de Pétiön-Ville, le mardi le 17 août 2010

Comment en sommes-nous arrivés là?

Par Berthony Dupont

Puisque nous ne vivons pas en dehors de l'histoire, ni en dehors du monde, c'est à la lumière de quelques faits divers et d'événements émaillés de crimes qui se sont déroulés dans le pays qu'il convient de réfléchir sur l'actuelle conjoncture politique.

La dégénérescence qui nous a conduits à ce carrefour n'est pas le fruit du hasard, ou de l'idée saugrenue que l'Haïtien ne peut pas diriger ou administrer comme le prétendent certains, mais l'aboutissement logique d'une longue histoire commencée depuis l'assassinat de Dessalines, mise en application par l'occupation de 1915 puis l'ère duvaliériste, continuée par le coup d'état de 1990 ainsi que celui de 2004 afin d'exclure le peuple haïtien de la scène politique nationale, avec comme ultime objectif de mettre une fin à la résistance populaire.

Tout a été parfaitement orchestré, de sorte que le maître d'œuvre principal de cette stratégie, aujourd'hui, se frotte aisément les mains de joie, à bien considérer la liste des individus qui ont osé s'inscrire pour participer aux cafouillages et camouflages électoraux de la Communauté Internationale en Haïti et qui font l'objet de discussions tendues et de débats houleux, tout cela pour faire les quatre volontés des Etats-Unis. En ce sens, toutes ces tractations et tactiques politiciennes du pouvoir en place ne sont autres que pour nous faire avaler des solutions toutes prêtes concoctées dans les laboratoires de Washington.

En réalité, le pays est réduit, en fait, à être une province des Etats-Unis. Un constat qui nie toute référence à notre passé et qui semble indiquer que les portes de l'avenir demeurent à jamais fermées pour les masses défavorisées. Ainsi, juste après le phénomène macoute du régime des Duvalier qui faisait la pluie et le beau temps et qui a non seulement maintenu le pays dans l'arriération mais l'a conduit à la faillite, un autre cercle d'assassins actifs a pris naissance. Certes, remanié, élargi, fait strictement de mercenaires et d'hommes de main, subtilement ils accompagnent la tutelle qu'on voudrait désormais nous imposer. Ces loups féroces n'ont point de nom, ils sont partout, mais personne ne peut les identifier. Mais ils sont là, dans le pays, certains les appellent ironiquement des représentants des « pays amis d'Haïti ».

C'est dans ce contexte macabre, qu'on a vu assassiner et sans aucun brin de justice des personnes méritantes qui ont accompagné avec courage les luttes du peuple haïtien auquel ils ont offert toute l'aide matérielle et morale dont ils étaient capables. On peut citer, entre autres, le commerçant Antoine Izméry assassiné le 11 septembre 1993, arrêté dans l'enceinte de l'Eglise du Sacré Cœur, pour être exécuté en pleine rue devant l'église; le prêtre Jean Marie Vincent, as-

sassiné le 28 août 1994 à Montfortain dans le quartier de Christ-Roi à Port au Prince; le prêtre Jean Pierre-Louis, assassiné le lundi 3 août 1998, à Port-au-Prince; le journaliste et commentateur politique Jean Dominique abattu dans la cour de sa station, Radio Haïti Inter le 3 avril 2000.

On n'oubliera pas l'odieuse disparition du militant Lovinsky Pierre-Antoine depuis le 12 août 2007, ni l'incarcération par les Gnbistes du père Gérard Jean Juste accusé à partir d'une rumeur, d'une délation sans preuves, comme au temps des

Duvalier. Tombé malade, resté assez longtemps sans soins, le prélat mourrait le 27 mai 2009. Toutes ces victimes dans leur prise de position s'opposaient catégoriquement au modèle néolibéral de développement, une solution qui récompense l'élite riche, prédatrice et monopoliste au détriment de la masse des pauvres.

Ces hommes avaient en commun leur refus de n'accepter en aucune circonstance de boire ce calice de honte sans réagir et sans faire appel à la mobilisation populaire pour défendre une cause commune nationale. Assassins téléguidés et disparitions ont atteint leur objectif à savoir nous mettre dans une situation d'absence de leadership populaire.

Bien entendu, le pouvoir en place gère la politique au profit des intérêts économiques d'une classe bien déterminée, et tout se fait pour que plus ça change en apparence, plus les choses restent les mêmes et aillent de mal en pis : jolie façon d'enfermer le pays dans la logique que poursuivent les Clinton, Bush et Obama pour ce modèle de développement axé sur les ateliers de misère de la sous-traitance et dans lequel ils entendent insérer Haïti.

C'est dans ce contexte, également, que la question de reconstruction – il faut bien le dire – malgré qu'on est en pleine saison cyclonique, doit, selon eux, passer par le centre-ville, non pas par la construction de maisons convenables comme le réclament les sans-abri. Alors nous comprenons aisément, pourquoi des multinationales commencent déjà à acquérir des terrains à Port-au-Prince pour la construction de leurs casinos, de leurs hôtels, de leurs usines d'assemblage et d'autres besoins prioritaires comme faciliter le trafic de la drogue.

Si c'est cela la perspective pour les néo-colonisateurs, alors, nous autres militants qui accompagnons la lutte du peuple haïtien, nous leur demandons soit de réviser leurs projets dans le sens des intérêts des masses, soit de laisser le champ libre aux forces encore saines du pays capables d'organiser une mobilisation nationale pour effectivement remettre Haïti à la page des nations fières de leur passé et dans l'esprit de bâtir un avenir meilleur.

En ce mois de commémoration du Congrès de Bois Caïman et du soulèvement général des esclaves, le peuple haïtien en lutte devrait avoir à l'esprit le rêve de leurs ancêtres: vivre libre ou mourir.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Deuxième Classe
 \$40 pour un an
 \$25 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Nous accordons un rabais spécial de 40% pour les étudiants et 20% pour les enseignants. Veuillez joindre à votre demande d'abonnement une photocopie de votre carte d'étudiants ou d'enseignants. Ce formulaire est aussi disponible sur notre site www.haitiliberte.com

Un agent de change abattu à la barbe de la police

Par Alain Gaillard

Des bandits circulant à bord d'une moto ont assassiné vendredi, en début de soirée, un cambiste à la capitale haïtienne. Survenu à quelques mètres seulement de la direction départementale de l'ouest de la Police Nationale (DDO) et du QG de la Compagnie d'Intervention et de Maintien de l'Ordre (CIMO), les malfrats ont eu le temps de prendre la fuite après avoir logé une balle dans la tête de leur victime. Plusieurs autres cambistes ont été également mis en joue et dépouillés de leur argent.

Haiti dans le même groupe que les USA

Le triage au sort de la Gold Cup La été effectué au siège de la Concacaf à New York le mardi 10 août dernier. La sélection haïtienne de football féminine affrontera les Etats Unis, Costa Rica et le Guatemala dans le groupe B lors du premier tour comptant pour la phase finale de la Gold Cup prévu en octobre prochain au Mexique.

Revenues d'un parcours peu reluisant aux Jeux Centre Amériques Caraïbes, les joueuses de la sélection nationale féminine de football devront atteindre les demi-finales de cette compétition si elles veulent décrocher leur ticket pour le mondial qui se déroulera en Allemagne en 2011.

Mort de deux siamois à Jérémie

Deux siamois qui ont le vu le jour le dimanche 8 août dans la ville de Jérémie sont malheureusement décédés mardi dernier à l'hôpital Saint-Antoine.

La mère, Rosèlène Dorismond une jérémiennaise, avait mis au monde tôt dimanche dernier des siamois qui monopolisaient les débats dans la cité des poètes. Les deux enfants étaient nés soudés par le bassin avec un nombril en commun. Ils avaient les pieds entrecroisés et aucun sexe. Marcel Lizaire est le père des siamois décédés.

En dépit de son admission à l'hôpital Saint-Antoine de Jérémie, Rosèlène, 47 ans, qui est à son 15e accouchement, n'est pas parvenue à sauver la vie de ses enfants.

Coup de filet de la PNH

La Police Nationale Haïtienne a mis la main, le week-end écoulé, au collet de quatre kidnappeurs dans le quartier de Santo. Trois otages qu'ils détenaient dont une femme et trois enfants ont du même coup été libérés.

Le chef du gang Frantz Audate et trois de ses acolytes sont des récidivistes évadés du pénitencier National à la suite du séisme du 12 janvier dernier.

Une faille jusqu'ici inconnue à l'origine du séisme du 12 janvier

Contrairement à ce qu'avaient avancé des scientifiques, ce n'est pas la rupture d'un segment de la « Faille Enriquillo » qui a provoqué le tremblement de terre du 12 janvier dernier. C'est ce qu'a fait savoir le sismologue Eric Calais de l'Université de Perdue (Texas).

Dans une interview donnée au journal Science News, M. Calais a indiqué qu'une nouvelle faille d'une trentaine de kilomètres de long et provisoirement nommée « faille de Léogane » a été à l'origine du séisme de 7.0 magnitude qui a ravagé la capitale haïtienne et nombreuses villes de province.

Les rapports préliminaires révélaient que le tremblement de terre qui a dévasté Haïti s'était produit, suite au mouvement de la plaque Enriquillo qui traverse Haïti et qui se situe entre les plaques tectoniques de la Caraïbe et de l'Amérique du Nord.

Interceptés en mer puis refoulés

Les autorités du Bahamas Ls'apprêtent à rapatrier au Cap Haïtien une cinquantaine d'Haïtiens interceptés à bord d'une embarcation de fortune dans les eaux territoriales bahaméennes. Le directeur du service d'immigration, Jack Thompson,

précise que 49 hommes, sept femmes et un enfant ont été découverts près de l'île d'Exuma. A la fin du mois de septembre les garde-côtes américains avaient rapatrié plus d'une centaine de compatriotes interceptés en mer.

Haiti au concours de beauté Miss Univers

Sarodj Bertin, représentera Haïti au Miss Univers 2010 qu'accueillera la ville américaine de Las Vegas (Nevada), le 23 août prochain. Désignée récemment Miss Haïti, Sarodj Bertin, qui vit en République Dominicaine devra se mesurer à plus de 80 candidates au plus prestigieux concours mondial de beauté. Diverses personnalités sont

attendues à ce grand rendez-vous mondain organisé à l'hôtel Mandalay Bay sous la houlette du célèbre milliardaire américain Donald Trump, propriétaire de la franchise Miss Univers. Rappelons que Sarodj est la fille de la défunte Mireille Durocher Bertin et du candidat à la présidence écarté par le CEP Richard Bertin.

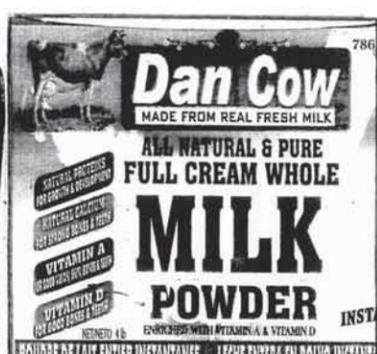
Envoyer ces produits en baril à votre famille, vos amis et enfants qui sont restés au pays. Cherchez et demandez pour ces produits de la meilleure qualité dans les magasins.

AFN Brokers:
Fax: 908-486-8868

RABAIS! Economisez \$5.
Marque Champion.
Basmati Par-boiled Riz,
de meilleure qualité
de l'Inde.



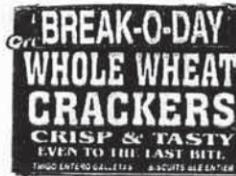
RABAIS!
Lait en poudre marque Dan Cow
pour adultes et enfants.
Le meilleur dans le monde.



RABAIS! Du beurre Anchor pour le table
ou le cuisine, dans cannettes ou paquets.
Bon pour toast & gâteau.



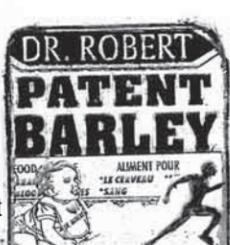
RABAIS!
Break-o-Day Biscuits.
Crackers très délicieux et
croustillants.



RABAIS! Farine Champion fait
les meilleurs pains & gâteaux.



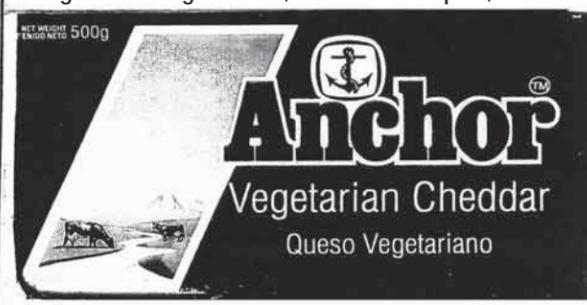
RABAIS!
Orge de Dr. Robert
fortifie les enfants et
coût moins.



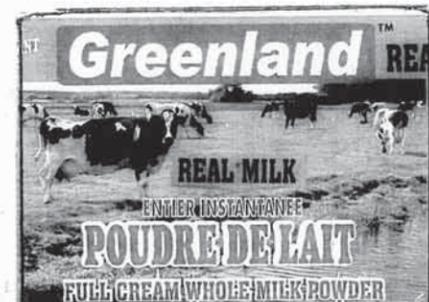
RABAIS!
Tip Top alimente les enfants &
les adultes. Mangez avec pain
ou des gâteaux.



RABAIS!
Mangez le fromage Anchor, délicieux avec pain, biscuits.



RABAIS! Greenland, meilleur dans le monde,
lait en poudre dans les cannettes pour
adultes & enfants.



RABAIS! Du lait Dan Cow est le plus
frais. 100% pur. 99¢. Meilleur dans le
monde. Fortifie les enfants.



RABAIS! Le malt chocolat Magnum
donne force & énergie. Simplement
ajoutez du lait.



RABAIS! Marque Real Guyana
nouilles chowmein. Voyez la
recette au verso. Délicieux & bon.



RABAIS! Il n'y a aucun
cholestérol dans
l'huile alimentaire
marque Mira Fryal.



On sale at all West Indian food stores, supermarkets & 99 Cent stores: Blue Angel, 24 Brooklyn Terminal Market; Chef's Choice, 1051 Utica Ave., Brooklyn; Ufarmland, Utica & Church; Target, 1928 Utica Ave. Brooklyn, Doreen Food Store, 4055 Covinton Highway, Georgia 404-534-0208; Lithonia Food Store, 6453 Rd Lithonia, Georgia 770-482-1120; Caribbean Supercenter, 5111 W. Colonial Dr. Orlando FL 407-523-1308; Domino Wholesale Fresh Fish & Groceries, 402 E. 3rd St. Brooklyn, NY 718-209-9300.

Sept mois après le séisme: Les victimes amorcent une conscientisation !



« Nous voulons des logements décents, conformes à notre dignité d'être humains ». Ce sont ces revendications qui jaillissent de la bouche de ces infortunés

Par Hervé Jean Michel

12 janvier-12 août 2010, sept mois après le séisme destructeur de vies humaines et de biens matériels, des centaines de réfugiés, vivant dans des conditions infra-humaines dans des abris provisoires, ont organisé un sit-in devant les ruines du palais national. Là, devant le siège du pouvoir central, ces damnés de la terre ont dénoncé les tragiques conditions qui sont les leurs, depuis qu'ils ont été jetés dans les rues.

« Nous voulons des logements décents, conformes à notre dignité d'être humains ». Ce sont ces revendications qui jaillissent de la bouche de ces infortunés, qui ont critiqué l'insouciance et l'irresponsabilité des dirigeants haïtiens. Face à leur drame quotidien, dans un environnement d'incertitude et de mépris, leur existence est ab-

solument mal assurée par l'absence d'immédiates conditions de survie : l'alimentation, la sanitation, bref, des possibilités de travailler.

Ces sans abris ont rompu leur silence, lourd de signification. Ce silence imposé par la peur et par la crainte de la profanation des idéaux chrétiens reçus en leur créance. Nul ne peut oublier, qu'immédiatement, après le tremblement de terre, de prétendus apprentis-prophètes ont imposé à la foule des moutons de Panurge, cette croyance que Dieu a frappé le peuple haïtien pour avoir consacré le pays à Satan et qu'effectivement c'est la puissance satanique qui dirige le pays. Dieu a donc puni ce peuple qui s'est détourné de sa voie. En conséquence, il fallait consacrer Haïti à Dieu, le seul responsable de cette catastrophe, capable de pardonner, de changer ce pays.

Suite à la page (14)

Projets ou promesses de la CIRH ?



La deuxième réunion de la CIRH, le mardi 17 août 2010 à l'hôtel Karibe de Pétiion-Ville

Par Isabeau Doucet

La Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti s'est réunie pour la première fois à porte ouverte à l'hôtel Karibe de Pétiion-Ville, mardi le 17 août. La réunion était programmée cette même journée de présentation de la liste finale des candidats admis à la course pour la Présidence par le Conseil Electoral Provisoire. Cependant, après une journée de négociations, le CEP reporte à vendredi 20 août 2010 prochain l'annonce de la liste finale des candidats présidentiels agréés. L'heureux élu héritera éventuellement des décisions faites par la CIRH et les projets lui seront acheminés.

Lors de cette rencontre, le conseil d'administration qui a effective-

ment le pays en tutelle par décret du gouvernement depuis le 21 avril, a finalement présenté les résultats de ses plans pour la reconstruction et la réhabilitation d'Haïti. Les membres ont utilisé le langage à la mode comme « consultation de la communauté », « développement durable », « transparence », « anti-corruption ». Ils avaient le budget et les plans d'action bien présentés. Ils ont promis \$94.3 million pour faciliter le retour des écoliers et la reconstruction des écoles pour cet automne. La commission a approuvé 29 projets d'un montant de 1 milliard 600 millions de dollars dont 905 millions sont déjà disponibles a fait savoir le Premier ministre Jean-Max Bellerive, coprésident de cette commission.

Dans les prochains trois mois ils promettent \$15 millions pour

Le CEP et ses marionnettes!

Par Hervé Jean Michel

Le conseiller, Dr. Jean Enel Désir, représentant de l'Eglise catholique au sein du Conseil Electoral Provisoire, a démissionné de son poste, après avoir tergiversé pendant plus de trois mois. Accusé de corruption pour avoir encaissé les chèques de deux employés, le conseiller Désir, au lieu de se repentir de son acte immoral, l'a considéré comme un péché véniel.

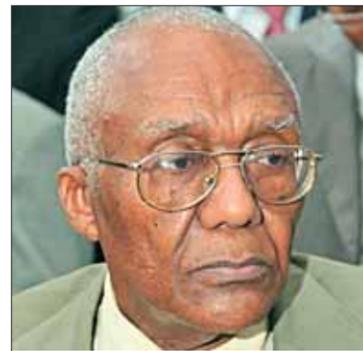
« C'est plutôt un scandale voulu, provoqué, artificiel. Le problème pouvait être résolu de façon plus simple. » a-t-il laissé entendre, au lieu de tirer toutes les conséquences d'un tel acte en tant que fonctionnaire de l'Etat, grassement rémunéré, dans un pays où l'écrasante majorité n'arrive même pas à se procurer de quoi mettre sous la dent quotidiennement.

Depuis le mois de mai, Enel Désir a été mis à l'écart par ces pairs, de cette institution électorale, discréditée, fragilisée par l'absence de confiance qu'elle inspire. Après la débâcle des sénatoriales partielles-d'exclusion des mois d'avril et de juin 2009, le CEP dirigé par Dorsainvil a été perçu comme un instrument entre les mains du président Préval pour la fabrication d'élections sur mesure. L'Eglise catholique qui feint toujours ne pas se mêler des questions politiques haïtiennes mais qui pourtant influence grandement les décisions politiques, surtout quand elles taisent les revendications majoritaires, n'a même pas eu le courage et la moralité de rappeler son corrompu représentant du Conseil électoral de malheur.

Jean Enel Désir, bien confortable au sein de sa « sainte mère Eglise catholique » n'a cure du rapport défavorable de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC), rapport qui a été acheminé au Parquet de Port-au-Prince pour les suites nécessaires. Sachant par avance qu'aucune poursuite judiciaire ne sera mise en branle contre sa gestion corrompue, le représentant de l'Eglise catholique croit être détenteur d'une immunité constitutionnelle, l'affranchissant, pendant dix ans, de toute poursuite judiciaire. Haïti est un pays comme ça : « Selon que vous soyez puissant ou misérable les jugements de cours vous rendront blanc ou noir ». Les tribunaux en Haïti sont faits pour juger les peccadilles des pauvres et des exploités, jamais les péchés mortels des puissants seigneurs qui ont toujours les mains blanches.

Quoi qu'il en soit, forcé à la démission ou pas, le départ de Désir fragilise le CEP de Dorsainvil, qui se situe déjà sur une pente vertigineuse de corruption et d'inféodation. D'autant que des déclarations du tempétueux sénateur-candidat à la présidence, Jean Hector Anacacis, sont venues renforcer les preuves de la dépendance totale de l'Institution par rapport au président Préval. Quand le sénateur de l'Ouest demande au président Préval de « laisser la population élire librement son

ramasser 50% des décombres de 6 quartiers incluant les rue de César, rue Saint Honoré, l'avenue Monseigneur Guilloux et la zone du bord de mer. Ils promettent également de construire 15 à 20 mille logements sociaux et de développer des écoles, des hôpitaux, et des bureaux de police. A moitié déjà dans la saison des cyclones ils se donnent trois mois pour construire des abris provisoires



Jean Enel Désir

futur président » ; il témoigne tout simplement que le chef de l'Etat, disposant déjà de toutes les possibilités pour manipuler le vote, agira dans l'intérêt du candidat du parti présidentiel.

Anacacis n'a fait que redire une vérité déjà dite, cette vérité notoirement connue. Jouant aussi le jeu traditionnel des politiciens, le candidat à la présidence, Jean Hector Anacacis, fait des yeux doux au Lavalassiens, bêtement là, pour voter des ingrats, des ré-



La Secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton est accueillie par le Dr Kenneth Baugh, (à droite) et l'ambassadeur Colin Granderson

actionnaires, des comédiens et des vendeurs de patrie. Tout le monde a besoin du vote des Lavalassiens : Préval, Anacacis et tout le reste. Nul n'ignore que ce comédien d'Anacacis est dans le secret des dieux, mais en tant que comédien, il n'a jamais pris au sérieux la vie des millions d'Haïtiens qui croupissent dans la misère dans ce pays foutu par l'occupation impérialiste.

Le CEP de Gaillot Dorsainvil, soutenu par des Associations de femmes, voit « Kay Fanm » demander à la conseillère GINETTE Chérubin, d'abandonner l'institution électorale. Se désolidarisant avec le gouvernement Préval/Bellerive, la coordonnatrice, Yolette André Jeanty, a exigé le retrait de la représentante des femmes du CEP qu'elle accuse d'être manipulé.

Dans la foulée, les candidats attendent, fébrilement, le « fameux carnet » qui déshabilite ou habilite à participer au processus. Toutes choses égales d'ailleurs, à CEP illégal, anti-démocratique, candidats illégaux, ne remplissant pas les conditions constitutionnelles pour être éligibles comme chef de l'Etat. Presque tous ces candidats sont des usurpateurs, qui ne sont là que pour jeter dans la confusion de paisibles citoyens, les détournant de leurs

pour 400 à 500 000 personnes. « C'est un signe encourageant, nous espérons ouvrir la voie pour que d'autres entreprises privées s'impliquent dans la reconstruction et le travail humanitaire en Haïti. » ajouta le Premier Ministre Jean Max Bellerive.

Il n'y a eu aucune mention de la catastrophe humanitaire vécue par les 1.7 million de sinistrés qui n'ont

véritables préoccupations pour les enfoncer dans le mensonge. Le peuple haïtien doit cesser de courir après des chimères, ces fantômes de l'espoir qui inventent toujours des solutions aux problèmes les plus épineux, aux problèmes qui ne sont pas les leurs et qui ne les intéressent même pas.

Dans cette présente conjoncture, le Conseil Electoral Provisoire dénoncé, décrié par les organisations politiques de l'opposition, par des secteurs qui le soutenaient et aussi par des informations non encore confirmées, se trouve harcelé de toutes parts. Enel Désir a publiquement fait état de fonds de l'ordre de 84 millions de gourdes, un dépassement budgétaire, que Gaillot Dorsainvil est incapable d'expliquer.

La prétendue communauté internationale, celle qui maintient toujours Haïti dans ses fers, apporte un appui ferme à cette vaste magouille qui se trame en Haïti. Elle a délégué une commission OEA-Caricom, coiffée par Colin

Granderson, un diplomate qui était impliqué dans le processus de retour à l'ordre démocratique en Haïti en 1994. Granderson, bien que plongé jusqu'au cou dans un océan de mensonges, de dilatoires, croit pouvoir brandir la constitution.

« Il est important de respecter les dispositions constitutionnelles et les droits civils et politiques des individus ». Belle parole ! Semble-t-il que le chef de la délégation n'a pas encore consulté le président d'Haïti, le président du CEP et les autorités d'occupation qui pouvaient lui dire : « qu'en Haïti vous n'êtes pas au pays du respect des droits individuels ». Colin Granderson doit le savoir, pour ne pas se perdre en conjonctures et en dilatoires. Nul ne peut être dupe d'une prétendue légitimité d'une mission d'observation à la Orlando Marvil, venue accomplir le travail du grand patron, celui de la consolidation, du renforcement de l'occupation impérialiste en Haïti.

L'impression qui se dégage aujourd'hui dans le pays, dans la capitale principalement, c'est qu'on est à la veille de grands bouleversements politiques. Dans une atmosphère surchauffée, survoltée, le peuple attend fébrilement l'annonce de faits qui pourront changer cette saison politique.

toujours pas reçu les provisions d'urgence qu'ils attendent depuis plus de sept mois. « Entre les concernés des gens du CIRH et ceux dans les camps, c'est la nuit et le jour » a dit Me. Mario Joseph, avocat du Bureau des Avocats Internationaux, « Les solutions du CIRH seraient plus intégrées dans les besoins d'Haïti si les membres ne faisaient que visiter les camps. »

La voix des armes, les armes de nos voix

Par Fanfan Latulipe

« Je ne suis pas pessimiste, c'est la réalité qui est désastreuse »

José Saramago

De temps immémoriaux les hommes s'affrontent, se battent, s'entretuent. C'était et c'est toujours pour des questions de rivalités, religieuses ou politiques ; pour étendre leur aire d'influence, favoriser leur commerce ; pour asservir d'autres peuples ; pour conquérir plus d'espace, plus de pouvoir, plus de richesses ; pour satisfaire l'orgueil national. Il y a eu des milliers de guerres, de grandes et de petites, de courtes et de longues, des guerres chaudes et des guerres froides, ainsi que des guerres de nerfs et des guerres psychologiques. Il y a eu aussi les guerres de libération, nécessaires, parce que les opprimés n'en pouvaient plus de supporter la tyrannie, l'exploitation, le mépris et la haine. Mais la voix des armes parle encore haut, très fort, menaçante, terrifiante.

Par où commencer ? Au hasard, prenons les Guerres puniques. A la fin du VI^e siècle av. J.-C., quatre grandes puissances méditerranéennes se disputent l'hégémonie sur la mer Tyrrhénienne. Entre 540 av. J.-C et 474 av. J.-C. elles s'étripent à loisir, s'entretuent jusqu'à laisser sur le terrain Carthage et Syracuse qui vont s'affronter pendant deux siècles. L'horreur. Finalement, Carthage l'emporte au III^e siècle, s'assurant un monopole maritime, politique, économique sur la mer Tyrrhénienne.

Mais c'était ne pas compter avec Rome qui, après la prise de Tarente, la victoire sur le roi Pyrrhus d'Épire et l'unification de la péninsule italienne, entre en scène. Rome convoite le détroit de Messine dont le contrôle devient d'une importance stratégique pour elle. Elle se prépare donc à jeter la gangrène dans l'opéra de Carthage menacée dans son hégémonie sur la mer Tyrrhénienne. Deux coqs jouent dans des basses-cours trop proches l'une de l'autre. Une catastrophique *eskonbrit* point à l'horizon carthagino-tyrrhénien. En effet une première guerre punique, éclate entre Rome et Carthage. Elle dure vingt-quatre ans. Carthage perd sans doute la Sicile, en grande partie, mais pour tant de sang versé et de destruction il n'y a pas vraiment de vainqueur. Une période de reprise des forces va durer quelque vingt-trois ans.

Au terme de la deuxième guerre punique, de 211 av.-J. C à 201 av. J.-C., c'est la défaite de Carthage qui va se faire vassaliser par Rome. Hannibal poursuivi par la vindicte de Rome finit par se tuer. Une violation de traité en 150 va être la cause de la troisième guerre punique. En effet au retour d'un voyage en Afrique, Caton l'annonça clairement : *Carthago delenda est*. Il faut détruire Carthage. Scipion Emilien petit-fils de Scipion l'Africain mit le feu à Carthage qui brûla pendant dix-sept jours. Il fit raser la ville. En 146, Rome achevait ainsi de conquérir la Méditerranée. Le coq carthaginois s'était fait déplumer, écrier et casser les ergots.

Toutes ces tueries se passaient av. J.-C. Mais après J.-C., rien n'avait changé, malgré que Jésus fût « mort pour notre rédemption, ressuscité, monté au Ciel, assis à la droite de son Père », nous surveillant d'un œil plutôt distrait. L'après-J.-C ne va pas calmer les ardeurs humaines et chrétiennes, au contraire. Ainsi la *Guerre de Cent Ans* couvre une période de cent seize ans (1337 à 1453) pendant laquelle s'affrontent sur le sol français

deux dynasties, les Plantagenêts et la Maison capétienne de Valois lors de nombreux conflits, entrecoupés de trêves plus ou moins longues. C'est au cours de ces cent ans de sang que la pauvre paysanne Jeanne d'Arc eut des « apparitions » lui demandant de défendre la France contre les maudits Anglais. Malgré un succès à Orléans et à Patay, l'archange Gabriel abandonna la pucelle qui fut capturée, jugée par l'évêque Pierre Cauchon et brûlée vive par les Anglais à Rouen en 1431. Cochon d'évêque, salauds d'Anglais ! Perfide Albion !

Huit années vont s'écouler. C'est à croire que la voix des armes et du sang se prolonge en d'interminables échos. En effet, entre 1561 et 1598, catholique et protestants sur plus de trente ans, lors de *Guerres de religion*, vont s'égorger, s'étriper, s'entretuer, s'entredécouper, se massacrer, s'entredéchaborder, se découper en *ti sale*, à cœur joie au nom du Seigneur qui ne fait rien pour arrêter les carnages pendant les huit guerres de religion qui ont ravagé les royaumes de Navarre et de France.

Le mariage de la catholique Marguerite de Valois avec le protestant Henri de Navarre en août 1572 sembla amorcer une réconciliation entre les fous de Jésus. Toutefois une tentative d'attentat sur l'amiral protestant Gaspard Coligny engendra la colère des capitaines huguenots. Catherine de Médicis ordonna de les tuer. Les Parisiens déjà hostiles au mariage s'en prirent à toute la « vermine hérétique » : ce fut le massacre de la Saint-Barthélemy le 2 août 1572 qui fit au moins 2 à 3000 morts parmi les « civilisés » européens.

Chacune des guerres avait duré environ une année sauf la huitième qui dura neuf années, de 1585 à 1594. L'appétit du sang versé pour Jésus, on suppose. On ne sait si le Seigneur finit par dire un mot *nan sa*, toujours est-il qu'Henri IV abjura le calvinisme en 1593 et rentra dans Paris en 1594. Le 30 avril 1598, il signa l'Édit de Nantes, la liberté de culte fut limitée aux villes où le service religieux protestant était déjà célébré, le catholicisme fut proclamé « religion d'Etat ». Amen, vive Jésus !

Bien sûr la voix des armes ne s'était pas tue. Chevauchant les siècles, elle a repris force de 1914 à 1918 sous forme de *Première Guerre mondiale*. L'Allemagne devancée en Afrique par la France et l'Angleterre voit de mauvais œil cette concurrence qui l'empêche de trouver des matières premières à bon marché ou même de fonder des comptoirs pour écouler ses produits manufacturés. Des ambitions territoriales en Europe même (panserbisme, panslavisme), la course aux armements, l'appétit des bourgeois européennes et des marchands de canons vont finir par déclencher l'holocauste. Première utilisation de l'arme chimique dans l'histoire par les Allemands. Bataille de Verdun : revers pour l'armée allemande et, surtout, une catastrophe humaine sans précédent, 700.000 morts. Bilan approximatif : plus de 40 millions, 20 millions de morts et 21 millions de blessés.

A la fin de la Première Guerre mondiale, l'humanité pensait en avoir fini avec ces putains de guerres, une fois pour toutes. O ironie ! La voix des armes retentissait encore plus violente, en 1939, portée par les rivalités aiguës entre les puissances impérialistes pour se cristalliser dans une *Deuxième Guerre mondiale*. Une guerre apocalyptique : bilan humain dramatique, entre 50 et 60 millions de morts, plusieurs millions de bles-



Carte montrant Carthage et ses territoires. La mer Tyrrhénienne est une partie de la Méditerranée. Elle est limitée à l'ouest par la Corse et la Sardaigne, à l'est par la péninsule italienne, et au sud par la Sicile. Le détroit de Messine est cet espace étroit entre la pointe de la botte de l'Italie et la Sicile (de forme triangulaire avec Syracuse à son extrémité pointue nord-est). Dans la mythologie grecque, ce passage était gardé par les monstres Charybde et Scylla. La Mer Méditerranée débouche dans la Mer Atlantique par le détroit de Gibraltar contrôlée à l'époque par Carthage.

sés, 30 millions d'Européens déplacés en raison des changements de frontières, surtout en Europe orientale. Ce conflit fut le plus coûteux en vies humaines de toute l'histoire de l'humanité. Environ 45 millions de civils sont morts dans les combats et les bombardements et le nombre de victimes civiles est supérieur à celui des victimes militaires. Environ 17 877 000 de militaires sont morts sur les champs de bataille européens, dont 10 774 000 du côté des alliés et 7 103 000 du côté des forces de l'Axe, les morts de l'Armée rouge constituant 53% du total des pertes militaires. Tout un carnage. Sans oublier, l'holocauste juif et les bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki.

Entre ces deux monumentales boucheries et cochonneries politico-militaires il y eut d'abord la Société des Nations (SDN), une organisation internationale introduite par le traité de Versailles en 1919, lui-même élaboré au cours de la Conférence de paix de Paris (1919), dans le but de « conserver la paix en Europe ». Ha, ha, ha ! Ensuite, émergèrent des manches des prestidigitateurs-politiciens-magouilleurs-menteurs-resquilleurs-

marchands de canon-capitalistes voraces et rapaces un machin baptisé l'ONU, fondée en 1945 en remplacement de la Société des Nations, qui « n'aurait pas tenu son rôle en n'évitant pas la Seconde Guerre mondiale ». Ha ha ha ! Belle proposition pour endormir les naïfs, les crédules, les gobe-mouches, les gobe-mensonges, les gobe-tenten, les niais, les niaiseux, les godiches, les bedêts, les nigauds, les sots, les gogos et les gaga.

L'ONU remplaça de façon si efficace la SDN qu'elle empêcha la guerre de Corée, la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, la sale et stupide guerre du Vietnam assortie d'un *balowouze* napalmisant des Laotiens et des Cambodgiens. Bravo l'ONU pour une si belle performance ! Plus près de nous, l'ONU a arrêté la voix des armes états-uniennes de Papa Bush qui chantait faux au Koweït. Ensuite elle a saisi le bras vengeur de *pitit* Bush pour empêcher l'invasion de l'Irak et une razzia sur les puits de pétrole irakiens. Brave ONU ! Courageuse ONU qui laisse pourrir des conflits au Rwanda, au Congo, au Darfour, en Haïti. A quand un Prix Nobel de la paix pour l'ONU ?

Depuis environ neuf ans, à

travers une longue-vue à l'objectif optique noirci par l'hypocrisie et les combines de cuisine de Washington, elle scrute les champs de bataille d'Afghanistan, les bombardements de mariage d'heureux couples afghans coupables d'être des terroristes potentiels, et s'amuse à observer les pitretries de Karzai. Hier, aux commandes des boucheries c'était Mc Chrystal, aujourd'hui c'est David Petraeus. C'est aussi le flegmatique Obama comme un chien perdu dans un jeu de quilles, sans oublier le vieux renard Ban ki Moon au sourire béat qui doit être en train de préparer un discours à la Chamberlain-Daladier, discours de politicien-diplomate véreux après que les Etats-Unis et Israël auront attaqué l'Iran. Bavo Ban ki Moon, espèce de *sekretè bannmachwè* !

Face à l'immense et perpétuel bluff de ces « malades qui nous gouvernent » assoiffés d'honneur, de pillage, d'extension territoriale, de sac des richesses des nations plus faibles, face à la voix funèbre et apocalyptique des armes, il reste encore les armes de nos voix, voix des peuples, voix d'un petit nombre de dirigeants lucides et moraux pour faire taire la voix des faiseurs de guerre, des constructeurs de drones tueurs, des voleurs de pétrole et de richesses minières à travers le monde. Hier encore, la voix du peuple états-unien accourait en force au secours de l'héroïque résistance du peuple vietnamien, forçant les GI's et leurs valets sud-vietnamiens à fuir en débandade, débandés, *dekonstonbre*, *dekrenmen*, démoralisés ; obligeant l'administration états-unienne à arrêter cette folie démesurée qui a sacrifié 58 217 soldats états-uniens, un million de combattants communistes vietnamiens et quatre millions de civils nord vietnamiens.

Aujourd'hui à Cuba, c'est la voix de Fidel Castro qui met en garde contre la tentation nucléaire de l'empire à anéantir l'Iran, « pour que les faits ne nous prennent pas à l'improviste ». Une voix que rejoint celle de Hugo Chávez, celle de Noam Chomsky, celle d'un nombre grandissant du public états-unien contre un autre cataclysme nucléaire. Souhaitons que le peuple états-unien finisse par se mobiliser en masse contre une infamie potentielle de ses dirigeants. Pour que ce soient les armes de nos voix de peuples qui triomphent et non pas la voix des armes des assassins des peuples.



Top Enterprise Group, Inc

TOP
Léon Mondésir
Income Tax
Insurance
Security School
Traffic School

2 LOCATIONS
90 NE 54th Street, Miami,
FL 33137
385-756-7587

17639 S. Dixie Hwy
Miami, FL 33157
305-255-1717
www.cckacademytrafficschool.com

GET YOUR TAX REFUND FAST



- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Maladi prezidansyab la pa gen remèd Se sèl tè ki pou geri l



Youn nan kandida a laprezidans yo Claire Lydie Parent

Nou sonje nan lane 1987, konbyen kandida ki te sou lis pou vin prezidan Dayiti. Te tèlman gen kandida, Klak Paran te fè yon chante ki te pote non "Gade kandida, gade kandida, veye yo se pou nou veye yo"

Eleksyon nan peyi Dayiti depi apre depa Janklod Divalye toujou trennen yon pil ak kantite kandida. An nou tounen sou kesyon eleksyon 87 la. Eleksyon sa a, ki te fèt anba banyè Anri Nanfi, te youn nan eleksyon ki te fè plis san koule. Lè sa a, Lame Dayiti pat pran priye, li te tire devan dèyè sou yon gwoup moun ki te kenbe bilten yo nan men yo. Pòv malere sa yo te benyen nan san yo.

Nan lane 2006, te gen 54 kandida ki te enskri. Lè KEP la te fin bay kanè, te rete 34. Jounen jodi a, gen 34 ki enskri, petèt apre kanè kapab rete yon ventèn.

Depi Edmon Milè te fin anonse eleksyon pou 28 novanm nan, Ayiti tounen yon lopital. Nan chak kwen peyi a, nou te jwenn nèg ak konprès fèy bannann sou tèt yo. Gen lòt ki te mare anba biskèt yo ak yon bout twal... yo te gen tèt fè mal, zòtèy fè mal, vant fè mal. Maladi sikosomatik, wi. Yo pa malad vrèman, yo gen maladi prezidan tou senpleman. Yon prezidan se yon gwo zafè. Kit ou te prezidan dyab oubyen prezidan konsèy kominotè, se menm bagay. Anpil onè, anpil ochan, fè silans prezidan an pral pase. San konte foute men nan lajan ki pa pou li.

Lè yon nèg prezidan nan peyi nou, zafè peyi a pa enterese l. Se sitou lajan ak vann peyi ki enterese l. Pou ti pèp la menm se tankou fatra yo gade l.

Pou kisa tout kandida sa yo? Kandida bout mamit, kandida bèkfe, kandida loray kale, kandida vandè peyi, kandida rat dokale. Kisa y ap vin fè pou peyi a? Enterè kòm yo di se mobil tout aksyon lòm ap mennen. Kilès nan tout kandida sa yo ki renmen peyi a vrèman? Grann mwen toujou di mwen "Se sou samdi pou wè kijan dimanch ap ye". Kandida sa yo gen anpil ladan yo ki doktè. Gen anpil ladan yo ki enjenyè. Gen anpil ladan yo ki agwonòm. Men kisa mesye sa yo fè pou Ayiti? Agwonòm, mande yo sa ki yon platbann? Yo bliye. Doktè, rele yo pou yon akouchman? Yo pa kapab. Enjenyè, mande yo konbyen mèt ki fè yon kilomèt? Yo bliye. Tout konfiske lachanm, y ap fè politik, y ap fè lwa. Lwa ki bay etranje dwa pou pyetine n lè yo vle.

Doktè, rantre nan lopital ou. Agwonòm, mete gwo bòt al ankadre peyizan. Enjenyè, ede n rekonstwi peyi a ki kraze. Se pa sèl prezidan pou yon ayisyen prezidan pou l kapab ede peyi l.

Nèg boujwa yo, maladi sa a atake yo tou. Menm lè yo gen anpil lajan. Lajan yo fè nan esplwate mas ouvriye a nan faktori. Se pa ase pou yo. Lwa prezidan an danse nan tèt yo depi kèk ane. Yo gen avwa, yo gen savwa, yo vle gen pouvwa paske pou yo 3 vèb sa yo mache men nan men. Michel Sadou nan youn nan chante l yo pale sou maladi damou. Maladi sa a pa gen moun li pa frape. Li kouri nan kè timoun ki gen 7tan pou al echwe nan kè granmoun ki gen 77tan. Kanta pou maladi prezidan Dayiti a menm, dapre mwen, sanble li kòmanse kouri nan kè ti nèg ki pa konn G-A Ga nan fèy patat anpasan pa analfabèt fonksyonèl pou l al achwe nan kè entelekyèl vandè peyi yo.

Maladi sa a pa gen remèd vrèman. Se sèl tè ki pou geri l.

Jean Sorel Pompee

Sitin viktim 12 janvyè yo devan palè nasyonal

Jan sa te prevwa, jedi 12 Out la, ki te fè 7 mwa jou pou jou, depi gwo tranblemanntè 12 janvyè a te frappe 2 depatman peyi, Lwès ak Sidès e ki touye plis pase 300 mil moun, lage yon milyon 5 san mil moun nan lari 2 bra balanse, plizyè santèn viktim te pite pikèt yo devan palè nasyonal la, pou fè prezidan Preval tandè vwa yo. Manifestan yo fè konnen, 7 mwa aprè tranblemanntè a, anyen pa fèt pou moun ki nan kan yo ak abri pwovizwa yo.

Pandan anviwon 2 zèd tan, viktim yo ki te byen chofo ak bandwòl, pankat nan men yo, t ap chante pou montre kijan yo fache, yo mekontan aprè 7 mwa pa gen anyen ki fèt pou wete yo nan sitiya-syon yo trouve yo, kote yo pa jwenn manje; yo pa jwenn dlo, timoun yo pa ka al lekòl, yo pa jwenn laswe-nyay, chalè ap toufe yo. Lè lapli ap tonbe, yo pase nwit la yo pa dòmi, tant ak prela yo koule, dlo lapli anvayi yo, marengwen ap fè yo mizik nan zòrèy yo, dechire po timoun yo tout lannwit. Anplisdesa, depi kèk tan, swadizan mèt tè yo ap fè presyon ak menas sou deplase entèn pou fòse yo kite tèren yo, yo itilize jijdepè restavèk ak lapolis sousou pou fè menas ekspilsyon sou viktim 12 janvyè yo.

Sitiyasyon viktim 12 janvyè yo ap viv nan kan yo, pa reponn a prensip Nasyonzi ki sèvi kòm gid sou kesyon deplasman moun anndan pwòp peyi yo, dapre responsab Enstiti pou jistis ak demokrasi an Ayiti ak Biwo Avoka Entènasyonal yo. Prensip Nasyonzi yo di: « Fòk yo ba moun ki pèdi kay yo mwayen pou yo jwenn manje, dlo, kote pou pou yo rete, rad sèvis medical ak ijyèn piblik san paspouki. Yo pa gen dwa detounen ed imanitè, yo voye pou moun ki pèdi kay moun, ki pèdi kay yo pou rezon politik oubyen pou rezon militè. Timoun, fanm ansent, manman ki nan tèt Fanmi an, granmoun ak moun ki andikape yo gen dwa pou ba yo pwoteksyon espesyal, ed espesyal ak bon jan tretman. Moun ki pèdi kay yo gen dwa pou yo al rete yon lòt kote nan peyi a epi pou yo tounen lakay yo lè yo kapab... »

Sou bandwòl yo, manifestan yo te ekri: « Nou bouke ak kadejak sou timoun ak Fanm yo nan kan yo. Nou gen dwa pou n jwenn bon jan kay, pou n abite, jan atik 22 konstitisyon 1987 la di sa. Aba Leta pèpè. Viv yon Leta ki chita sou respè dwa ekonomik, sosyal ak kiltirèl. » Pandan tout sitin lan, manifestan yo t ap chante: « Nou bouke anba prela, nou vle kay pou



Manifestan yo fè konnen, 7 mwa aprè tranblemanntè a, anyen pa fèt pou moun ki nan kan yo ak abri pwovizwa yo

nou rete. Nou pa pral nan eleksyon anba prela, chalè ap toufe nou. Nou bouke, nou bouke, nou bouke pase mizè oooo! Nou bouke pase mizè ooo! Si w wè la a jodi a, se kay m ap m, si w wè nou devan palè nasyonal se kay n ap mande... »

Kèk nan manifestan yo pa t kache mekontantman yo: « Nou menm ki sitwayen peyi a, n ap manifeste pou n fòse otorite yo nan peyi a respekte dwa nou, jan konstitisyon peyi di l, pou Leta ba nou bon jan kay pou nou rete. Se sa k fè nou pran beton an, pou n manifeste jiskaskè Leta sa a pran responsabilite l. Nou te wè anvan 12 janvyè, yo pa t janm vire je gade nou, men aprè 12 janvyè sitiya-syon an vin pi anpire, se sa k fè jounen jodi a, nou menm, nan BAI, FRAKKA ak tout responsab kan yo, n ap mobilize nasyon an pou leve kanpe sistèm enjistis sosyal sa a, kote toujou pa ka manje, moun toujou pa ka al lekòl, moun toujou pa ka jwenn dlo pou yo bwè, timoun kwatyoòkò nan men nou.

Sa ki fè m vin la a, se paske kay mwen kraze, m pèdi pitit mwen ki te konn ede m. E konnye a depi m fin pèdi pitit la, jodi a fè 7 mwa, mwen pa ka jwenn posibilite pou m viv. Mwen rete yon kote y ap mande m tèren, tandiske mwen menm, m pa gen kote pou m ale, m pèdi kay mwen, jiskensi pitit mwen anba kay la. Se pou prezidan Preval fè yon bagay pou moun sa yo ki pèdi pitit yo, ki pèdi kay yo.

Gen moun k ap pran woulib sou moun ki pèdi kay yo ak pitit yo, pou yo avanse, e nou menm ki nan nesite, se nou kip a jwenn anyen. Konnye a m ap pale sou lavwa piblik, mwen gen pwoblèm, paske m gen 5 pitit nan men m, mwen nan lari, mwen gen 2 pitit fi, m pa gen kontwòl yo. Se poutèt sa, mwen mande prezidan Preval pou l fè yon bagay pou manman pitit, moun ki pa gen fanmi ki pou ede yo, nan

peyi a, ki nan nesite. Nou ki nan bezwen, se nou ki pa jwenn moun ki pou ede nou. Mwen menm mwen nan Lali, sou tèren fanm viktim. Ki vle di kote sa a nou pa jwenn dlo, nou pa jwenn manje, nou pa jwenn twalèt. Se k ape de tèt nou pou kont nou. Nou pa ka dòmi konsa ak pitit nou, tandiske yo voye ed pou moun ki pèdi moun ak kay. Mwen menm m ap pase mizè, mwen genyen pwoblèm, tout kalte ou konnen ki genyen nan pwoblèm moun genyen, mwen menm se yonn ladan yo... »

Mèt Mario Joseph, responsab Biwo Avoka Entènasyonal yo (BAI) ki te pote sipò biwo a bay viktim tranblemanntè yo, ki abandone nan kan yo ak abri pwovizwa yo te pale konsa: « Li enpòtan jan ka prezante konnye a, li tèlman prese, aprè 7 mwa moun yo anba tant yo, nan kan yo, e yo sou gwo menas pou eksplike yo, genyen yon seri de moun nan Delma, nan kan Babankou II, nan kafou, kay mè saleyen yo e toupatou nan Pòtoprens lan, savledi moun yo sou menas deksplisyon. E Leta a pap fè anyen, l ap mache al nan eleksyon, pandan tan sa a anyen pa janm fèt pou viktim yo. Nou pote plent sevre kont responsab Leta yo nan peyi a, men nou vin fè yon tante vwa nou, pou yo pa di yo pa t konnen, yo pa t tandè. Jodi a nou vin mande Leta a pou yo ale kote mèt tè yo, pale avèk yo, mande yon moratwa annatandan Leta a pran responsabilite l. Atik 22 konstitisyon an di: Leta rekonèt dwa tout sitwayen pou yo genyen bon kay, lekòl pou pitit yo, manje ak sekirite sosyal. » Mobilizasyon viktim 12 janvyè yo te jwenn sipò plizyè òganizasyon dwa moun, kouwè BAI, òganizasyon sendikal ak sosyal nan peyi a, kouwè Tèt kole òganizasyon Popilè yo ».

Yves Pierre Louis

KAPTE BOUKAN
101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

RADIO PÈP KOMINIKASYON
MONDAY-FRIDAY 7A.M. - 1A.M.
WLQY 1320 AM

RADIO PIMAN BOUK
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.
WLQY 1320 AM

- NOUVELLES
- ANALYSE
- EDUCATION
- TALK SHOW
- POLITIQUE
- MUSIQUE
- PUBLICITÉ

(786) 487-7870
MANDE POU VOLTAIRE

Welcome to CAFÉ PANOU

Where you can get your excellent Foods, Drinks, Caribbean Products and Much More

1113 E 34th St. Brooklyn, NY 11210
Corner Flatbush near Avenue I
Tel (718) 758-1212
(347) 254-8262

Nou pale kreyòl epi nou vann Ayiti Libète!

La candidature de Wyclef Jean : j'accuse les intellectuels haïtiens

Par Alfred Valentin

Comme la majorité de nos compatriotes, je suis attentivement l'affaire de la candidature de Wyclef Jean. Le 5 août 2010 dernier, j'avais également suivi l'émission spéciale que le *Larry King Show* avait consacré à Haïti en général et à la candidature de Wyclef Jean, en particulier. Quelques réactions sur cette comédie pour lesquelles j'accuse directement les intellectuels haïtiens.

Pourquoi, le 5 août dernier, Wyclef Jean a-t-il préféré annoncer officiellement sa candidature sur une chaîne de télévision étrangère au lieu de le faire sur un média haïtien? La réponse est simple: l'individu est complexé. Il sous-estime ce peuple même qu'il prétend aimer et pour qui il veut être le « Moïse des temps modernes ». Il aurait dû le faire dans n'importe quel média national - (Radio Métropole, Signal FM, Télé Nationale, Telemax (sa propre chaîne), etc. -, puis il pourrait accorder une entrevue à n'importe quel média étranger, dont CNN, Radio Canada, Le Droit, France 2 et d'autres.

En fait, quelle langue Wyclef Jean parle-t-il ? Il ne parle ni le français, ni le créole, nos deux langues officielles. Je m'imagine une conférence de presse conjointe entre Nicolas Sarkozy et son homologue haïtien. Comme on va nous tourner en ridicule, comme on l'avait fait l'année dernière à la suite de l'entrevue que son compère Shaba de Dyakout Mizik avait accordée à RFI. Le pire, c'est que, Wyclef ne parle pas vraiment bien l'anglais. Bien sûr, il parle la langue de la rue puisqu'il a grandi dans le pays, mais il en ignore les règles les plus élémentaires. J'en veux pour preuve les deux phrases « I don't hear nothing » et le « Young youth of Haïti » qu'il a données à Wolf Blitzer au cours de l'interview de jeudi soir dernier. En fait, ce n'est pas grave, car, selon ses dires, nous devons tous parler l'anglais en Haïti, surtout que, continue-t-il, « ceux qui parlent le français, n'ont rien fait pour le pays pendant plus de 200 ans ». Cette déclaration a été une bonne paire de gifles au visage des intellectuels. Qui pis est, pas un seul d'entr'eux n'a osé donner une réplique au chanteur de hip hop. Qui ne dit mot, consent. De toute façon, je m'imagine déjà la fin totale des choses culturelles dans le pays. D'ailleurs, Wyclef ne connaît rien de la culture haïtienne, rien de notre musique, de notre littérature, de notre peinture. Il ne connaît même pas notre Histoire, à part les noms de Toussaint, de Dessalines et de Christophe qu'il connaît, sans pouvoir parler même superficiellement de la politique d'un seul de ces anciens héros.

Wyclef a tout d'un narcissique et d'un mégalomane. Tout se tourne autour de lui. Monsieur aime son nom. Il l'a cité au moins dix fois en moins de trente minutes, sans compter les « I » (moi). C'est ce qu'on appelle « culte de la personnalité ». Imaginez-vous ce type devenir président du pays ? D'ailleurs, il pense que tout le monde a peur de lui. Au cours d'une entrevue à l'émission floridienne « Bonjour Haïti » le 4 août dernier, il a deman-

dé aux autres candidats de ne ni « trembler » ni de « paniquer » parce que « Wyclef est candidat... » Donc, il est sûr de lui, sûr de son messianisme. Ensuite, il ne cesse de rappeler au président René Préval qu'il avait voté pour lui lors des dernières élections présidentielles. Cela signifie que M. Préval doit lui retourner l'ascenseur.

Dans cette affaire de Wyclef, je crois que la presse, si elle n'est pas corrompue et ne reçoit pas de pourboires du chanteur, doit jouer son rôle de façon sérieuse. Car en fait, nous ne connaissons pas vraiment Wyclef. On le voit à la télé, on l'applaudit, et c'est tout ! Il est du devoir de la presse de former et d'informer le public ! Qui connaît la vie de Wyclef Jean avant sa célébrité avec le groupe « Fugees » ? A part du musicien, qui connaît d'autres aspects de la formation de Wyclef ? Qui connaît ses idéologies ? Il est arrivé aux Etats-Unis à l'âge de 9 ans. Ce serait bien qu'il dise de quel « high school » (Lycée) a-t-il reçu son diplôme de fin d'études secondaires entre 1990 et 1992 (car il est né en octobre 1972)! Puisqu'il a grandi dans une ville où le taux d'abandon scolaire est très élevé, il est bien de savoir si, au moins, Wyclef a bouclé ses études secondaires !

Ensuite, Wyclef a souvent tendance à exagérer les faits. Il a déclaré qu'il ne pouvait pas demeurer « pendant cinq ans consécutifs dans le pays » à cause de ses obligations en tant qu'ambassadeur de bonne volonté. Cela ne tient pas. Préval avait nommé Wyclef à ce poste (ce qui était une grave erreur) en avril 2007, donc trois ans de cela. Il a également affirmé avoir fréquenté Berkeley. Etait-ce dans le cadre d'un programme régulier, pouvant déboucher sur une licence (BA ou BS)?



Dany Laferrière

Ou bien, fréquentait-il cette institution dans le cadre d'un programme spécial? Certaines universités n'ont aucun problème à accepter qu'une superstar suive des cours à titre d'auditeur ou de participer à un programme spécial, pouvant déboucher sur un certificat de participation. Certaines universités pourraient même offrir une chaire d'enseignant à une superstar de la trempe de Wyclef, s'il en avait les compétences, pour dispenser des cours de musique hip hop.

L'idée, ce n'est pas d'agir avec méchanceté avec « L'Honorable Ambassadeur », mais tout ce qu'on réclame de lui c'est de prouver qu'il a le minimum pour diriger une nation aussi importante que la nôtre. On



C'est une honte pour les intellectuels du pays de voir des primaires de la trempe de Wyclef Jean, de King kino et d'autres encore à vouloir diriger le pays

ne s'adresse pas à la vedette Wyclef qui va se présenter sur une scène musicale. L'on se trouve plutôt en présence d'un éventuel chef d'Etat, ce qui n'est pas une plaisanterie. Il veut faire croire que nous questionnons ses capacités parce qu'il « parle le créole comme nous, et que l'ancien président Bill Clinton ne l'aurait jamais fait ». En tenant ce genre de langage codé, il n'entend qu'à simplement diviser davantage la société haïtienne. A-t-on questionné les capacités intellectuelles de Jean-Bertrand Aristide, qui parle le créole (le français et l'anglais) beaucoup mieux que lui? Les journalistes ont donc pour devoir de le questionner sur des choses sérieuses, telle la gestion de Yele Haïti. Si Sean Penn a le courage de le faire, ils ont pour devoir et obligation de le faire également et cela de façon plus approfondie, car le rôle de la presse est de former et d'informer le peuple en toute objectivité. Autre point : c'est bien que Wyclef Jean n'a jamais renoncé à sa nationalité. Est-ce par pur patriotisme ou bien aurait-il quelque autre empêchement ?

Ensuite, Wyclef a parlé des études de Jean-Claude Duvalier, comparées aux siennes. Il doit comprendre que, qu'il le veuille ou pas, Jean-Claude Duvalier, en tant que fils de président, a grandi dans les couloirs du pouvoir. Alors, gouverner n'était pas difficile pour Baby Doc, car il avait en sa disposition toute la machine de répression de son père dont il ne faisait que continuer à la lettre les œuvres criminelles, avec l'aide d'une « régence » composée de sa mère, de Luckner Cambronne, de Jacques Gracia, de Zacharie Delva, etc. En fait, Wyclef doit constater et analyser les résultats négatifs de la présidence de Duvalier fils.

On dit que Wyclef Jean n'aura pas besoin de l'argent du pays car il en a assez. Cet argument est faible pour plusieurs raisons. Une première : l'homme est un éternel insatisfait. Deux : Dans un gouvernement, il n'y a pas que le président à détourner les fonds. Tous les ministres de Wyclef et ses collaborateurs seront-ils tous des millionnaires comme lui ? Nous savons déjà clairement que les amis de Wyclef qui mènent une campagne active pour lui aux Etats-Unis (les King Kino, les Jensen Desrosiers...) sont tous de potentiels ministres ou grands commis de l'Etat. Ces gars sont-ils mil-

lionnaires ? Signalons que l'ancien président Aristide avait au moins la décence de ne pas placer King Kino à aucun ministère, à cause du niveau d'étude à peine primaire de ce chanteur.

Ensuite, c'est insensé de vouloir comparer la candidature de Wyclef Jean avec Ronald Reagan et Arnold Schwarzenegger. Ronald Reagan a fait ses études universitaires à Eureka College, dans l'Etat d'Illinois. Il y a obtenu un diplôme en Sciences Economiques et en Sociologie. Il était gouverneur de la Californie. Arnold Schwarzenegger est diplômé de l'Université de Wisconsin. En plus, il est un homme d'affaire réussi et fait partie de la famille politique la plus connue des Etats-Unis : il est le mari de Maria Shriver, une journaliste, fille de Sargent Shriver, un ancien diplomate et d'Eunice Kennedy, sœur du président John F. Kennedy.

Quelques simples questions au candidat « drafted » par les étudiants d'université :

---A quel niveau Wyclef peut-



Pierre Raymond Duver alias King kino

il parler d'une réforme scolaire et universitaire en Haïti ?

---A quel niveau Wyclef peut-il comprendre le fonctionnement des trois branches de pouvoir ?

--- A quel niveau Wyclef peut-il parler de plafond monétaire ?

--- A quel niveau Wyclef peut-il parler de la mémoire d'un Anténor Firmin, d'un Jean Price Mars, d'un Hannibal Price, d'un Louis Joseph Janvier ?

--- A quel niveau Wyclef peut-il parler de la musique haïtienne ?

--- A quel niveau Wyclef peut-il résoudre un conflit entre notre religion traditionnelle et les confessions catholique et protestantes ?

En tout cas, dans cette affaire de Wyclef Jean, nous n'avons qu'à remercier l'élite intellectuelle du pays. « Vous autres intellectuels, vous représentez tout le malheur du pays », comme l'avait si bien dit Pyram dans la pièce « Pèlin Tèt » de Frankétienne. Pourquoi ce même Frankétienne et les autres intellectuels et hommes de plume du pays ne parlent-ils pas ouvertement pour faire voir le danger que représente ce Wyclef Jean pour Haïti et pour notre culture? Ils ne le feront pas car ils sont relativement bien lotis. Leurs enfants fréquentent les meilleures universités étrangères. Tremblement de terre ou pas, ils sont bien nourris

et ne dorment pas sous des tentes. Ceux qui vivent à l'étranger mènent un style de vie princier, recevant assez souvent des récompenses littéraires qui les rendent très connus internationalement. Donc, ils feront silence, ne voulant déranger personne. D'ailleurs, la misère du peuple inspire les Dany Laferrière, René Depestre, Frankétienne à écrire des romans pour lesquels ils gagnent beaucoup d'argent. Une comédie comme celle de Wyclef peut inspirer bien de romans et de pièces de théâtres ! Je n'ai rien contre ces hommes. Tout ce qu'on leur demande tout simplement c'est de prendre une position ouverte sur cette affaire. Ne dites pas que vous défendez le peuple avec votre plume. Cette affaire de Wyclef est une honte pour la nation haïtienne, un danger pour la francophonie et la créolophonie. Wyclef est une victoire sûre pour la cacophonie culturelle. Oui, messieurs les intellectuels, vous devez faire des déclarations de principe. Vous devez guider le peuple. Vous devez guider la jeunesse du pays.

Suite à la page (19)

Le Flambeau Restaurant



1832 Schenectady Avenue
(entre Ave. J & K)
Brooklyn, NY 11234

Loubing, General Manager

Breakfast - Lunch - Dinner
7 days a week, 9 am - 10 pm

Samedi Bouyon

Dimanche
Soup Giromon, Pintad, diri djondjon

Free Delivery
Catering for all occasions

347-462-9029

Lettre ouverte au président français Nicolas Sarkozy

Dans une lettre ouverte publiée aujourd'hui dans le quotidien français Libération, plus de 90 écrivains, universitaires de renom et autres personnalités mondialement connues, demandent publiquement au gouvernement français de restituer les 90 millions de francs or extorqués par la France à Haïti à la suite de son indépendance.

Parmi les signataires, on retrouve le linguiste du MIT Noam Chomsky, la journaliste Naomi Klein, les écrivains Eduardo Galeano et Ariel Dorfman, le professeur de l'Université de Princeton Cornel West, les philosophes français Alain Badiou, Étienne Balibar et Jacques Rancière, ainsi que plusieurs membres du Parlement européen, incluant le militant altermondialiste José Bové. Des membres de l'Assemblée nationale de France et du Québec, de même que Walden Bello, écrivain et membre élu de la Chambre des représentants des Philippines, ont également signé la lettre.

Le gouvernement français a indiqué qu'il envisageait de poursuivre en justice le Comité pour le Remboursement Immédiat des Milliards Envoyés d'Haïti (CRIME) pour le canular inspiré des Yes Men dans lequel la France promettait, le 14 juillet dernier, la restitution de la dette historique d'Haïti.

Nous croyons que l'idéal d'égalité, de fraternité et de liberté cher à la France, serait beaucoup mieux servi si, au lieu de dilapider les fonds publics dans des poursuites contre les auteurs du canular, le gouvernement français commençait à rembourser à Haïti les 90 millions de francs or qui lui furent extorqués suite à son indépendance.

Cette "dette de l'indépendance", aujourd'hui évaluée à bien plus que les 17 milliards d'euros promis dans la fausse annonce du 14 juillet dernier, a forcé de manière illégitime un peuple, s'étant libéré de l'esclavage par son indépendance, à payer doublement pour sa liberté. Imposée sous menace d'invasion militaire et de la restauration de l'esclavage par le roi français Charles X afin de dédommager les anciens colons



Le président du Sénat Kély C Bastien

propriétaires d'esclaves pour perte "de propriété", cette indemnité a fait ployer des générations d'Haïtiens sous le poids d'une dette illégitime, dette que la nation haïtienne n'a fini de payer qu'en 1947.

La France n'est pas le seul pays qui a une dette envers Haïti. Après 1947, Haïti a contracté des dettes auprès des banques commerciales et des institutions financières internationales sous la dictature de Duvalier, lequel a ainsi puisé des milliards dans les fonds publics. Les besoins vitaux et les aspirations au développement de générations entières d'Haïtiens ont, par le fait même, été sacrifiés pour rembourser ces dettes. Inclure Haïti dans les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et annuler une partie de sa dette actuelle ne réparent pas les dommages financiers encourus par ses dettes récentes.

De plus, en 2000, des prêts de la Banque interaméricaine de développement (BID) s'élevant à 150 millions de dollars et devant servir à payer des infrastructures de base ont été bloqués illégalement par le gouvernement américain en guise de pression politique. Cela aussi fit des dommages économiques et humains considérables. Voilà pourquoi ces institutions et gouvernements devraient être tenus responsables pour les méfaits commis envers l'économie et la société haïtienne.

En 2003, quand le gouvernement haïtien demanda le remboursement de l'argent extorqué à Haïti, le gouvernement français a participé à son renversement. Aujourd'hui, le gouvernement français répond à la même demande du CRIME en le menaçant de poursuites judiciaires. Il s'agit à n'en pas douter de réponses inadéquates à une demande qui est moralement, économiquement, et légalement inattaquable. Considérant les besoins financiers criants de ce pays dévasté par le terrible séisme du 12 janvier dernier, nous vous pressons donc, monsieur le Président, de restituer à Haïti, la première république noire de l'histoire, la dette historique de son indépendance.

Tariq Ali, écrivain
Gilbert Achcar, écrivain
Michael Albert, Z Communications
Pierre Alferi, écrivain
Jean-Claude Amara, porte parole de Droits devant !!
Kevin B Anderson, University of California at Santa Barbara
Roger Annis, Haiti Solidarity BC
Anthony Arno, écrivain et rédacteur, Haymarket Books

Alain Badiou, European Graduate School
Roselyn Baxandall, State University of New York Old Westbury

Étienne Balibar, Professeur émérite de Philosophie, Paris-Nanterre
Nnimmo Bassey, Environmental Rights Action/Ami(e) de la terre--Nigeria
Pierre Beaudet, Alternatives internationales

Dan Beeton, Center for Economic and Policy Research
Walden Bello, Membre du Parlement aux Philippines

Medea Benjamin, Code Pink
Andy Bichlbaum & Mike Bonnano, les "Yes Men"

Serge Bouchereau, Résistance Haïtienne au Québec

Myriam Bourgy, CADTM International (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde)

Houria Bouteldja, Indigènes de la République

Jose Bové, député européen Europe Ecologie

Ellen Cantarow, journaliste
Leslie Cagan, co-fondateur, United for Peace and Justice

Aldrin Calixte, Haïti Survie/ Ami(e) de la terre--Haïti

Camille Chalmers, Université d'Etat d'Haïti & Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif

Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale

Noam Chomsky, Massachusetts Institute of Technology

Jeff Cohen, écrivain & critique des médias

Jim Cohen, Science Politique, Paris VIII

Daniel Cohn-Bendit, député européen Europe Ecologie, co-président du groupe Verts-Alliance libre européenne

Brian Concannon, Institute for Justice & Democracy In Haiti

Raphaël Confiant, écrivain

Mike Davis, University of California Riverside

Warren Davis, Philadelphia Jobs with Justice

Nick Dearden, Jubilee Debt Campaign UK

Rokhaya Diallo, Les indivisibles

Christine Delphy, professeur de Sociologie

Rea Dol, directrice de l'école SOPU-DEP à Port-au-Prince

Ariel Dorfman, Duke University

Berthony Dupont, Haïti Liberté

Stephen Duncombe, New York University

Ben Ehrenreich, écrivain

Joe Emersberger, MediaLens

Yves Engler écrivain

Eric Fassin, sociologue, Ecole Normale Supérieure

Dianne Feeley, rédactrice, Against the Current

John Feffer, co-directeur, Foreign Policy In Focus

Anthony Fenton, journaliste & chercheur

Bill Fletcher, Jr., BlackCommentator.com

Eduardo Galeano, écrivain

Grazia Letto-Gillies, UNCTAD & London South Bank University

Greg Grandin, New York University

Arun Gupta, rédacteur en chef, The Independent

Peter Hallward, professeur de philosophie, Kingston University

Hamé, rappeur, La Rumeur

Suite à la page (15)

L'agenda mafieux de l'international

Par Joël Léon

« L'occident mentait à l'homme noir, à l'homme,jaune et à l'homme blanc. Il mentait au moins depuis quatre siècles à tous les colonisés de la terre »

René Dépestre (Alléluia pour une femme jardin)

La communauté internationale a beaucoup d'agendas pour Haïti. Elle veut un Etat stable à la manière de la République Dominicaine où les mouvements sociaux subissent les « lois du sacrifice pragmatique » imposées par les investisseurs étrangers. Il faut des élections pour assurer l'alternance politique sans violence, faire d'Haïti une extension touristique de la République Dominicaine, maintenir en cage le peuple revendicatif d'Haïti en l'arrosant de jobs dans les hôtels et restaurants, s'appropriier silencieusement la souveraineté nationale et inonder le pays d'homosexuels et de lesbiennes pour satisfaire les désirs des riches pervers.

René Préval, par l'intermédiaire de ses conseillers canadiens, connaît très bien l'agenda international. Il s'impose comme le seul garant de cette stabilité. Les blancs le crurent jusqu'à ce que des manifestations nationales éclatent dans le pays réclamant sa démission. L'image qu'il s'était projetée de lui s'évapore à grande vitesse qui pousse les blancs à interroger ses multiples promesses. L'agenda international dépend en grande partie de la capacité des dirigeants à pacifier les masses populaires. Le prochain président d'Haïti sera un homme fort pour ne pas dire un « san man » capable de rééditer le massacre de René Préval à Cité Soleil au mois de décembre 2008.

Quelle stabilité !

L'international veut que des technocrates s'investissent du pouvoir en Haïti en vue de renforcer une classe moyenne haïtienne sans vocation et moribonde. L'administration publique, doit être dirigée par des cadres ayant étudié dans les grandes capitales occidentales. D'après cette Policy, c'est le seul moyen de stabiliser le pays en invitant plus de bouches autour de la table. Le problème c'est qu'à chaque coup d'état, traditionnellement conceptualisé et financé par la CIA, des cadres sont contraints à l'exil volontaire ou involontaire afin d'échapper à la chasse aux sorcières déclarée par le gouvernement issu du coup. Ainsi bon nombre de professionnels haïtiens quittent le pays, se réfugiant sous d'autres cieux plus cléments que celui d'Haïti transformé en cauchemar par les puissances occidentales. L'exode de la classe moyenne est la conséquence de la politique de terre brûlée pratiquée contre les masses revendicatives haïtiennes qui crée cette instabilité chronique.

Les masses ne font pas partie de cet agenda cynique de renforcement de la classe moyenne ; on s'en fout pas mal, qu'elles crèvent ! Le seul problème, c'est comment parachuter les technocrates au pouvoir pour s'assurer d'une certaine « stabilité ». L'expérience de Gérard Latortue à la primature après le

coup du 29 février, fut un projet pilote pour conditionner l'avenir. Son échec patent a mis cette tendance en détresse, car l'un des problèmes avec les technocrates en exercice, dans le tiers-monde et les pays de l'ancien bloc de l'est, c'est qu'ils ne pensent pas, ils mettent plutôt en pratique des recettes comme des robots, très souvent mal apprises et inadaptées. En guise d'amélioration, très souvent les technocrates conduisent les pays à des catastrophes économiques, obligeant les dirigeants à faire marche-arrière sur les cadres indigènes. Gérard Latortue, s'est envolé sans pouvoir assister à la passation des responsabilités étatiques au nouveau locataire de la primature, parce que sa tête a été mise à prix dans les milieux populaires. Malgré tout, les technocrates venus de l'étranger sont indispensables aux élections à venir.

Le suffrage universel, c'est-à-dire les élections, que l'occident promote à coup d'argent et de manipulations depuis plus de 50 ans, ne s'affirme pas toujours comme un outil déterminant et fiable à leur cause. Le cas d'Haïti du 16 décembre 1990, s'impose comme un échantillon incontournable de la fragilité du suffrage universel. Jean B. Aristide, le candidat des pauvres a fait une razzia au cours de ces élections, au prime abord destinées à Marc Bazin. La participation massive des pauvres dans ces joutes a porté les « Policy makers », les décideurs politiques, à revoir totalement leurs copies et à recourir à la méthode sauvage de coup d'état pour se défaire du défi des masses. Cette arrogance des pauvres a été punie par plus de 5000 morts pendant 3 ans, naturellement, non sans résistance. Aujourd'hui, les transfuges ne seront pas admis, il faut des valets authentiques à la première magistrature de l'état. Donc, les élections ne seront que des formalités !

Quelles élections !

Comme je l'avais déjà écrit dans « Haïti : elksyon pike kole », les élections prévues pour je ne sais quand, seront une farce. Maintenant, il importe de comprendre pourquoi sont elles si colorées avec ces multitudes de candidats folkloriques. Il ne faut jamais s'illusionner sur la capacité de l'occident à faire triompher sa cause, il le fait avec succès depuis plus de 2000 ans. Wyclef Jean et les autres sont là pour exciter de l'intérêt à la mascarade, parce que le peuple a d'autres chats à fouetter qui sont beaucoup plus fondamentaux que la comédie des « amis d'Haïti ». Pour cela, tous les moyens sont bons, y compris transformer le processus en un carnaval des fleurs animé par des musiciens en mal de pouvoir. Cependant, il ne faut pas négliger les technocrates qui sont aussi dans la course.

Tout d'abord, déblayons le terrain ! Les occupants ne font pas confiance aux politiciens locaux. Sur le plan international, on a toujours eu ce problème avec Haïti, les impendables sont trop courants dans notre histoire et déraillent souvent les calculs des plus grands stratèges du département d'Etat et des autres sphères d'intérêts politiques. Drôle de pays, drôle de peuple !

Suite à la page (15)

ADONAI'S RESTAURANT & BAKERY

847 Flatbush Avenue
(entre Martense & Linden)
Brooklyn, NY

- Pâtés • Fritaille
- Poulet • Tassot • Griot
- Cabrit • Poisson
- Légumes • Bouillon
- Soupe Joumou (chaque Dimanche)
- Mayi Moulén

LUNCH SPECIAL \$5
includes a free can of soda

7 jours / 9:30 a.m. - 9:30 p.m.
We do catering!
347-295-3332

Musicians, Doctors, Activists, Technocrats and Politicians: 34 Candidates Bid for Haiti's Presidency

(The second of three parts)

By Kim Ives

On Aug. 17, just hours before it was to make public the official list of presidential candidate disqualifications, Haiti's nine-member Provisional Electoral Council (CEP) postponed the announcement until Friday, Aug. 20.

Tensions grew this week as rumors began to leak out before the official announcement.

Young toughs associated with the campaign of hip-hop musician Wyclef Jean declared that they would rampage if the CEP disqualified him, or, as Haitians say, gave him a "carnet," a reference to the ejection penalty card in a soccer game. One of Jean's representatives was arrested following the declaration, and Wyclef Jean announced he was "in hiding" following death threats, which some viewed as a publicity stunt.

On Aug. 16, it was announced that Jean Bertin of the Haitian Socialist Party (PSH) was contested by his own party, which is part of the 2010 Forces coalition supporting candidate Wilson Jeudi. This disqualification was certain.

Less definitive was the reported disqualification of Leslie Voltaire of the Together We Are Strong party. As a former government minister under the administrations of both Presidents Jean-Bertrand Aristide and René Prével, he was disqualified for not having the required post-service clearance papers from the Accounting Court (la Cour des Comptes). However, on the morning of Aug. 17, it was reported that he did indeed supply these documents.

Disqualified candidates can appeal their case to the Office of National Electoral Disputes (BCEN). Disputes were also filed against Wyclef Jean (Live Together), former Prime Ministers Yvon Neptune (Haitians for Haiti) and Jacques Edouard Alexis (Mobilization for Haiti's Progress), Brooklyn-based Dr. Kesler Dalmacy (Independent), activist Lavarice Gaudin (Veye Yo), and compas musician Michel Martelly (aka Sweet Mickey) of Peasant's Answer.

We continue this week with a brief review of two more of the leading candidates, including who and what they represent.

Jude Célestin

A virtual unknown, Jude Célestin, 48, is the candidate of Haiti's ruling party, Unity, headed by President René Prével.

The candidacy had originally gone to Prével's former Prime Minister, Jacques Edouard Alexis, who was removed from power by Haiti's Senate in April 2008 following nationwide food riots (see *Haiti Liberté*, Vol. 4, No. 4, 08/11/2010).

But two powerful brothers from the southeastern city of Jacmel, who are Unity party leaders, Senators Joseph and Wenceslas Lambert, pushed through Alexis' ouster and his replacement by Célestin on the eve of the Aug. 7 can-



Jude Célestin

didate registration deadline.

A Swiss-trained mechanical engineer, Célestin began working at Haiti's state-run flour mill in 1985, where he repaired machinery. In 1991, Célestin met then Prime Minister René Prével who had come to inspect the flour mill.

In late 1997, then President Prével tapped Célestin to head his new pet agency - the National Equipment Center or CNE. The CNE became an extra-ministerial service for building roads and other infrastructure, always the strong-suit of Prével's administrations. Thus, the CNE has more dump-trucks, bulldozers and other earth-moving equipment than the Public Works Ministry.

After Aristide returned to power in 2001 and shrank the CNE to almost nothing, Célestin quit and went to work for UNOPS, the UN's engineering arm. He also spent much of his time with Prével in the northern town of Marmelade, the president's hometown.

After Prével returned as President in 2006, Célestin resumed his post at the head of the CNE, working to build emergency roads after the four consecutive storms of 2008 and to remove rubble after the Jan. 12, 2010 earthquake.

Having acted primarily as a functionary, Célestin has no political history to speak of. He is presented by the party as a modest can-do man, not afraid to roll up his sleeves and get his hands dirty.

More ominously, Célestin was championed by the Lambert brothers, who originally helped form the party MODEREH (Haiti's Democratic and Renovating Movement). MODEREH was headed by former soldier Dany Toussaint, an erstwhile Aristide ally who defected and supported the 2004 coup d'état against Aristide. The Lambert brothers left MODEREH shortly before the Feb. 7, 2006 presidential elections to join Prével's Lespwa (Hope) alliance, the precursor to Unity.

For years, rumors of involvement in drug trafficking, corruption, assassinations, and other malfeasance have swirled around the Lamberts, particularly Joseph.

Furthermore, when Célestin went to register at the CEP, he was accompanied by Rony Gilot, who acted as Information Minister for dictator Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier and recently wrote a glowing biography of his even more



Mirlande Manigat

ruthless father, François "Papa Doc" Duvalier.

Célestin has also been rumored to be involved in the Jan. 12, 2009 kidnapping in Delmas of 65-year-old Joseph François Robert Marcello, who headed the National Commission of Market Procurement (CNPM). Marcello has never reappeared and his daughter, Méthilde, left Haiti last week into self-imposed exile after Célestin was made Unity's nominee.

Like Prével, Célestin represents Haiti's "enlightened" bourgeoisie, which kowtows to the dictates and occupations of the U.S., France and Canada, while occasionally posturing alongside anti-imperialist leaders like Venezuela's Hugo Chavez and Bolivia's Evo Morales.

Mirlande Manigat

Mirlande Manigat is the secretary general of the right-wing Assembly of National and Progressive Democrats (RDNP). The party was founded in 1979 by her husband, Leslie François Manigat, who retired from politics after coming in second to René Prével in the Feb. 7, 2006 presidential contest.

Leslie Manigat served as Haiti's president for four months in 1988, after winning a widely boycotted election held by a neo-Duvalierist military junta following a bloodily aborted Nov. 1987 presidential contest. After Manigat's Feb. 7, 1988 inauguration, junta leader Gen. Henri Namphy deposed Manigat in a Jun. 20, 1988 coup and resumed the presidency.

Mirlande Manigat became RDNP's candidate after the Haitian Patriots' Platform (PLAPH) chose not to endorse her. As a result, the RDNP pulled out of PLAPH.

A long-time political lieutenant to her husband, Mirlande Manigat is also the author of the book "To Be a Woman in Haiti Yesterday and Today: A Look at Constitutions, Laws and Society."

Mirlande Manigat announced her presidential candidacy two years ago, long before the Nov. 28, 2010 election date was set.

The RDNP is a Christian Democratic and neo-Duvalierist party, which never played a leading role in the 1991 and 2004 coups d'état against Aristide, but did later justify and defend the overthrows.

(To be continued)

IHRC Finally Meets

By Isabeau Doucet

The Interim Commission for the Reconstruction of Haiti (IHRC) held its first public meeting Tuesday, Aug. 17 at the Karibe Hotel in Pétienville. The meeting was scheduled at the same time as the Provisional Electoral Council (CEP) met to decide the final list of presidential candidates running to inherit decisions made and projects initiated by the IHRC.

The 26-member IHRC, which effectively governs the country in trusteeship since formed by a Apr. 21, 2010 presidential decree, finally presented its plan for Haiti's reconstruction and rehabilitation. Using buzz words like "community consultation," "sustainable development," "transparency," and "anti-corruption," the Commission slickly presented its budgets and action plans.

Board members (half of whom are foreigners, half Haitian) have promised \$94.3 million for school reconstruction and other Haitian education needs by this fall.

In the next three months, the IHRC promised \$15 million to pick up 50% of the rubble from six Port-au-Prince neighborhoods including rue de Césaire, rue Saint Honorée, Avenue Monseigneur Guilloux and the waterfront. It also vowed to build

15,000 to 20,000 public houses and develop community schools, hospitals and police stations.

Halfway through the hurricane season, the IHRC allowed three months to build temporary shelters for 400,000 to 500,000 people.

Anne Roosevelt, vice president of Global Corporate Citizenship at the Bowing Company announced that the corporation would donate \$2.2 million in humanitarian and educational aid to Haiti.

"This is an encouraging sign that will hopefully pave the way for other private companies to come get involved in reconstruction and humanitarian work in Haiti," said Prime Minister Jean Max Bellerive, who co-chairs the IHRC with former US president Bill Clinton.

There was no mention of the humanitarian disaster and human rights violations suffered daily by 1.7 million internally displaced, many of whom have not yet received emergency supplies after seven months.

"It's like night and day between the concerns of the IHRC board members and those of the people in the camps," said Mario Joseph of the International Lawyers' Office (BAI) in Port-au-Prince. "The IHRC's solutions would be more relevant to the needs of Haitian victims if they simply visited the camps."

The Drama of Haiti's Internally Displaced

(The second of two parts)



About 100 internally displaced people demonstrated in front of the Palace on Aug. 12 to demand a moratorium on forced evictions

By Isabeau Doucet

"Nou bouke ap domi sou fatra" (We're tired of sleeping on garbage.)

Sign made by residents of Cité Soleil's Camp Immaculée

Last Thursday, Aug. 12, the internally displaced people (IDP) of about a dozen camps threatened with forced expulsion marked the 7th month since the earthquake with a demonstration in front of the ruined National Palace. Though authorities didn't grant the IDPs a permit and blocked all traffic in front of the Palace, about 100 people managed to demonstrate there for a moratorium

on forced expulsions and an end to violations of their human rights as defined under Haitian and international laws. Protestors also called on the Haitian government to immediately verify land ownership titles and appropriate all empty lands held by big landowners.

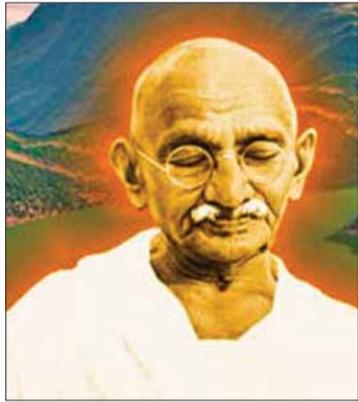
(to be continued)

ERRATA

Due to an editing error, last week's issue stated that Wyclef Jean's party is named Face to Face. The correct name of the party is Live Together (Viv Ansanm).

«L'idée ne nous viendrait pas que la souris est clémente parce qu'elle se laisse dévorer par le chat », disait Gandhi, qui inspira à Martin Luther King et Nelson Mandela deux formes de combat divergentes. Sylvie Laurent s'interroge sur les limites de la non-violence, qui ne fut jamais pour le Mahatma qu'une forme particulière de la lutte.

Faut-il choisir entre Gandhi et Lénine pour obtenir la libération d'un peuple opprimé [1] ? Dans sa Théorie de la violence [2], le philosophe marxiste George Labica soutenait que les anciennes distinctions entre violence légitime et violence illégitime avaient été durablement perverties par la cen-



La parole de Gandhi, sa morale et son éthique, furent non seulement initiatrice du combat de Mandela en Afrique du Sud mais inspiratrice du combat de Martin Luther King aux États-Unis

gime d'Apartheid permet de comprendre comment deux lecteurs de Gandhi, deux combattants pour les droits des Noirs face au racisme institutionnalisé, ont pris deux routes résolument différentes : au moment où le pasteur King organise la marche de Selma et érige la non-violence en impératif sacré, Mandela appelle à prendre les armes. Non pas résigné mais convaincu. Sa lecture du Mahatma et des prédécesseurs de ce dernier nourrit, comme pour Luther King, une pensée révolutionnaire de la société. Cette dernière eut raison de leur idéal de paix à tous les deux, de façon tragique pour l'un, sur un mode épique pour le second.

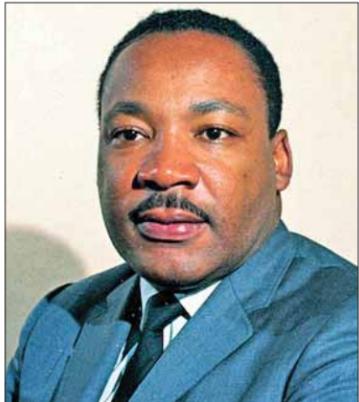
Aux sources de la non-violence, les lectures de Gandhi

C'est au philosophe américain Henri David Thoreau que l'on doit la



défend alors les droits des milliers de travailleurs immigrés indiens soumis de la politique de plus en plus humiliante des autorités sud-africaines, qui fichent et entravent leurs populations de couleur. Pendant vingt ans, de Durban à Johannesburg, l'avocat indien lutte à dessein non seulement de libérer la diaspora en terre africaine dont il est le représentant, mais également pour organiser de concert la résistance tactique et spirituelle de l'Inde, face à la couronne britannique.

De ses deux théâtres, il comprend que le soulèvement armé, pas plus que la simple résistance passive à la Thoreau, ne répondent aux exigences patriotiques indiennes. Leur statut minoritaire en Afrique du Sud rend illusoire la lutte armée et le recours au terrorisme menace de les soumettre à une terrible répression. Mais le repli sur son jardin



tralité du terrorisme dans nos systèmes de représentation de la guerre contemporaine. Il dénonçait alors la célébration mièvre et systématique de la paix, symbolisée par des prix Nobel iniques, et l'exhortation unanime à « civiliser les mœurs ». L'insupportable colonialisme moderne rendait selon lui impossible une théorie de la non-violence. Pourtant, il faut se souvenir que la non-violence n'est pas un refus du conflit. Le philosophe marxiste pêche sans doute par manichéisme : une troisième voie a bel et bien existé entre Gandhi et Lénine.

L'Afrique du Sud qui fut, l'espace de quelques semaines, l'objet d'une attention vive à l'occasion de la coupe du monde de football, offre l'exemple d'un extraordinaire laboratoire de libération nationale, dont Nelson Mandela est la figure tutélaire et l'incarnation. Le père de la nation sud-africaine rejoignit en effet, dès sa libération en 1990, le panthéon des saints laïcs aux côtés de Gandhi et de Martin Luther King Jr. L'Indien, l'Américain et le Sud-Africain sont résolus à sortir les peuples de couleur du bas-côté de l'histoire. Mais à la différence d'Ho Chi Minh ou de Ben Bella, ils sont célébrés ici comme des hommes de paix. Ils sont aujourd'hui des mythes romantiques, rassemblés hâtivement sous l'adjectif « non-violents » dont on tend à oublier la radicalité [3].

Si la fraternité fondamentale des trois combats contre l'oppression blanche est indéniante, elle est loin de constituer un ensemble cohérent, une école de la lutte par la non-violence et la désobéissance civile : à la différence de Martin Luther King Jr, Mandela ne fut jamais vraiment un partisan de la non-violence. L'entremêlement de la pensée du Mahatma avec celles des deux prix Nobel de la paix est pourtant l'un des aspects les plus passionnants de l'histoire de la lutte contre la domination coloniale. Ils ne se sont jamais formellement rencontrés mais ils sont indirectement des compagnons de lutte : si Johannesburg fit Mandela, ce fut avant cela la ville dans laquelle Gandhi élabora sa philosophie politique et initia les Indiens d'Afrique du Sud à un combat pour l'émancipation, qui fut l'antichambre de la lutte pour l'indépendance de l'Inde.

Par delà l'Atlantique, il fut entendu lorsqu'il qualifia la ségrégation raciale des Afro-Américains de « négation de la civilisation ». La parole de Gandhi, sa morale et son éthique, furent non seulement initiatrice du combat de Mandela en Afrique du Sud mais inspiratrice du combat de Martin Luther King aux États-Unis. Un regard croisé sur le combat du pasteur noir dans les États-Unis de la ségrégation et celui du résistant xhosa face au ré-

première théorisation de la résistance passive, définie dans son ouvrage de 1849 *Civil Disobedience*. Seule la responsabilité individuelle peut, selon lui, guider le destin des hommes, qui ne doivent en aucun cas se soumettre à l'autorité d'un gouvernement civil. La loi n'est alors qu'une forme de violence qui se prétend légitime. L'État de droit est un oxymore. Emprisonné pour avoir refusé d'honorer ses impôts, il perpétua l'esprit de sédition des pères fondateurs, porteurs des « droits imprescriptibles » de l'homo americanus.

Thoreau, qui écrivit : « sous un gouvernement qui emprisonne injustement, la place de l'homme juste est aussi en prison », a influencé de nombreux penseurs de la non-violence [4] qui ont vu en lui le père d'une contre-société libertaire et néanmoins harmonieuse. Penseur anti-démocratique (à l'inverse de Tocqueville dont il est le contemporain, il dénonce le règne délétère de la majorité aux États-Unis), objecteur de conscience, l'auteur de Walden ne relie pas son discours politique à une pensée collective de l'émancipation. Sa révolte est individuelle mais il admire ceux qui, tel John Brown, terroriste anti-esclavagiste, tentent de renverser l'opresseur. Il ne disqualifie pas la violence révolutionnaire.

Dans un essai consacré à John Brown, il écrit : « Il n'accordait aucune valeur à sa vie terrestre comparée à son idéal. Il n'a jamais reconnu les lois iniques mais leur a résisté, conformément à ses principes. Pour une fois, nous voici arrachés à la poussière vulgaire de la vie politique et transportés dans le royaume de la vérité et de l'humanité. Jamais aucun homme en Amérique n'a combattu avec autant de persistance, autant d'efficacité pour la dignité de la nature humaine. Car il se savait homme, égal à n'importe quel gouvernant. En ce sens, il était plus américain que nous tous. » [5]

Pourtant, lorsque le jeune Gandhi découvre les ouvrages de Thoreau, vraisemblablement lors de son propre emprisonnement en 1908, il retrouve des échos de son propre combat. Ironie de l'histoire, c'est également pour avoir refusé de payer l'impôt (celui que le gouvernement sud-africain imposait aux Indiens) qu'il fut emprisonné. Il étudie donc avec passion les textes de Thoreau dont il retrouve avec surprise des intertextes qui lui sont familiers : le penseur de Nouvelle Angleterre avait lu les textes sacrés de l'Inde (dont la Bhagavad-Gita, texte majeur du corpus hindou) et se disait même yogi [6].

Mais le concept de désobéissance civile, s'il signifie « résistance passive » par l'isolement du reste du monde, ne correspond pas à l'idéal de lutte du jeune Mohandas Gandhi qui

individuel est une posture qu'il ne peut admettre ; il reproche à la « résistance passive » des dissidents de n'être finalement qu'une forme de faiblesse. C'est donc faute de mieux que Gandhi lance la campagne éponyme de 1908 sous le non de « désobéissance civile », ce qui lui vaut - suivant le commandement de Thoreau - l'un de ses nombreux séjours en prison. Mais il veut que les Indiens soient pleinement intégrés à la vie sociale et même qu'ils témoignent de leur loyauté patriotique envers la couronne d'Angleterre. La priorité de Gandhi ne fut pas le refus irréductible de recourir aux armes, même s'il s'agit de témoigner de son allégeance à l'opresseur ; il porta d'ailleurs l'uniforme de l'armée britannique lors de la guerre des Boers de 1899-1902 [7].

Bien qu'initié à la pensée chrétienne et à son principe d'amour inconditionnel du prochain par Léon Tolstoï, avec lequel il entretint une relation épistolaire [8], Gandhi refuse d'abdiquer l'usage de la force. Ainsi se comprend le passage célèbre dans lequel il explique : « J'aimerais mieux que l'Inde défendît son honneur par la force des armes plutôt que de la voir assister lâchement et sans se défendre à sa propre défaite. Mais je n'en crois pas moins que la non-violence est infi-



Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence

niment supérieure à la violence et que la clémence est autrement plus noble que le châtiement. [...] L'idée ne nous viendrait pas que la souris est clémente parce qu'elle se laisse dévorer par le chat ». [9]

Alors que Tolstoï l'invite, dans sa « Lettre à un Hindou » [10] de 1909,

LA NON-VIOL EST-ELLE POS



La violence doit être évitée mais il ne saurait être question de supporter sans réaction un jeune palestinien résiste, en lançant des pierres vers un char

au nom de l'Amour de l'homme, à ne jamais considérer que la violence est un recours et que « la non-résistance meurtrit l'altruisme autant que l'égoïsme », Gandhi s'emploie à définir par un mot sanskrit, Satyagraha, les modalités d'une lutte séculière résolue contre l'occupation de l'Inde et l'assujettissement des immigrés indiens en Afrique du Sud. Étymologiquement le terme signifie l'étreinte (graha) de la vérité (Satya). Il a néanmoins retenu de son ami russe, qui lui a fait lire « Le sermon sur la montagne », que la violence est avant tout métaphorique, qu'elle correspond comme le Jihad de ses compatriotes musulmans à une guerre en soi [11]. Marqué par la figure du Christ, en qui il voit un combattant, il écrivit : « Jésus n'a pas prêché une nouvelle religion, mais une nouvelle vie » (What Jesus means to me [12]). En défendant la vérité non pas en faisant souffrir l'adversaire, mais en souffrant soi-même, Gandhi soutient que l'on ne renonce en aucun cas à l'usage de la force, mais milite pour une « force de l'âme » qui épargne les corps : « La non-violence ne consiste pas à renoncer à toute lutte réelle contre le mal. La non-violence telle que je la conçois est au contraire contre le mal une lutte plus active et plus réelle que la loi du talion, dont la nature même a pour effet de développer la perversité » [13].

Romain Rolland, qui fut l'un des premiers à faire connaître l'œuvre de Gandhi en France par sa biographie de 1924, s'engage dans la lutte pacifiste et anticoloniale avec pour conviction gandhienne qu'« il faut aimer la vérité plus que soi-même et les autres plus que la vérité. » (Jean-Christophe, chapitre 28). Rolland, prix Nobel de la paix et grand lecteur de Tolstoï lui aussi, traduit à sa façon la théorie de la non-violence de Gandhi. Chaque homme doit se consacrer à trouver sa vérité, ce qui suppose le renoncement à ses pulsions maléfiques, à sa haine d'autrui et à son désir de nuire. Il doit parvenir à l'Ahimsa, la négation du ressentiment au profit d'un respect absolu de toute forme de vie et d'une empathie pour autrui. Guerre de chaque instant contre soi-même, cette éthique de vie exige l'effacement de soi et le renoncement au désir.

Dans Lettres à l'Ashram, il écrit : « On n'arrive à l'état parfait que lorsque l'esprit,

le corps, la parole sont convenablement coordonnés. Mais il y a toujours une lutte mentale intense ». À la différence du commandement évangélique, il ne s'agit pas d'aimer son ennemi et de lui tendre la joue qu'il n'a pas encore giflée. Le Satyagraha n'autorise pas même la notion d'ennemi. Elle ne peut être que l'arme des forts, ceux qui résistent à leur soif de haine, à leur volonté d'en découdre. Il faut pouvoir avoir recours à la violence mais être capable d'une abnégation telle qu'on accorde à autrui le bénéfice de sa propre vérité. La lutte contre l'opresseur coûte la vie à de milliers d'Indiens comme lors du massacre d'Amritsar en 1919 par les Britanniques. Pourtant, plus que jamais après cette date, Gandhi impose la non-violence et la non-coopération, le refus de respecter la loi coloniale et de payer les impôts de la discrimination. Mais jeter, de rage, une pierre au soldat de sa majesté est inadmissible. « La non-violence est mon premier article de foi. C'est aussi le dernier article de mon credo » [14] La maîtrise de la violence en soi et la quête de perfection se sont traduites par un pas supplémentaire dans le dénuement : il troque le costume occidental pour des vêtements traditionnels.

La lutte non-violente contre l'oppression coloniale telle que définie par Gandhi n'est donc pas synonyme d'un amour universel inné et viscéral porté à la nature humaine. S'il refuse de répondre à la violence par la violence, il rejoint Freud dans sa conviction que la haine de la violence en soi-même s'apparente à une forme d'auto-asservissement tant son instinct ne l'y porte guère [15]. Né de l'incarcération dans les geôles de Johannesburg, la démarche insurrectionnelle proposée par l'homme au rouet est à la fois accessible à tous (vieillards, femmes, enfants) et requiert en même temps une soumission héroïque à la non-violence. « Désobéir n'est pas une justification en soi de l'action : au contraire, si elle en est une étape, elle n'a de valeur que par l'exemple d'obéissance donnée par ailleurs ». Cette dernière exige « que ses militants soient prêts à supporter la violence de la répression qui ne manque pas de se déployer lors des manifestations ou des actions symboliques : d'abord les coups, les arrestations et les emprisonne-

LENCE SIBLE ?



ir les agressions physiques de l'ennemi. Un
ar de guerre israélien

ments, quand ce n'est pas la mort elle-même, mais la répression a encore un autre visage : elle rend impossibles la vie professionnelle et la vie familiale, fait peser une pression quotidienne sur les foyers, sans que des actions soient en cours. D'où cette nécessité de préparation, d'endurance ». [16] Il n'est ainsi guère surprenant que Martin Luther King Jr. et Nelson Mandela aient fait leur sa parole, qui donnèrent tous deux leur vie à la libération de leur peuple respectif.

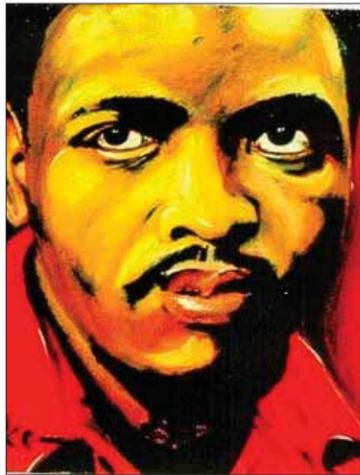
Martin Luther King, l'agapè *du peuple noir

Si les États sudistes des États-Unis d'après-guerre ne sont pas à proprement parler régis par une politique d'Apartheid telle que Gandhi puis Mandela l'ont subie en Afrique du Sud [17], la ségrégation raciale imposée par les lois Jim Crow rapproche les Noirs américains du statut de peuple colonisé. Dès le début du XXe siècle d'ailleurs, W.E.B. Du Bois, théoricien de la condition noire étatsunienne, a tenté d'inscrire leur émancipation dans le cadre plus vaste de la libération des peuples de couleur face aux impérialismes européens. L'histoire de la lutte de libération des Afro-américains fut, depuis les premières révoltes du XVIIe siècle, marquée par la violence, et de Nat Turner à Marcus Garvey ou Malcolm X, l'insurrection armée apparait comme une option privilégiée. Si Gandhi mesure la fin à l'aune des moyens de son action ("As the means, so the end" [18]), Malcolm X soutient qu'il faut que la liberté vienne aux Noirs « *by any means necessary* », quels qu'en soient les moyens.

À cette tradition séculière s'oppose l'Église chrétienne afro-américaine qui fut, pour les esclaves puis pour les citoyens de second ordre de l'Amérique, le lieu de la parole libérée et de la promesse de sortie d'Égypte. Premier espace de la libération, l'Église noire a d'emblée proposé une théologie de la libération qui, prenant les Hébreux et Jésus comme héros, contient la violence des millions de Noirs soumis au joug raciste de l'Alabama ou de la Géorgie. L'Église noire, avec sa liturgie et ses rituels propres, prophétise une révolution politique, spirituelle et sociale. Mais en attendant ce jour, seule la prière est une arme acceptable.

Pasteur, Martin Luther King Jr. est bien sûr avant tout un théologien de l'amour chrétien qui interdit de faire à autrui ce que l'on ne voudrait pas subir soi-même. Mais il ne fut jamais dogmatique et sa conversion à la non-violence date en réalité, comme il le dit dans son autobiographie, de l'expérience politique qu'il vécut en 1955-56, lorsqu'il organisa le boycott par les Noirs des bus de Montgomery en réponse à l'arrestation de Rosa Parks, coupable d'avoir refusé de céder sa place à un Blanc dans un bus. C'est en constatant l'efficacité de cette modalité du combat (le pupitre et la rue) qu'il formule ensuite sa théologie de la résistance passive.

Lecteur de Thoreau bien sûr, il refuse le principe d'obéissance à des lois injustes. Mais profondément convaincu que les hommes sont, littéralement, à l'image de Dieu, c'est-à-dire ontologiquement libres, il invite ses fidèles

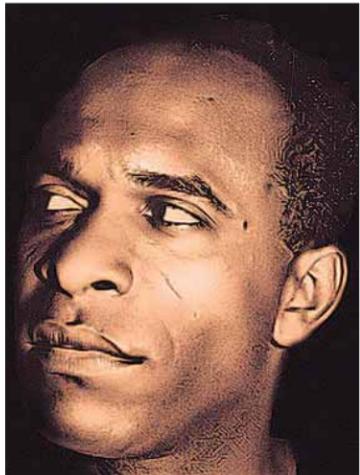


cai Johnson, président de l'université noire d'Howard qui rentrait d'Inde, le convaincant définitivement de la force de Gandhi. Il voit en lui, non sans humour, « *le plus grand Chrétien du monde moderne* ». À la chaire, il cite la marche du sel menée par Gandhi en 1928 comme le modèle dont les Noirs doivent s'inspirer. En 1959, de retour aux États-Unis après un pèlerinage en Inde, il écrit : « *Alors que les jours passaient, la doctrine chrétienne de l'amour du prochain, mise en œuvre par Gandhi, devenait l'une des armes de libération les plus redoutables dont disposaient les Noirs [] la philosophie de la non-violence de Gandhi est la seule méthode morale et concrètement valable pour les peuples opprimés qui se battent pour leur liberté* » [20].

Avec la Satyagraha, King dé-



la chaîne Woolworth par exemple et le célèbre sit-in de 1960) ou dans les rues des dizaines de villes du Sud, comme à Nashville (Tennessee) devant les commerces « *for Whites only* » ou dans le pénitencier de Jackson (Mississippi). Pourtant, les partisans les plus convaincus de la technique non-violente au sein de la SCNC (Southern Christian Leadership Coalition) qui a porté King à sa tête, réclament que l'on revienne à la lettre de la philosophie de Gandhi : le sit-in est pour eux une modalité de la coercition, une forme de violence. King prend pourtant la décision de soutenir le mouvement et participe lui-même à un sit-in à Atlanta, ce qui lui valut une condamnation aux travaux forcés en 1960, annulée par un John Kennedy alors en campagne présidentielle. Les raisons de cette relecture des impératifs gandhiens est bien sûr liée à la



De gauche à droite: Steve Biko, Malcolm X et Frantz Fanon

non pas à l'amour du prochain mais à l'Agapè, mot grec qu'il lui préfère. Agapè signifie en effet l'abandon de soi, il est l'amour dénué du désir d'être aimé en retour. King réfute l'amour du beau (eros) et l'amour réciproque (philia) pour changer le monde car seule l'agapè est source de rédemption [19]. Tous les hommes ne sont pas aimables, mais tous méritent la reconnaissance en ce qu'ils sont les membres d'une même communauté humaine, promis à un même destin.

Du grand théologien d'origine allemande Reinhold Niebuhr, qu'il a longtemps étudié, il retient l'idée d'une nature humaine duale, capable du bien comme du mal, mais il se refuse à l'individualisme résigné que prône ce dernier. Socialiste militant, éducateur et contempteur des crimes américains, Niebuhr est en effet convaincu que le péché est la marque même de l'âme humaine. Luther King, humaniste impénitent, veut réconcilier la morale individuelle des Écritures avec la révolution collective d'ici-bas. Il se sépare du credo de l'Église noire qui comprend métaphoriquement la libération. Le recours au pouvoir politique est une évidence pour ce partisan de la liberté.

plioie la morale judéo-chrétienne dans le champ profane d'une éthique de l'émancipation collective. Identifiant les Noirs à de nouveaux Intouchables, il modifie donc sensiblement la doctrine chrétienne en engageant les Noirs à la désobéissance civile active, aux sit-in et occupations en masse de lieux publics. Une certaine forme de « *coercition* » est encouragée et dans le sillage de Gandhi, il refuse la passivité et l'inaction. Plus influencé par la pensée marxiste que le maître indien, il rejette néanmoins toute forme de violence commise volontairement sur autrui, au nom même de son combat. Il s'imprègne de la rhétorique pacifiste des militants blancs. Pour lui, le matérialisme, le militarisme, le racisme et la violence ont partie liée, et King voyait en cette dernière une pathologie américaine. En refusant le sacrifice de soi et la souffrance d'un tel renoncement, le militant qui verse dans la violence participe du narcissisme d'une société rongée par le consumérisme et la satisfaction immédiate de ses désirs. Il fait donc sien l'idéal gandhien d'A-himsa, l'action désintéressée mais lui ajoute un anticapitalisme virulent. Lecteur critique de Marx, il ne peut concevoir une société sans Dieu car pour lui,

différence des situations nationales et King s'en explique dans un entretien de 1957 : entre violence et non-violence, il existe un espace pour la contestation certes non-violente mais irrespectueuse de l'ordre public. En 1963, alors que les luttes s'intensifiaient au Sud et que King doit contenir la pression croissante exercée par ceux, des étudiants sceptiques aux militants du black power, qui appellent à abandonner la doctrine de la non-violence, il organise sciemment la provocation en violant l'interdiction de manifester dans les rues de Birmingham. Non seulement il ne craint pas le déchaînement de violence de ses adversaires mais il la souhaite.

Son aggrégation stratégique est également liée aux progrès technologiques. L'entrée de la télévision dans les foyers américains joua en effet un rôle déterminant dans l'issue de la campagne des droits civiques, qu'il s'agisse du vote par la Cour suprême de la déségrégation des gares reliant les États entre eux, ou les votes de 1964 et 65 accordant les droits civiques. La non-violence trouve désormais une alliée : l'image de la violence. Martin Luther King le savait et c'était une part essentielle de sa stratégie : jouer de la culpabilité de l'opresseur et conscient que les États du Nord ne pouvaient tolérer des manifestations aussi criantes de leurs contradictions démocratiques, il use de la non-violence comme d'une rhétorique toute chrétienne et se montre alors fin sémioticien : plus l'ennemi est publiquement cruel, plus la cause apparaît juste. Gandhi avait déjà théorisé cette dialectique, nommée *Ta-paysa*, consistant à subir la souffrance imposée par l'adversaire afin de gagner son respect et peut-être sa sympathie.

Mais désormais, il existe un troisième œil, celui de l'écran de télévision, qui fut une arme redoutable et décisive dans la lutte menée par les défenseurs de la justice raciale [22]. La foule raciste et hargneuse du Sud apparaît subitement sur les écrans comme une horde ensauvagée. Les images de femmes et de jeunes hommes noirs désarmés, balayés par les karchers à incendie et les bergers allemands furieux de la police de Bull Connor [23] à Birmingham en 1963 embarrassent le pays tout entier, à commencer par la Maison Blanche. De plus, si la liste est longue des crimes tolérés commis au Sud contre ceux qui réclamaient l'égalité de dignité des Noirs, l'entrée de la violence dans l'espace médiatique provoque désormais l'opprobre public. Depuis les assassinats d'Emmet Till et de Medgar Evers, l'explosion criminelle de l'église de Birmingham qui causa la mort de quatre petites filles jusqu'aux passages

à tabac des « *Freedom Riders* » venus prêter main forte aux militants des droits civiques, l'image de l'injustice est une violence faite au confort du téléspectateur et le force malgré lui à l'empathie avec les marcheurs pacifistes.

L'historiographie autant que les héritiers de King saluent le bilan de l'action non-violente et le courage de King, qui maintint son refus de voir les Noirs porter le moindre coup à leurs bourreaux. Son refus intraitable de la violence, même mâtinée d'une désobéissance civile « *participante* », en fait un héritier et un passeur exemplaire de la doctrine gandhienne. La popularité de son principal adversaire, Malcolm X, témoigne néanmoins de l'amertume de ceux qui pensent que la non-violence pratiquée par le leader de la SCNC n'était que naïveté, voire compromission avec le pouvoir blanc. L'assassinat de King lui-même en 1968, qui déclencha des émeutes violentes et à bien des égards suicidaires parmi des Noirs toujours discriminés, eut raison de son idéal. Malcolm X réclamait un infléchissement de la doctrine de King comme ce dernier avait amendé celle de Gandhi : « *si la non-violence signifie continuer à reporter sine die la résolution de la question noire pour prix du refus de la violence* », dit-il, « *alors oui, je suis pour la violence ; la non-violence me va si elle marche* » [24].

C'est mot pour mot ce que déclara Nelson Mandela lorsqu'il entra en dissidence. De façon surprenante, il paraphrasa également Malcolm X lors de son procès de 1967 lorsqu'il affirma qu'il lutterait pour la libération des Noirs « *par tous les moyens nécessaires* ».

Mandela, de Fanon à Gandhi

Les vingt ans de combat menés par Gandhi en Afrique du Sud et le parallélisme (voire la collaboration) entre Indiens et Africains dans leur lutte contre l'oppression anglo-néerlandaise ont profondément influencé les grandes voix de l'ANC. Albert Luthuli, son premier président, était un Chrétien convaincu mais, plus encore, il vivait sa théologie de la libération au travers de la Satyagraha et de son impératif non-violent. Pour cet éducateur zulu, qui reçoit le prix Nobel de la paix en 1961, « *le chemin vers la liberté passe par la Croix* ». Comme Martin Luther King à la même époque, il cherche à réconcilier les dominés et les dominants en organisant une désobéissance civile pacifiste : dès 1919, prenant modèle sur les Indiens, une grande marche est organisée pour protester contre l'obligation de porter le laissez-passer que les autorités d'Apartheid imposent aux Noirs. Mais c'est la grande « *campagne de défiance contre des lois injustes* » de 1952 organisée conjointement par l'ANC et le South African Indian Congress qui marque le début de cette forme de lutte. Jusqu'à sa mort en 1967, Albert Luthuli fut le président de l'ANC ; en harmonie avec les membres indiens de la direction - en particulier l'un des fils spirituels de Gandhi en Afrique du Sud, Nana Sita -, il tente de maintenir la ligne de la non-violence : boycotts et manifestations pacifistes sont l'essentiel de l'action de libération.

Mais la jeune garde de l'ANC, en particulier Mandela, doute dès l'origine de la validité des méthodes non-violentes pour faire face à l'arbitraire du pouvoir. L'historiographie officielle suggère que c'est après le terrible massacre de Sharpeville en 1960 que l'ANC renonce à l'impératif de non-violence en créant sa branche armée l'année suivante, Umkhonto we Sizwe (lance de la nation) dont Mandela prend la tête. Mais entre les lignes de l'autobiographie de ce dernier se dessine une autre histoire. Dès 1954 en effet, il haranguait la foule de Sophiatown, dont les habitations vont être détruites, proclamant « *que le temps de la résistance passive était terminé, que la non violence était une stratégie vaine et qu'elle ne renverserait jamais une minorité blanche prête à maintenir son pouvoir à n'importe quel prix []*, que la violence était la seule arme qui détruirait l'Apartheid et que nous devions être prêts, dans un avenir proche, à l'employer » [25]. Recadré par son mentor, Albert Luthuli, il revint sur son emportement : « *J'ai accepté la critique et ensuite j'ai fidèlement défendu la politique de non-violence en public. Mais au fond de moi, je savais que la non-violence n'était pas la réponse.* » (p. 194)

Suite à la page (16)



Une manifestation pacifique en Haiti pour l'augmentation du salaire minimum et contre l'occupation du pays

Sa découverte de l'œuvre de Gandhi constitua à cet égard une avancée considérable vers la réconciliation du christianisme avec le réformisme social. Dans son autobiographie, il rappelle qu'il s'appretait à renoncer au pacifisme chrétien lorsqu'il comprit la force du message de Gandhi et sa pertinence pour l'émancipation des Noirs américains. C'est lors de ses études de théologie qu'il entend pour la première fois parler de la Satyagraha mais en 1950, le sermon prononcé par Morde-

il ne saurait y avoir de fraternité séculière et de négation de l'individualité. Admirateur lui aussi de l'œuvre de Léon Tolstoï, il tempère : « *il est vrai qu'aujourd'hui certains pacifistes sont des anarchistes, qui s'inspirent de Tolstoï. Mais je ne vais pas aussi loin. Je crois en l'utilisation intelligente de la force de police* » [21]

La décennie de combat pour les droits civiques fut marquée par un geste : simplement s'asseoir, au comptoir des établissements qui ne tolèrent

L'aide défaillante du Canada à Haïti*

Par Roger Annis

Six mois après le tremblement de terre du 12 janvier en Haïti, on est inondé de bulletins de nouvelles au Canada et ailleurs dans le monde. Bien des gens s'étonnent des terribles conditions dans lesquelles vivent encore la plupart des victimes du séisme. Vu le silence relatif des médias depuis quelques mois, on croyait que l'effort humanitaire international avait accompli beaucoup plus.

À la veille du 12 juillet, il y eut beaucoup de déclarations contradictoires ou exagérées, quant à l'aide versée à Haïti par le gouvernement canadien. La CBC et l'agence de presse Canwest rapportèrent que le Canada s'était engagé à hauteur de « plus d'un milliard \$ » envers Haïti. Quelques jours plus tôt, le 9 juillet, le quotidien québécois de langue française Le Devoir et la Canadian Press, agence de presse de langue anglaise, rapportaient pourtant que le Canada n'avait pas versé un sou au Fonds de reconstruction d'Haïti établi par la conférence des donateurs des Nations unies le 31 mars à New York. Quelle est donc l'aide réelle du Canada à Haïti depuis le séisme, et que faut-il faire de plus pour aider les centaines de milliers de victimes, n'ayant reçu qu'une aide minimale ou aucune aide?

Les chiffres

Dans un communiqué de presse émis le 9 juillet pour réfuter les rapports susmentionnés du Devoir et de la Canadian Press, le ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon et la ministre de la Coopération internationale et du Développement Bev Oda déclarent que le Canada a versé 150 millions \$ à Haïti dans les semaines suivant le séisme. Les ministres ajoutent que 400 millions \$ de plus seront versés à Haïti au cours des deux années à venir.

Lors d'une conférence de presse tenue par la suite le 12 juillet, les ministres augmentent la somme, affirmant que le Canada avait versé – ou s'était engagé à verser – un total de 1,1 milliard \$ d'aide à Haïti. Mais leur échéancier commence bien avant le tremblement de terre, puisqu'il couvre la période de 2006 à 2012.

D'autres chiffres sont aussi fallacieux. Les 150 millions \$ cités le 9 juillet reflètent les annonces faites en janvier et en avril. La somme de 400 millions \$ a été annoncée par le Canada à la conférence du 31 mars des donateurs des Nations unies. Les rapports des médias donnaient l'impression que ces 400 millions \$ constituaient la contribution du Canada au Fonds de reconstruction d'Haïti (FRH) établi à la conférence. De fait, le Canada a versé 30 à 45 millions \$ selon la liste qui figure sur le site Web du Fonds (en dollars US).

Et il se trouve que 30 millions \$ est le minimum requis pour siéger au conseil d'administration du Fonds. Les décisions relatives aux dépenses du FRH sont contrôlées par des institutions financières internationales, le conseil d'administration du Fonds et la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti. Cette dernière compte 26 membres, dont la moitié ne sont pas Haïtiens. Elle est présidée par Bill Clinton, ex-président des États Unis et par le premier ministre d'Haïti, Max Beltrive.

Bien peu de pays s'empressent de remplir leurs promesses à l'égard du Fonds. Selon la liste des engagements figurant sur une page sans date du site Web du Fonds, seuls trois pays l'auraient fait jusqu'ici – le Brésil, l'Australie et l'Estonie, pour un total de 64 millions \$US. Le Canada dit qu'il fera « bientôt » de même. Mais Cannon et Oda motivent ce retard à la conférence de presse du 12 juillet. Ils disent s'inquiéter d'une critique faite la semaine précédente par Bill Clinton à l'endroit des pays donateurs qui tardaient à honorer leurs engagements. Cannon déclare alors : « Je veux avoir la possibilité, avec la ministre Oda, de



Le ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon et la ministre de la Coopération internationale et du Développement Bev Oda déclarent que le Canada avait versé 150 millions \$ à Haïti dans les semaines suivant le séisme.

discuter avec [Clinton] afin de clarifier la question et mieux saisir le sens de ses commentaires. » Le gouvernement du Canada ayant dit à ses citoyens qu'il avait réagi au tremblement de terre avec autant de promptitude que de générosité, les remarques de Clinton le plongent dans l'embarras.

Les engagements envers le Fonds totalisent un maigre 509 millions \$US. Les quelque 5,3 milliards \$ dont parlent les médias internationaux sont en réalité des promesses faites par divers pays et organismes d'aide lors de la conférence du 31 mars – à être versées sous diverses formes au cours des 18 prochains mois. Haïti a tout lieu de s'inquiéter de ces promesses. L'expérience démontre que la plupart des fonds promis par le passé à la suite de désastres naturels n'ont jamais été versés. Tout indique que ce sera à nouveau le cas, à moins de pressions politiques importantes pour exiger que les puissances mondiales financent une reconstruction énergique et déterminante.

Les promesses financières internationales ont une autre faille : les organismes haïtiens reçoivent une part

infime de l'aide financière. Dans son témoignage devant le caucus noir du Congrès à Washington, D.C., le 27 juillet, le Dr Paul Farmer, du prestigieux organisme Partners In Health, souligne que le gouvernement haïtien n'a reçu que 3 % du 1,8 milliard \$ d'aide envoyé jusqu'ici pour Haïti. La gouverneure générale sortante du Canada, Michaëlle Jean, née en Haïti, admet elle-même récemment en France : « Le temps est venu de rompre avec la logique d'assistance qui a transformé Haïti en laboratoire [pour les ONG] » [Agence France-Presse, 20 juillet].

Le 1,1 milliard \$ du Canada

Voici en gros la répartition du 1,1 milliard CAN que le Canada déclare avoir versé ou promis à Haïti : * 555 millions \$ de 2006 à 2011. État : La plus grande partie a été versée avant le tremblement de terre, principalement pour financer les institutions policières et carcérales, et les élections de 2009 ayant fait l'objet d'un boycottage massif.

* 400 millions \$ annoncés le 31 mars 2010, puis le 12 juillet. État : On promet de verser les fonds au cours des

deux années à venir. * 150 millions \$ pour l'aide à court terme à la suite du séisme. État : L'argent a été versé à des appareils de l'ONU et des ONG; il est difficile de confirmer combien a été dépensé et de quelle façon. * 30 à 45 millions \$ au Fonds pour la reconstruction d'Haïti. État : À verser. * 40 millions \$ pour l'annulation de la dette. État : Une grande partie remonte aux années de dictature des Duvalier et doit être versée à des institutions financières internationales – ce n'est pas de l'aide, liée au séisme. * Dépenses pour l'armée canadienne et les appareils policiers en Haïti. État : Total inconnu et non déclaré.

Le gouvernement fédéral affirme en outre qu'il égalerait les 220 millions \$ versés par des particuliers canadiens à des organismes caritatifs entre le 12 janvier et le 16 février. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) précisa à New York le 31 mars que la moitié des 220 millions \$, soit 110 millions \$, était incluse dans l'annonce de 400 millions \$. La ministre Oda déclara le 12 juillet que le reste serait consacré « au travail de développement humanitaire réalisé par les [organisations non gouvernementales] et institutions sur une base continue. » Autrement dit, ce n'est en rien un apport d'argent frais.

Plusieurs dépenses récentes du Canada, touchant l'équipement et la formation des policiers ainsi que la construction de prisons, n'ont pas été mentionnées par les ministres le 12 juillet et ne figurent pas dans les sommes annoncées en rapport avec le séisme par le gouvernement ou l'ACDI. Cela comprend l'annonce de 34,6 millions \$ par la ministre Oda le 8 avril et de 4,4 millions \$ par le ministre Cannon, lors d'une visite de trois jours en Haïti au début mai.

On peut présumer qu'il est délicat d'inclure des dépenses consacrées à la police et aux prisons dans les secours liés au séisme. Mais ces dépenses sont

Suite à la page (18)

Pré-condition pour le développement de l'agriculture en Haïti

Par Joseph Déjoie

HAÏTI est un pays agricole. Un développement de l'économie nationale doit donc se baser principalement sur l'agriculture.

HAÏTI, quoique un pays essentiellement agricole, ne peut cependant même pas subvenir aux besoins alimentaires de ses habitants. Une grande quantité des produits alimentaires est importée de l'étranger et cela en dépit du fait qu'environ 65% de la population active s'adonne aux travaux de la terre. Nous devons travailler à mettre fin à cette alarmante situation si nous aspirons vraiment au progrès économique. L'agriculture est d'une importance vitale pour le développement du pays. Nous devons continuellement chercher à augmenter notre production agricole.

Un grand nombre de conditions en dehors même du domaine de l'agriculture doivent être satisfaites, si on veut la réussite de tout programme, visant à l'augmentation de la production agricole. Peut-être la première et la moins palpable de ces conditions est la volonté politique des leaders nationaux et locaux de développer l'agriculture. Cependant il doit y avoir plus qu'une reconnaissance verbale ou tacite de l'importance de ce secteur, il doit y avoir un certain niveau d'action. Des pro-

grammes efficaces de développement, une fois commencés, renforceront cette volonté de promouvoir l'agriculture et la motivation créée par les leaders engendrerait une meilleure chance de succès. Une deuxième condition est au moins une décente stabilité politique dans le pays. Ceci est évidemment requis pour tout programme de développement. Mais il est peut-être d'une importance particulière pour l'agriculture qui implique la participation d'une grande partie de la population et dont la modernisation exige une longue période de temps. L'absence d'un minimum de stabilité politique rend sombres les perspectives de développement agricole.

Une troisième condition est d'avoir au moins une équipe de citoyens armés de compétence et de talent administratifs et organisationnels. Dans l'agriculture, contrairement à d'autres branches de l'industrie, une base administrative et organisationnelle indigène est absolument nécessaire. Un système de chemin de fer, une entreprise de mines peuvent être lancés dans le pays avec une direction et une administration étrangère, mais pour le type d'agriculture paysanne que nous avons en Haïti, cela est impossible. Ceci implique une quatrième condition: l'existence d'un personnel national formé en agriculture, avant qu'un programme efficace puisse être lancé. Un des premiers devoirs de ces

gens, sera la mise en place d'un programme d'apprentissage qui leur permettra de réaliser leur tâche de la façon la plus adéquate possible. Ils formeront les paysans en introduisant des méthodes de culture plus productives et peut-être moins pénibles.

En cinquième lieu, il doit exister des marchés valables d'expansion pour les produits agricoles si un programme de développement agricole doit avoir quelques chances de succès. Ces marchés doivent satisfaire la demande urbaine en nourriture dont l'augmentation joue un rôle catalytique dans la commercialisation de l'agriculture et leurs surplus doivent être dirigés vers l'extérieur pour élargir le nombre des produits d'exportation. Une sixième condition est que des ressources domestiques et étrangères soient disponibles pour fournir les capitaux nécessaires à la modernisation de l'agriculture. Bien que le secteur agricole, pour son succès, semble à priori être moins dépendant de l'aide étrangère que le secteur industriel, il est important de signaler que l'installation de systèmes d'irrigation, l'acquisition d'engrais, de pesticides, de connaissance et d'apprentissage agricole, l'expansion de structures pour le transport, l'emménagement et la distribution des produits agricoles que la modernisation exige, peuvent constituer un lourd fardeau pour les ressources du pays.

La modernisation agricole est le processus par lequel on augmente la productivité des ressources agricoles traditionnelles dont nous disposons dans le pays au moyen de la technologie. Certains éléments sont indispensables pour ce changement technologique, car ils offrent l'opportunité d'élever le taux de la production agricole. Ces éléments consistent en équipements modernes, en engrais commercial, en matériels d'irrigation et de défrichage, en semences améliorées et en pesticides etc... et sont pratiquement inaccessibles au paysan haïtien. Nos paysans ne peuvent pas acheter ces intrants. La majorité de ces intrants doit être mis à leur disposition ou au moins exiger une décision sociale pour leur acquisition tel qu'un financement par l'intermédiaire du crédit agricole.

Nos paysans font de leur mieux avec les moyens dont ils disposent. L'inefficacité vient de l'échec de la société à fournir au cultivateur haïtien un environnement dans lequel il peut vraiment évoluer et être plus productif. Cet échec peut être causé par un manque d'intérêt, par ignorance ou par apathie politique et sociale. C'est vraiment ironique que le paysan soit accusé d'ignorance pour une faute dont la société est coupable. L'erreur de la société est de ne pas parvenir à reconnaître le profit majeur que nous pouvons tirer

d'un investissement social modeste en ouvrant à nos cultivateurs les portes de la modernisation.

VENUS
RESTAURANT

**Specializing in
Caribbean &
American Cuisine**



**We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..**

**670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226**

"Venus, l'endroit idéal!"
718-287-4949

Etats-Unis et Iran... A deux doigts de la guerre

Par Abdel Bari Atwan

L'amiral Mike Mullen, président du Collège des Chefs d'état-major [Joint Chiefs of Staff], a annoncé dimanche que les Etats-Unis ont depuis quelques temps déjà mis au point un plan pour une frappe sur l'Iran. Il semblerait que nous devons nous attendre à une autre guerre majeure qui changera la carte politique et la vie des peuples de cette partie du monde, et pour des décennies.

Avec l'avantage de la rétrospective, il s'agit clairement d'une pratique israélienne et américaine de vouloir recueillir une approbation publique avant de lancer la première attaque, trouvant des prétextes pour la guerre comme ils l'ont fait avec l'invasion du Sud du Liban en 2006 (qui d'après Israël était une guerre de représailles contre le Hezbollah qui avait capturé deux de ses soldats) et la sinistre farce des Armes de Destruction Massive [ADM] avant l'invasion de l'Irak en 2003 par une coalition sous commandement des Etats-Unis.

Le Président Bush avait réellement décidé - au cours des discussions avec son allié Tony Blair, alors premier ministre de la Grande-Bretagne - du moment de la guerre contre l'Irak huit mois avant de lancer l'opération. Ces deux-là ont alors entamé le processus de démonstration nécessaire pour convaincre leurs publics que l'action militaire était justifiée. Les politiciens, les médias et les porte-parole aux Nations Unies faisaient tous partie des pièces, composant cette machinerie.

Il y a plusieurs indicateurs, montrant que des préparatifs sont en cours pour une nouvelle guerre et que la question est à présent concentrée sur le fait de trouver un prétexte pour lancer les bombardiers et missiles à longue portée israéliens et américains. Voici lesquels :

Premièrement : la décision du Tribunal international spécial pour le Liban sur l'assassinat de Rafic Hariri sera rendue publique le mois prochain. Des fuites suggèrent que le Hezbollah sera accusé d'être impliqué. Son dirigeant Sayyed Hassan Nasrallah a déjà insisté sur le fait qu'il ne tiendrait pas compte des accusations, expliquant que le Tribunal était politisé, et que les preuves ont été fabriquées. Cela signifie qu'une position peut être prise au niveau international pour condamner le Hezbollah, donnant ainsi un feu vert à une agression israélienne contre lui.

Deuxièmement : les États-Unis ont exercé de très fortes pressions - caractérisées par des menaces et des intimidations - sur l'Autorité palestinienne de Ramallah pour qu'elle revienne à des négociations directes avec Israël. Le 29 juillet, lors de sa réunion au Caire, le Comité pour l'Initiative de paix arabe a exhorté le président Abbas à entamer des pourparlers directs, en dépit du fait que la partie israélienne n'ait fait aucune concession sur l'une des questions majeures, telle que celle des illégaux



Scène sur un porte-avions américain - Les Etats-Unis, Israël (et la France ?) sont-ils sur le point de lâcher leurs engins de mort sur la république iranienne ?

activités de colonisation. Nous avons constaté que chaque fois que Washington préparait Israël à la guerre, il y avait une série de rencontres israélo-



L'amiral Mike Mullen

égyptiennes à Charm el-Cheikh, des coups d'envoi pour des négociations israélo-palestiniennes, le tout avec des promesses d'un engagement américain en faveur d'un très prochain Etat palestinien indépendant.

Troisièmement : le mois dernier Netanyahu, premier ministre d'Israël, a tenu une réunion extrêmement cordiale avec Barack Obama à la Maison Blanche. C'était très différent d'une rencontre antérieure caractérisée par l'absence de résultats et des antagonismes. Les deux hommes ont convenu de relancer les négociations de paix, présentant Israël comme voulant la paix malgré son massacre, le 31 mai dernier, de militants pacifistes sur la Flottille de la Liberté pour la bande de Gaza.

Quatrièmement : Six soldats israéliens ont été récemment tués en Roumanie lorsque leur engin s'est écrasé lors de manoeuvres conjointes... Il y a des spéculations selon lesquelles la Roumanie et la Géorgie ont pris la place de la Turquie comme alliée d'Israël et comme pont vers l'Europe. La Turquie a fermé son espace aérien à Israël pour protester contre le massacre de la Flottille et contre le blocus de la bande de Gaza.

Cinquièmement : Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont interdit l'utilisation du téléphone mobile BlackBerry du fait que ses scripts de communication ne sont pas soumis à la surveillance des services de sécurité. Ils ont expliqué que l'interdiction se justifiait par les préparatifs pour des mesures d'urgence en cas de guerre. Il y a plus de 400 000 Iraniens dans la région du Golfe, et les journaux répandent des rumeurs sur des cellules dormantes iraniennes parmi eux.

Sixièmement : la visite commune surprise de la semaine dernière du roi saoudien Abdullah bin Abdul Aziz et du président syrien Bachar al-Assad à Beyrouth ; ils y ont exhorté les dirigeants des organisations rivales à convenir d'une trêve, face à l'anxiété croissante au sujet d'une nouvelle guerre civile si le Hezbollah se retrouvait accusé de

l'assassinat de Rafic Hariri. Cela met en évidence un plan israélien pour attaquer le Liban.

Septièmement : Israël a achevé les essais de son système de défense anti-missile, « le dôme de fer », le 20 juillet. La Syrie a été récemment accusée d'avoir fourni des missiles Scud au Hezbollah.

Huitièmement : pour la première fois depuis plusieurs années, des roquettes ont été lancées contre Israël depuis le désert du Sinaï. On pense qu'il s'agissait de fusées à longue portée de type Grad (russe). Ceci survient comme un avertissement à Israël, disant que la réplique à une agression ne viendrait pas seulement du Sud-Liban mais aussi du Sinaï et de la bande de Gaza.

L'amiral Mullen faisait preuve de raison quand il a dit être préoccupé par les coûts élevés d'une autre guerre à la fois en termes de vies humaines et en termes économiques. Les résistants islamistes et les troupes iraniennes sont de redoutables combattants qui sont prêts à mourir plutôt que de hisser le drapeau blanc, au contraire des régimes arabes si friands de capitulations. La guerre en Afghanistan dure depuis neuf ans, et depuis sept ans en Irak. Le Hezbollah a résisté à l'agression israélienne pendant plus de trente-quatre jours et n'a pas été brisé, et le Hamas n'a pas été vaincu après plus de trois semaines de guerre lorsque Israël a envahi Gaza l'hiver 2008-2009. Ce fut le début d'un tournant dans l'opinion mondiale, Israël se révélant être un Etat voyou, raciste qui commet des crimes de guerre et viole toutes les lois internationales.

Le président Obama a annoncé hier que toutes les troupes américaines en première ligne quitteront l'Irak en Septembre. Il ne veut pas que ses troupes deviennent des otages en cas de guerre avec l'Iran. Dans ce qui se révèle être d'une grande ironie historique, les Iraniens sont le plus fort contingent dans l'actuel régime irakien sous l'égide des Etats-Unis.

La récente réconciliation saoudo-syrienne n'est pas une garantie de stabilité au Liban, ces pays exerçant une moins grande influence, comparée à celle de l'Iran dont les liens avec les branches politiques et militaires du Hezbollah sont bien connus.

Mohammad Baqer Zolghadr, vice-ministre iranien dans les affaires de sécurité intérieure a averti hier que dans le cas d'une attaque, l'Iran ripostera contre Israël comme contre les intérêts américains dans le Golfe. Ses missiles Shahab-3 à longue portée de 2000 km sont certainement capables de cela.

Nous n'excluons pas la possibilité que toutes ces menaces soient tout simplement un autre chapitre dans la longue guerre psychologique entre Téhéran et Washington. Mais la

Suite à la page (15)

L'enfer nord-américain au Costa Rica



On ne pourrait espérer d'autres de Doña Laura Chinchilla, qui a été ministre de la Sûreté Publique de 1994 à 1996 et vice-présidente du gouvernement d'Oscar Arias (2006-2010), car depuis lors, la Costa Rica s'était déjà convertie en un protectorat des États-Unis

Par Juan Manuel Bueno Soria

Sans le prétexte d'un séisme dévastateur comme celui subie par Haïti, Washington a obtenu l'autorisation du nouveau gouvernement du Costa Rica pour militariser ce pays d'Amérique centrale avec 46 navires, 200 hélicoptères, 7 mille soldats et 10 avions de combat : un véritable débarquement!

Face à cette décision, à moins de trois mois d'avoir assumé la présidence du Costa Rica, Laura Chinchilla a nié l'indéniable en déclarant avec gaucherie, sur sa page de Facebook, que son gouvernement ne prétend pas militariser la lutte contre les drogues, mais qu'il s'agit d'une opération conjointe des services de garde-côte des deux nations - affirmation qui constitue une véritable offense au bon sens des pacifiques citoyens costariciens et du reste des Latino-Américains-. Paradoxalement, la biographie officielle de Laura Chinchilla Miranda, sur le site web de la Présidence de la République, signale : « Quand elle avait 18 ans, elle a fait un voyage en Amérique centrale, alors déchirée par la guerre et la violence, et elle a compris le privilège de naître dans un pays sans armée ». Par la suite, « Laura Chinchilla a fait une maîtrise en politiques publiques à l'Université de Georgetown aux États-Unis ».

Maintenant, sous la Présidence de « Doña Laura » - ainsi qu'elle est appelée sur ce site-, la situation a radicalement changé pour son pays, puisque comme dans le cas des bases nord-américaines en Colombie, des milliers de soldats des États-Unis pourront passer en toute impunité par les rues des villes costariciennes, puisqu'ils jouiront des prérogatives spéciales : tout indique que le gouvernement costaricien a renoncé à présenter quelque réclamation que ce soit pour les dommages, pertes ou destructions, mauvais traitements ou morts que pourraient provoquer les opérations militaires.

Les antécédents

Depuis la fin de sa campagne électorale, Doña Laura, qui a été ministre de la Sûreté Publique de 1994 à 1996 et vice-présidente du gouvernement d'Oscar Arias (2006-2010), a souligné son intérêt pour la lutte contre les drogues, ce qui a fait penser à l'opinion publique internationale à un rapprochement imminent de son futur gouvernement avec les agences antidrogue des États-Unis. Cela, malgré le fait qu'en novembre dernier Oscar Arias -Prix Nobel de la Paix 1987-, avait déclaré à la presse que l'une des raisons pour lesquelles l'Amérique latine n'avait pas réussi à se développer, était la permanence de ce qu'il nomme une longue tutelle militaire dans une région pacifique et démocratique, qui « semble avoir hâte de reve-

nir à l'enfer ».

Le 1er juillet dernier, l'Assemblée Législative approuvait en hâte l'autorisation au gouvernement nord-américain d'envoyer des troupes et du matériel militaire au Costa Rica, pour une période de six mois qui expire le 31 décembre de cette année. Délai dont on doute qu'il soit respecté, compte-tenu de l'historique de l'implantation de forces militaires nord-américaines dans d'autres pays. Selon la formule consacrée, « ils sont arrivés pour rester ». Il s'agit spécifiquement du renouvellement d'une convention entre les deux gouvernements pour la surveillance conjointe dans les eaux costariciennes, qui est en vigueur depuis 2000, mais pour le congressiste José Marie Villalta, jamais il n'a été question de l'envoi de militaires ni d'équipement naval, mais seulement de l'entrée dans les eaux territoriales costariciennes de garde-côtes des États-Unis.

La Commission Nationale de Liaison du Mouvement Populaire du Costa Rica considère que le nouveau gouvernement s'est joint au Plan Colombie et qu'il s'agit d'une « occupation militaire » prévue dans le cadre du chapitre de sécurité du Traité de Libre Commerce, souscrit par le président Oscar Arias, par lequel, selon cette Commission, la Costa Rica s'était déjà convertie en un protectorat des États-Unis. En même temps, la presse costaricienne a souligné que cet accord va contre la décision du peuple qui a aboli en 1948

Suite à la page (15)

PERSPECTIVES HAITIENNES

91.5 FM, WNYE

Mardi soir 8 - 10 pm

EDUCATION, SANTÉ,

DROIT, CULTURE,

NOUVELLES, DÉBATS.

UNE ÉMISSION DE LA

SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE

DE RECHERCHES, DE

DOCUMENTATION ET DE

PROGRÈS SOCIAL)

1786 Nostrand Avenue

Brooklyn, NY 11226

Tél : (718) 693-8229

Fax : (718) 693-8269

Emisyon pa nou pou nou defann dwa nou:

FOWOM OUVRIYE

info@fowomouvriye.org

646-829-9519

Chak Samdi, 2zè pou 3zè nan

Radyo Pa Nou

Kapte Fowòm Ouvriye nan entènèt:

www.radyopanou.com

Rele nan liy ouvè:

718-469-8511

718-462-0992

Les victimes amorcent une conscientisation !

Suite de la page (4)

Une telle croyance infusée à la conscience de ces malheureux et malheureuses, était de nature à ruiner le minimum de réflexion, qui pouvait les pousser à retrouver dans les structures socio-économiques actuelles, les causes de leurs malheurs. Voyant que le recours à la divine miséricorde de cette providence, n'a en rien contribué à changer les choses, ces victimes commencent à descendre sur la terre des hommes, à la recherche des racines de leurs maux. Bien sûr, les militants politiques qui jaillissent au milieu de ces brebis abandonnées, qui commentent plus ou moins à structurer les revendications, constituent un apport fondamental dans cette prise de conscience qui se dessine dans cette conjoncture.

Non seulement, il fallait lutter pour que tous : Haïtiennes et Haïtiens reconnaissent les droits et les urgents besoins des victimes abandonnées, mais pis encore, il fallait résister contre ce phénomène nouveau qui ruine l'espoir : le déguerpissement sur les places publiques et dans les espaces dits privés.

Le coordonnateur du Camp Place Immaculée Déplacée, Joseph Rosemond, a rendu un vibrant témoignage de cette nouvelle réalité confrontée par les sans abris. Expliquant, comment des bandits à la solde ont persécuté, forcé par la violence, à Cité Soleil, des sans abris à déguerpir, le coordonnateur a dénoncé ce drame. « Nous n'allons pas accepter cela. A Cité Soleil des bandits armés ont forcé environ 200 familles à quitter la

Place Immaculée. Ils nous ont dit que ce site est une zone stratégique. Nous avons dû nous réfugier, contre notre gré à Michico, un terrain boueux, infesté de bêtes nuisibles qui peuvent nous rendre malades ».

Un autre citoyen a dénoncé la chienne de vie que lui et ses enfants traînent dans ces camps de fortune : « L'Etat est sans pitié pour nous. Notre site regorge d'estropiés, d'handicapés. Cette situation ne préoccupe personne. Sur la Place Immaculée, ma fille a été violée, mes deux jeunes fils abattus. On vit sous pression à Cité Soleil ».

Dans ce sit-in, du 12 août, les victimes ont dit ce qui leur était interdit de dire, par peur de désobéir aux mythes infusés par les prétendus prophètes. Elles ont violé ces interdits pour éclater leurs droits à la vie. « Je suis venue ici, en ce jour, parce que ma maison a été détruite. J'ai cinq enfants, j'en ai perdu un. Nul n'est venu à mon secours. Depuis sept mois, je n'ai aucune possibilité de vivre. Aujourd'hui, on me demande de partir. Je n'ai nulle part où aller. Le président Préval doit prendre ses responsabilités face à toutes ces personnes qui ont perdu leur maison, leurs enfants, leurs biens. Nous les nécessiteux, nous n'avons rien reçu. J'ai deux filles que je ne peux pas contrôler. Je n'ai aucune possibilité de le faire. Il faut une aide de toute urgence aux mères de familles. Je suis à Lalue sur un terrain des femmes-victimes. Nous n'avons ni eau, ni toilette. Nous nous débrouillons seules, tandis que de l'aide a été distribuée. Je vis dans de terribles conditions avec mes enfants. Je ne saurais énumérer mes problèmes. J'accorde ma voix avec celle de familles ayant perdu des membres et qui aujourd'hui exigent de l'aide ».

Voilà, la dramatique situation d'existence de ces personnes vic-

times, ces personnes écrasées par la violence idéologique des profiteurs du statu quo. Ces opprimés, aujourd'hui, ne tarissent pas de dire leur ras-le-bol en cette journée du 12 août, sept mois après la tragédie du 12 janvier 2010.

Contrairement à une certaine propagande selon laquelle, le sit-in du 12 août, devant le palais national, est apolitique et s'est circonscrit dans le domaine purement social, le fait avéré de dénoncer, d'exiger des autorités qu'elles se responsabilisent face au malheur des victimes, démontre de manière palpable, qu'une conscience politique animait les revendications.

« Nous sommes fatigués. Nous avons organisé ce sit-in devant le palais national pour dire au gouvernement que sa façon de procéder n'est pas correcte. Ce n'est pas juste d'envoyer des gens déchirer nos tentes en pleine nuit. Ce n'est pas normal d'emporter nos tentes et de les briser. Nous n'irons pas aux élections dans des conditions pareilles. Nous vivons sous des tentes, on nous viole. Pour qui nous prend-on ? Nous autres femmes, n'avons-nous pas droit au logement ? » Cette déclaration émanait d'une mère de famille qui en a assez de ses malheurs.

Ce sit-in a bénéficié de l'appui de plusieurs organisations, entre autres : le Bureau des Avocats Internationaux (BAI), le Mouvement Démocratique Populaire (MODEP) et Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo. Le responsable du BAI, Me. Mario Joseph, présent devant le palais national, a soutenu dans un plaidoyer le droit constitutionnel de tous les Haïtiens à vivre une existence digne

de l'homme. Evoquant l'article 22 de la constitution, il a assumé : « L'Etat reconnaît le droit de tout citoyen à un logement décent, à l'éducation, à l'alimentation et à la sécurité sociale. » Me. Mario Joseph a dénoncé les dirigeants de l'Etat, dont la mission est de servir la nation. Il a fustigé les juges et la Police Nationale d'Haïti qui ont failli à leur mission, les aliénant au service des nantis et des propriétaires terriens. S'attaquant aux structures d'injustices d'Haïti, le juriste a dénoncé. « Au temps des Duvalier, beaucoup de gens avaient accaparé de vastes terrains. Pour le moment, ils essayent par tous les moyens de déguerpir les sans-abris. Aussi, arrosent-ils la police et les juges de paix. Il faut une vérification des titres de propriétés ! »

Maître Mario Joseph a avoué qu'il n'a pas parlé, sans des preuves dignes de foi. Aussi a-t-il poursuivi que ce sont les représentants de l'Etat qui menacent de déguerpir les sans-abris. « La PNH et les juges de paix véreux se sont présentés sur les lieux et ont fait signer des sinistrés, tout en leur demandant de déguerpir. Ces actions sont passées surtout à Delmas. Les agents de la PNH sont venus avec des armes lourdes. Il y a eu pression. Les 16 et 24 juillet, la BIM s'est rendue sur le site de Barbancourt II sur la route de l'Aéroport, ils étaient au nombre de 24. Toute-

fois la population a résisté. Mais à Cité Soleil, ils n'ont pas trouvé de résistance, les sinistrés ont vidé les lieux. La police ne doit pas être à la solde des bourgeois pour menacer la population. Elle est là pour servir ».

Dans la lutte que mène le BAI pour défendre les droits des sans-abris, Me. Mario a avoué que l'institution a déjà mobilisé 400 avocats internationaux. Ainsi, ce 12 août 2010, devant le palais national, les vieux mythes ont été chassés par les cris revendicatifs d'un peuple bafoué dans ses droits, avili dans son humanité. C'est une manifestation de révolte qui a été exprimée par ces centaines de voix, qui ont crié leur ras-le-bol. C'est un refus du mensonge, de l'injustice sociale, de l'exclusion de la majorité, qui a motivé ces citoyens et citoyennes à dire non à l'inadmissible.

Cet sit-in, il faut le reconnaître, devrait être le point de départ d'une vaste mobilisation conduisant, non seulement au respect des droits des victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010, mais aussi à la fracture, à la cassure des chaînes qui entravent la marche de ce peuple vers le progrès socio-économique et le bien-être de tous. Cette lutte des sans-abris brise les tabous et les interdits, pour s'inscrire dans un cadre plus général de lutte pour la victoire des forces de vérité sur celles des ténèbres et de l'exploitation-domination.

Paul J. Jourdan

Attorney at Law

1 Hillel Place, Suite 3C
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



The Minouche

Foundation

is collecting funds for
KIDS IN HAITI.
Contributions are tax
deductible.

Make check payable to:

The Minouche Foundation
P.O Box 240-351
Brooklyn, NY 11224
917-662-3725



Patience

AUTO COLLISION &
USED CAR SALES

Renand Joseph

- Body & Fender Work
- Auto Painting
- Welding • Glass • Locks
- All Forms of insurance work
- Foreign, Compact, Domestic
- Cars & Trucks
- Simonize, Dent Out

Porche, Lexus, Acura, Jaguar, Infiniti,
Ferrari, Mercedes, Limousine

1422 Utica Ave,
(Between Foster & Farragut),
Brooklyn, NY 11203

Tel: 718-629-1444
Cell: 718-810-3717

ONE COMMUNITY, ONE CHOICE



FORMER STATE REPRESENTATIVE

PHILLIP **2010**

BRUTUS
For
CONGRESS

Democrat, Florida District 17

www.brutusforcongress.com

Approved by and paid for by Phillip Brutus for Congress committee

THE HAITIAN COMMUNITY CENTER OF PHILADELPHIA

invites you all to a

FUND RAISING DANCE PARTY

Place: Larose Club
5531 Germantown Ave
Philadelphia PA 19149

Date: Saturday, August 21, 2010
Time: From 10:00 pm to 2:00 am

DJ: FLAWLESS

Donation: \$15

For more information Please Call at
(484)802-1283 or (484)802-3822

Thank you!

L'agenda mafieux de l'international

Suite de la page (8)

Au département d'Etat on n'est pas optimiste à propos de la mission confiée à Bill Clinton en Haïti. S'il est vrai que Bill n'est pas étranger à la politique haïtienne, néanmoins ses limites sont patentes en termes de mettre ensemble une grande frange de la classe politique au profit d'un candidat. La mission de celui-ci est sous haute surveillance parce que tous les paramètres ne sont pas maîtrisés. Il y a une certaine affinité entre individus typiquement haïtienne que les étrangers n'arrivent toujours pas à comprendre dans le pays, le jeu des alliances. Dans ce sens, ils n'arrivent pas à trouver une formule capable de cimenter autour de leurs hommes appropriés une alliance durable parce que chaque haut fonctionnaire rêve de devenir chef d'Etat un jour.

Les ennemis d'aujourd'hui peuvent conclure des alliances inimaginables en moins de 24 heures. Ajouter à cela que dans les réunions internationales, l'Haïtien dit toujours oui, pour se renier plus tard sans aucune gêne ou aucune explication plausible. L'exemple le plus condescendant à ce niveau est le cas d'Aristide. Après avoir passé 3 ans en exil aux Etats-Unis, on croyait l'avoir pris au piège. Or, après son retour, en quelques jours, une remise en question de tout un ensemble de décisions ou promesses était déjà en branle à l'intérieur d'un plan de rectification. Les Clinton ne pardonneront jamais ce spectaculaire de revirement à Aristide. Donc, la réalité politique haïtienne reste toujours mouvante avec des politiciens qui sont maîtres dans l'art du jeu de dilatoire, qu'ils soient de droite ou de gauche. A partir de cette lecture, rien n'est totalement joué à l'avance

dans ce pays. Cependant, il faut que coûte que coûte les hommes du département d'Etat soient au pouvoir pour s'assurer du succès de l'agenda décrit plus haut, dont des parlementaires dociles à la cause.

D'autres enjeux électoraux

Depuis le départ forcé de Jean B. Aristide pour l'exil, le 29 février 2004, plusieurs dizaines d'accords internationaux ont été signés par Gérard Latortue et René Préval. L'exécutif pose ses actes très souvent en dehors du droit de contrôle du parlement haïtien. Des dizaines d'autres attendent le nouveau parlement, donc les élections législatives sont plus importantes que jamais pour le pays. Tous ces accords sont liés avec les gisements de toutes sortes que le pays possède dans son sous-sol. Déjà des compagnies sont sur le terrain, exploitant de l'or, sans que le bureau des mines puisse produire des explications à ce sujet. Il suffit de jeter un coup d'œil dans le « livre blanc » de Fanmi lavalas pour se faire une idée des richesses minérales que le pays a en réserve.

Des rumeurs persistantes courent les milieux diplomatiques haïtiens et les couloirs des Nations-Unies sur la forte probabilité qu'Haïti s'étende sur une réserve pétrolière comparable à celle de l'Arabie Saoudite. Au Canada, le premier ministre Jean Max Bellerive, avait admis que le pétrole existe bel et bien en Haïti. Sans compter, au bureau des mines, les demandes exploratoires des 4 plus grandes compagnies mondiales dans ce domaine. Donc, un parlement « koupyon » est nécessaire pour ratifier les accords antinationaux et promulguer des lois tributaires à la nation. Le combat pour la conquête du pouvoir exécutif se fait sous les

feux des médias, mais l'autre lutte pour le contrôle du législatif se fait sans les regards du public qui, est beaucoup plus fondamentale encore pour le futur du peuple haïtien. Le parti de René Préval, INITE, le comprend absolument bien et s'investit à fond pour s'octroyer une majorité absolue au sein du nouveau parlement.

« Lois du sacrifice pragmatique »

« Lois du sacrifice pragmatique » : il s'agit d'une approche consistant à négocier avec les gouvernements des pays de la périphérie des termes invisibles, ne figurant nulle part, que les autorités du travail doivent fourrer dans la gorge des syndicalistes jaunes. Sous forme de « renforcement institutionnel et démocratique », des organisations comme l'IRI, MDI, l'Open Society, la National Endowment for Democracy etc. sont là pour maîtriser les organisations sociales et populaires. Les voyages à l'étranger dans des conférences ou séminaires sur le travail sont très courants, ce qui crée un sentiment de supériorité chez les dirigeants syndicaux par rapport aux masses salariales. Tout ceci dans l'objectif de créer un climat stable favorable aux investissements étrangers, d'après ce qu'on dit, indispensable à la croissance économique et à la création d'emplois. Pour eux, stabilité est synonyme d'obéissance aveugle, voir même d'abandon des droits revendicatifs des travailleurs de lutter pour améliorer leurs conditions de travail et de vie. En fait, ils veulent d'une société civile haïtienne docile.

L'agenda en cours n'est pas national, d'où la nécessité de le combattre du bec et des ongles.

Lettre ouverte au président français Nicolas Sarkozy

Suite de la page (8)

Stuart Hammond, Canada Haiti Action Network
Thomas Harrison, co-directeur, Campaign for Peace and Democracy
Helene Hazera, producteur, radio France Culture
John Hilary, Directeur exécutif, War on Want
HK, musicien, Hk & les saltimbanks
Doug Ireland, Bakchich l'hebdo
Kim Ives begin_of_the_skype_highlighting_end_of_the_skype_highlighting, Haïti Liberté
Olatunde Johnson, directeur, Ami(e) de la terre--Sierra Leone
Eva Joly, députée européenne Europe Ecologie, présidente de la Commission Développement au Parlement européen
Mario Joseph, Bureau des Avocats Internationaux (Port-au-Prince)
Mathieu Kassovitz, réalisateur
Robin D. G. Kelley, écrivain et universitaire, University of Southern California
Amir Khadir, Québec Solidaire, député à l'Assemblée Nationale du Québec
Richard Kim, The Nation
Sadri Khiari, mouvement des Indigènes de la République (MIR)
Naomi Klein, écrivain
Pierre Labossiere, Haiti Action
Joanne Landy, Campaign for Peace and Democracy
Fanfan Latour, Haïti Liberté
Charles Laurence, journalist and author
Jesse Lemisch, John Jay College of Criminal Justice, City University of NY
Reed Lindsay, journaliste
Pauline Londeix, ACT UP-Paris
Isabel Macdonald, journaliste
Christian Mahieux, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires (France)
Henri Maler, universitaire
Noël Mamère, membre de l'Assemblée nationale (France)
Betty Reid Mandell, New Politics
Marvin Mandell, New Politics
Jerome Martin, ACT-UP Paris
John G. Mason, William Paterson University of NJ
Gustave Massiah, membre fondateur de l'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs-- Initiatives Pour un Autre

Monde

Georgina Murray, professeur, Griffith University
Cyril Mychalejko, Upside Down World
Robert Naiman, Just Foreign Policy
Jan Nederveen Pieterse, University of California at Santa Barbara
Bernard Noël, poète
Derrick O'Keefe, Alliance canadienne pour la paix
Karen Orenstein, Amis de la terre-Etats-Unis
Rosalind Petchesky, Science Politique, City University of New York
Wadner Pierre begin_of_the_skype_highlighting_end_of_the_skype_highlighting, Inter Press Service
Kevin Pina, Haiti Information Project
Justin Podur, York University
Serge Quadrupani, écrivain
Adam Ramsay, No Shock Doctrine for Haiti
Jacques Rancière, professeur de philosophie, Paris VIII
Judy Rebick, écrivain, fondatrice du site web Rabble.ca
William I. Robinson, University of California Santa Barbara
Pierre Rousset, Europe Solidaire Sans Frontières (ESSF)
Stephen R. Shalom, William Paterson University
Bobbi Siegelbaum, Educateur en santé
Steve Siegelbaum, fondateur, The Computer School, NYC
Fanny Simon, Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs-- Initiatives Pour un Autre Monde
Eyal Sivan, réalisateur
Jeb Sprague, University of California Santa Barbara
Jerome Thorel, Big Brother Awards France
Louis-Georges Tin, Conseil Représentatif des Associations Noires
Steve Weissman, journaliste
Cornel West, Princeton University
Howard Winant, University of California Santa Barbara
Cécile Winter, médecin, Collectif Politique Sida en Afrique
Lawrence Wittner, State University of New York Albany
Marie Yared, Responsable du Plaidoyer, Vision du Monde France

Libération 16 août 2010

Suite de la page (13)Costa Rica

l'armée, décidant d'une politique nationale de défense basée sur le désarmement. Il faut ajouter à cela que, en 2004 et 2008, la Cour Suprême du Costa Rica a pris une résolution qui ordonne à l'Etat de refuser toute activité de guerre.

L'arrière-pensée militaire

De manière inexorable, sous le prétexte connu de la lutte contre les drogues, le gouvernement nord-américain a militarisé sa politique extérieure, en soumettant la plus grande partie du continent.

Au Mexique il a imposé le Plan Mérida, similaire au très connu Plan Colombie. Dans les deux pays, la production, le trafic de stupéfiants et le crime ont augmenté d'une manière vertigineuse. Seulement au Mexique trois ans de la guerre contre les cartels lancée par l'actuel gouvernement fédéral ont déjà fait plus de 25 mille victimes.

En février dernier, encore sous l'administration d'Oscar Arias, la ministre de Sécurité du Costa Rica, Janina del Vecchio, a ouvert la brèche pour

les troupes nord-américaines, en impliquant le Mexique dans le trafic de drogues, puisqu'elle a assuré à la presse que dans son pays est négociée la drogue colombienne, qui est transportée vers le Nord par les cartels mexicains.

Dans le reste du continent, en plus d'avoir ré-activé la Quatrième Flotte, les États-Unis comptent sur les forces installées en Haïti, à partir du tremblement de terre dévastateur qu'a subi ce pays de la Caraïbe. Ils comptent aussi sur sept bases militaires en Colombie: Larandia, Tolemaida, Malambo, Palanquero et Apiay, et les bases navales de Carthagène et de Malaga sur le Pacifique. En même temps, les Nord-américains maintiennent des bases militaires à Aruba et Curaçao, auxquelles s'ajoutent celle de Soto Cano, au Honduras et des troupes nord-américaines se trouvant dans la province panaméenne du Dairén, limitrophe avec la Colombie.

Pour conclure, il faut souligner que, malgré toutes les évidences, le gouvernement costaricien nie la milita-

risation de son territoire et se perd en jongleries émises par Doña Laura et par les chefs de sa police, qui alimentent la terreur dans la région. Le 4 juillet passé, Mario Boraschi, chef de la police antidrogue, a déclaré à la presse « *qu'il valait mieux voir circuler dans les rues des soldats Nord-Américains que des assassins et des trafiquants de drogue* ». De la sorte, le privilège de naître et de vivre dans un pays sans armée s'est terminé pour les Costariciens: l'enfer a commencé!

Juan Manuel Bueno Soria, docteur en droit de la Coopération Internationale à l'Université de Toulouse I, France

Contralinea.info 11 Aout 2010
Changement de société 12 Aout 2010

Suite de la page (13)Iran....

résistance des Talibans et le retrait des Néerlandais, des troupes polonaises et australiennes du théâtre afghan commencent à ressembler à une défaite pour l'OTAN.

Se pourrait-il que, après avoir fait machine arrière en Irak et avoir échoué à apporter la paix en Palestine, les Etats-Unis et les États arabes dits modérés souhaitent affronter un nouveau champ de bataille ? Telle est la stratégie d'un joueur qui face, à ses pertes, prend des risques encore plus grands dans l'espoir de tout gagner, alors qu'il finit par tout perdre.

Les guerres en Irak et en Afghanistan n'ont en rien contribué à améliorer la sécurité américaine ; bien au contraire : les Etats-Unis

sont entraînés dans des guerres coûteuses et épuisantes, le processus de paix s'est effondré en même temps que l'économie et, surtout, la menace d'Al-Qaida n'a pas diminué mais s'est au contraire renforcée, et cette organisation n'a cessé de s'étendre à travers le monde.

Abdel Bari Atwan est paléstinien et rédacteur en chef du quotidien al-Quds al-Arabi, grand quotidien en langue arabe édité à Londres. Abdel Bari Atwan est considéré comme l'un des analystes les plus pertinents de toute la presse arabe.

Info-Palestine 11 août 2010

BG L'Auberge Créole Restaurant & Bakery
1366 Flatbush Avenue, Brooklyn, NY 11210
(between Farragut Road & E. 26th Street)

718-484-3784
718-484-3785

Déjeuner

- Poisson • Morue • Oeufs • Spaghetti
- Foie dure • Ragout • Bouillie de Banane
- Avoine • Hareng Saur

Dinner

- Poulet • Griot • Tassot • Cabrit
- Légumes • Lambi • Poisson • Bouillon
- Boulettes • Pâtés

Salades

- Verte • Russe • Caesar • Fruit de Mer
- Macaroni • Fruits

Boissons

- Corossol • Grenadine • Grenadia
- Citron • Papaye • Fraise • Akasan

We cater for all occasions

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Menez Jean-Jerome
Attorney at Law

Real Estate Immigration-Divorce



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 cell

La non-violence est-elle possible ?

Suite de la page (11)

À la jeunesse de Mandela, qui explique en partie son impatience à voir enfin reculer l'adversaire, s'ajoute une analyse critique de la position de Gandhi dans le contexte sud-africain. À la différence de Luthuli, Desmond Tutu plus tard ou King aux États-Unis, la pensée de Mandela n'a pas été forgée par le christianisme et ses exigences morales. Marqué par son éducation toute britannique, il est bien davantage préoccupé par la question de la compatibilité entre légalisme et efficacité de son combat. « *S'inquiéter de l'éthique de son action n'a de sens que lorsque l'on a le choix* », écrira plus tard Saul Alinsky [26]. Si Mandela est aussi marqué par la pensée indienne, toujours très prégnante parmi les élites nationalistes, il ne croit pas ou plus dans l'efficacité de la seule désobéissance civile et craint de voir la masse du peuple se détourner d'un parti jugé attentiste. Dès 1952 et ses premiers entretiens avec Albert Luthuli, il milite pour le passage à la lutte armée : « *La résistance passive non-violente est efficace tant que notre adversaire adhère aux mêmes règles que nous. Mais si la manifestation pacifique ne rencontre que la violence, son efficacité prend fin. Pour moi, la non-violence n'était pas un principe moral mais une stratégie. Il n'y a aucune bonté morale à utiliser une arme inefficace* » (p. 193).

Pendant la décennie qui précède son incarcération (1952-1964), il cherche à convaincre les caciques du parti ; il persuade petit à petit. L'évolution de la situation plaide en sa faveur. L'extrême brutalité de la répression policière et l'impossibilité de négocier un assouplissement des lois scélérates avec un gouvernement qui se prévaut du droit pour enfermer, torturer et déplacer des milliers d'hommes, change en effet le paradigme pacifiste. La non-violence et la désobéissance civile sont théoriquement pertinentes dans la mesure où l'État oppresseur reconnaît et respecte un minimum de règles juridiques concernant les droits de la personne et qu'elle souscrit à l'idée de principes universels [27] : c'est au nom de la charte des droits que les nationalistes indiens ont interpellé les autorités britanniques et au nom de la constitution des États-Unis que le docteur King a condamné la ségrégation.

Or l'Afrique du Sud ne reconnaît, dans ses textes fondateurs, que les droits de la minorité blanche appelée à se maintenir à la tête du pays. C'est au nom de lois légalement votées (« Population Registration Act » en 1950, « Bantu Authorities Act » en 1951, « Public Safety Act and the Criminal Law Amendment Act » en 1953, etc.) que la politique d'Apartheid est appliquée. C'est sur le double prétexte du respect des lois et de la lutte contre la sédition communiste que le gouvernement afrikaner a emprisonné et assassiné des dizaines de militants des droits des Noirs. Ainsi, à la différence de la Grande-Bretagne qui imposa à Jan Smuts de libérer Gan-

dhi, ou de Washington qui fit de même avec Martin Luther King [28], l'Afrique du Sud ne se soucia ni de la pression des tenants du droit ni d'ailleurs de l'opprobre international (comme en témoignèrent leur impassibilité face à l'attribution par la communauté internationale d'un deuxième prix Nobel de la paix pour une figure de la lutte anti-Apartheid en 1985, et leur résistance malgré un embargo économique de plus de deux décennies).

Dans les quelques années qui précèdent son incarcération, Mandela parvient à avoir raison du pacifisme déterminé de la frange communiste de l'ANC, en particulier de Moses Kotane, premier secrétaire du parti, et de celui de la minorité indienne. Le représentant de cette dernière, J. N. Singh, se résigne amèrement : « *la non-violence ne nous a pas mal servis, c'est nous qui l'avons mal servie* ». Mandela lui répond « *que c'était bien la non-violence qui ne nous avait pas servis, car elle n'avait rien fait pour arrêter la violence de l'État* ». Lorsqu'en mars 1960 le gouvernement écrase dans le sang la manifestation pacifique organisée par le Congrès Pan Africain et l'ANC à Sharpeville et Langa, Mandela parle désormais au nom de toute l'organisation lorsqu'il déclare le chapitre de la non-violence officiellement clos.

Il revient aux historiens et aux citoyens de s'interroger sur le caractère inéluctable ou non de cette décision. On pourrait avancer qu'au même moment, les militants de la campagne pour les droits civiques aux États-Unis subissaient également, à leur échelle, des représailles policières sanglantes. Mais ils avaient non seulement la loi de leur côté et les agents fédéraux pour l'appliquer le cas échéant, mais aussi les journalistes et leurs caméras pour les soutenir. Une telle logique fut strictement inapplicable en Afrique du Sud, non parce que les Blancs racistes contrôlaient les images diffusées mais parce que la télévision y fut interdite jusqu'en 1976. Au nom de la préservation morale, calviniste, pieuse et endogamique de la société blanche, les gouvernements conservateurs avaient banni la machine diabolique des foyers sud-africains [29]. Le ministre des communications d'alors, Albert Hertzog, craignait l'intrusion de l'universalisme occidental et conspuait un outil destiné selon lui à « *saper le moral de l'homme blanc* ». L'année de l'autorisation de la télévision, qui de toute façon resta inaccessible à la population noire misérable, est celle des émeutes de Soweto. Les images furent de fait ravageuses pour le gouvernement en place [30].

Martin Luther King lui-même apporte son soutien à l'ANC après 1961 car, convient-il, cette dernière n'a plus d'autre alternative. Lors de nombreux sermons des années soixante, il a d'ailleurs appelé publiquement à soutenir le combat de Nelson Mandela et de l'ANC, exhortant même avant l'heure à un boycott économique de l'Afrique

du Sud. L'admiration est réciproque : lorsque Nelson Mandela reçoit son prix Nobel en 1993, c'est à Martin Luther King qu'il rend hommage de la façon la

de défiance et néanmoins d'interaction mutuelle, Mandela s'est instruit de la parole du principal chef du mouvement du « Black Power » sud-africain, Steve



Répression des colons israéliens sur le peuple palestinien

plus appuyée, le citant à deux reprises.

Car en réalité, les actions violentes du MK (abréviation de Umkhonto we Sizwe) sont dirigées contre des infrastructures et non contre les hommes. Le pouvoir de nuisance (disruption) auquel aspirent les militants nationalistes demeure dans l'ensemble non-violent : grève générale, blocage des écoles et des entreprises furent la forme principale que prit la lutte anti-apartheid. Néanmoins, la révolution rhétorique consiste dans le brouillage de la frontière, désormais envisageable, entre « violence » et « non violence » et c'est sans doute ce pragmatisme que Mandela a apporté [31]. Les historiens ont ainsi souligné la porosité entre deux mondes et leur « complémentarité » : beaucoup de « pacifistes » étaient officiellement membres d'organisations apolitiques le jour et informateurs de l'armée des ombres la nuit. Par ailleurs, du jet de pierre à la police au meurtre rituel des « traîtres » [32], la violence n'est jamais absente des luttes de rue. Les courants radicaux qui, comme aux États-Unis, mettent en demeure les chefs officiels du mouvement de libération de durcir leur position, ont de plus une influence considérable. En effet, il fallut à l'ANC contenir la haine et ses potentialités insurrectionnelles au sein de la jeunesse des townships et dans le même temps ne pas s'aliéner les nouvelles générations de militants. Depuis sa cellule, Mandela y parvient en refusant à chaque demande du gouvernement de renoncer à la violence pour prix de sa libération. Les actions de guérilla qu'il ordonne ont un effet cathartique. Il reste symboliquement le chef d'une lutte armée, quand bien même cela lui aliène le soutien de la Croix Rouge internationale.

De même que King et Malcolm X ont entretenu une relation complexe

Biko, assassiné par la police en 1977 [33]. Ce dernier est fondamental pour comprendre l'évolution de la théorie de la violence (ou de la non-violence) dans le mouvement anti-colonial sud-africain. Lecteur des penseurs afro-américains W.E.B. DuBois, Marcus Garvey ou Alain Locke, il soutient que la fierté recouvrée par les Noirs, le refus de baisser la tête face au Blanc, sont la condition première de leur désaliénation mentale. Il emprunte aux Black Panthers le slogan « Black is beautiful » afin de produire dans l'esprit des Noirs eux-mêmes une prise de conscience de leur liberté fondamentale.

S'il fut un lecteur attentif de Gandhi, essayant un compromis d'équilibriste entre sa pensée non-violente et le radicalisme inhérent à la « Black Consciousness », il suit le même cheminement que Mandela en n'écartant la violence que si les circonstances le permettent. D'une certaine façon, il donne un contenu théorique à l'intuition politique de Mandela, tout entier versé dans l'action avant son arrestation. Biko a élaboré une pensée et une éthique de la libération distinguant notamment la phase de « libération psychologique » qui doit précéder la « libération physique ». La violence doit être évitée mais il ne saurait être question pour lui de supporter sans réagir les agressions physiques de l'ennemi. Il accorde un droit fondamental à la contre-violence aux étudiants qu'il rassemble dans le SASO (South African Students Organisation). De la même manière que Martin Luther King Jr. s'est séparé de la vieille garde pacifiste au contact des étudiants radicaux du SNCC [34], Mandela conforte son évolution dogmatique à l'écoute des rapports que lui font ses informateurs de la « Black Consciousness ». Dans un même mouvement, Mandela

lutte contre l'exclusivisme racial prôné par ces derniers qui veulent exclure les Blancs progressistes du combat.

Par la médiation de Biko, Mandela se rapproche d'un autre théoricien de la révolte, car il emprunte les deux principes fondamentaux défendus par Steve Biko, l'émancipation mentale du colonisé et le pouvoir salvateur de la violence, à Franz Fanon [35]. Pour ce dernier, l'expérience de la lutte est fondamentale pour le colonisé afin qu'il se libère de son oppression intime et parvienne à sa propre conscience. Il s'agit selon ses mots de le « détoxifier » ou de se désintoxiquer l'esprit. Or, seule la violence permet de purifier l'esprit du colonisé et elle seule peut faire plier l'opresseur. L'année même où Mandela lance sa première opération de guérilla armée, Frantz Fanon écrit, comme pour lui faire écho : « *Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence.* » [36]

Pour Fanon comme pour Mandela la véritable libération des opprimés vient de leur éducation et pour le Français, un épisode de violence révolutionnaire est instructif pour le peuple. Mandela pense qu'elle détourne la violence de la jeunesse et qu'elle est compatible avec le principe de résistance passive, mais que la seconde ne peut se substituer à la première. Si Fanon ne recule guère devant l'idée que la lutte armée doit supposer la mort des ennemis, il se défie de la violence anarchique et excessive qui naîtrait de l'absence d'instruction du peuple. La haine ne peut motiver la libération. Le combattant pour la liberté doit s'en prémunir absolument. Gandhi, Mandela et Fanon se retrouvent sur ce point [37]. Mandela, comme Fanon, a trouvé auprès des nationalistes algériens en guerre le soutien logistique et idéologique qui lui aurait permis d'accroître la lutte armée s'il était resté libre. Il y apprit le maniement des explosifs et la direction militaire des hommes (photo 4). La pensée de Fanon, médecin et intellectuel, Algérien d'adoption et maître à penser des militants noirs aux États-Unis, est donc parvenue jusqu'à Mandela grâce à l'internationalisme révolutionnaire de Steve Biko. De sa prison, que Mandela transforme en « université » en rendant l'étude obligatoire, il réconcilie Tolstoï, dont le roman Guerre et paix est son livre de chevet, et Fanon dont il entend les échos, même s'il ne l'a sans doute pas lu. Des années après sa libération, revenant sur une vie de combat et de réflexion, il lui semble qu'en réalité il n'a jamais quitté Gandhi.

Conclusion

En 1999, Nelson Mandela reçoit des mains de la petite-fille de Mohandas Gandhi le prix Gandhi/Luther King de la non-violence. Jamais en effet un homme n'a autant incarné la rectitude gandhienne que le Mandela emprisonné, mais plus encore libéré. En 1990, après des siècles de violence et d'humiliation, Mandela est parvenu à préserver son pays de la guerre civile et du bain de sang. Appelant à la réconciliation et au pardon, dont il confie la liturgie à l'archevêque Desmond Tutu, il ne cesse de citer Gandhi afin de montrer au monde qu'il est possible d'instaurer une démocratie pacifiste après des siècles de tyrannie raciste, et que la libération des peuples colonisés n'implique pas forcément le règne anarchique ou l'autocratie. Il ne renie pas pour autant ses convictions de jeunesse, pas plus qu'il ne désavoue son ancienne épouse, Winnie, lorsque cette dernière est poursuivie pour des crimes commis pour la cause.

De façon plus remarquable encore, écrivant d'une certaine façon sa légende, il suggère qu'au fond Gandhi ne l'aurait pas désavoué. Dans un texte hommage à celui qu'il appelle « le guerrier sacré » [38], Nelson Mandela minimise leurs divergences sur la question de la non-violence : « *Nous avons tous les deux souffert de l'oppression coloniale et nous avons tous deux mobilisé nos peuples contre des gouvernements qui ne respectaient pas notre liberté [...]* Je me suis éloigné de lui

Suite à la page (18)

A & P Shipping

THE BEST CARGO FOR HAITI



4001 AVE H
(CORNER OF EAST 40TH)
BROOKLYN, NY 11210

TEL: 347-599-8068
718-421-0101

Door To Door In Haiti

Port-au-Prince And
Countrysides

Good Prices

We Deliver Barrels, Boxes,
Trucks, And Cars... Etc.

Every Month In Haiti

PRIME TIME DRIVING SCHOOL, Inc.

Licensed Driving Instructors



Learn to Drive
Car * Bus * Truck



- 5 Hour Class
- Road Test Appointment
- Point/Insurance Reduction Class
- All classes for bus drivers and attendants

Free CDL Training Program
Having your CDL is like having your BA

1 Hillel Place, Suite 3A
(Junction of Nostrand & Flatbush)

Brooklyn, NY

(718) 859-8526

www.primetimedrivingschool.com

Driving instructors NEEDED! We will train you!

L'ONU, l'impunité et la guerre

Par Fidel CASTRO

La Résolution 1929 votée le 9 juin 2010 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, a scellé le destin de l'impérialisme.

Je ne sais combien de gens auront pris conscience de ce que, entr' autres absurdités, le secrétaire général de cet organisme, Ban Ki-moon, exécutant des ordres venus de plus haut, a commis l'idiotie de nommer Álvaro Uribe - alors qu'il était sur le point de conclure son mandat en Colombie - vice-président de la commission chargée d'enquêter sur l'attaque israélienne à la flottille humanitaire qui transportait des aliments essentiels à la population assiégée de la Bande de Gaza, l'attaque ayant eu lieu dans des eaux internationales, à une distance considérable de la côte.

Cette décision octroie à Uribe, accusé de crimes de guerre, une impunité totale, comme si un pays aux fosses communes remplies de cadavres de personnes assassinées, dont certaines contenant jusqu'à deux mille victimes, et aux sept bases militaires yankees, plus les autres bases militaires colombiennes à leur service, n'avait rien à voir avec le terrorisme et le génocide !

Le journaliste cubain Randy Alonso, qui dirige le programme « La Table ronde » de notre télévision nationale, a publié le 10 juin 2010, sur le site web CubaDebate, un article intitulé « Le «gouvernement mondial» se réunit à Barcelone », dans lequel il signalait : « Ils sont arrivés à l'agréable hôtel Dolce en voitures de luxe aux vitres fumées ou en hélicoptère. « Plus de cent pontes de l'économie, des finances, de la politique et des médias des USA et d'Europe, qui accouraient à la réunion annuelle du Club de Bilderberg, une sorte de gouvernement mondial agissant dans l'ombre. »

D'autres journalistes honnêtes suivaient comme lui les nouvelles qui parvenaient au compte-goutte de cette curieuse rencontre. Quelqu'un de bien mieux informé qu'eux suivait la piste de ces rencontres depuis de nombreuses années. « Le Club sélect qui s'est réuni à Sitges a vu le jour en 1954, à partir de l'idée du conseiller et observateur politique Joseph Retinger. Ses promoteurs furent au départ le magnat étasunien David Rockefeller, le prince Bernard de Hollande et le Premier ministre belge, Paul Van Zeeland, afin, avant tout, de combattre l'«anti-américanisme» croissant en Europe et de contrer l'Union soviétique et le communisme qui prenaient de la force sur le vieux continent. « Il a tenu sa première réunion les 29 et 30 mai 1954 à l'hôtel Bilderberg, à Osterbeck (Hollande), d'où son nom, et il s'est retrouvé depuis tous les ans, sauf en 1976. « Il existe un noyau d'affiliés permanents - les 39 membres du Comité directeur - les autres sont des invités.

« L'organisation exige que personne «ne donne d'interview» ni ne révèle rien de ce qu'«a dit un participant individuel». Une des conditions sine qua non est une excellente maîtrise de l'anglais aucun interprète n'étant présent. On ne



Cette décision octroie à Uribe, accusé de crimes de guerre, une impunité totale

sait trop quelle est la portée réelle de ce groupe. Ceux qui l'étudient disent que ce n'est pas par hasard qu'il se réunit toujours un peu avant que ne le fasse le G-8 (ex-G-7) et qu'ils cherchent l'établissement d'un nouvel ordre mondial en matière de gouvernement, d'armée, d'économie et d'idéologie unique.

« David Rockefeller a déclaré dans le cadre d'un reportage de la revue Newsweek : «Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble pour ce faire le meilleur organe». « Le banquier James P. Warburg a affirmé : «Que ça plaise ou non, nous aurons un gouvernement mondial. La seule chose à savoir, c'est si ça sera de gré ou de force».

« Ils connaissaient dix mois avant la date exacte de l'invasion de l'Iraq. Ils savaient aussi ce qu'il allait se passer avec la bulle immobilière. Avec une information pareille, on peut faire beaucoup d'argent sur toutes sortes de marchés. Nous parlons de clubs de pouvoir et de savoir. « Pour les observateurs, l'un des points qui tracassent le plus le Club, c'est la «menace économique» que représente la Chine, avec ses répercussions sur les sociétés étasunienne et européenne.

« Pour connaître son influence sur l'élite, qu'il suffise de dire que Margaret Thatcher, Bill Clinton, Anthony Blair et Barack Obama ont été ses invités avant d'avoir été élu au sommet en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Obama s'est rendu à sa réunion de Virginie (USA) en juin 2008, cinq mois avant sa victoire électorale, que le groupe avait prévue dès sa réunion de 2007. « Bien qu'ils agissent en tapinois, la presse arrive de temps à autre à sortir un nom. Parmi ceux qui sont allés à Sitges, on comptait les présidents de FIAT, de Coca Cola, de France-Telecom, de Telefónica de España, de Suez, de Siemens, de Shell, de Novartis et d'Airbus.

« Il y avait aussi des gourous des finances et de l'économie, comme George Soros, le fameux spéculateur ; Paul Volcker et Larry Summers, conseillers économiques d'Obama ; George Osborne, le tout nouveau secrétaire britannique du Trésor ; Peter Shilton, ancien président de Goldman Sachs et de British Petroleum ; Robert Zoellic, président de la Banque mondiale ; Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI ; Pascal Lamy, di-

"Wild Bill" donnait la mort au Panama

Par Jean-Pierre Vergès

Un couple d'Américains installé au Panama a reconnu avoir tué cinq compatriotes pour s'emparer de leurs villas et leur voler leur argent.

Depuis leurs bungalows de l'Hacienda Cortez dans l'archipel paradisiaque de Bocas del Toro, au Panama, célèbre pour ses mangroves et ses tortues luths, les touristes avaient une vue imprenable sur la mort. Bien évidemment, aucun n'a jamais soupçonné la présence de cinq cadavres enterrés dans un bois, près des plages de la mer des Caraïbes ; des terres «appartenant» à William Holbert, alias Bill Cortez, 31 ans, et à sa compagne Laura Reese, 27 ans, tous deux Américains. C'est Jackie, le chien de l'une des victimes, qui le 20 juin dernier a conduit les policiers vers la fosse de sa défunte maîtresse et de ses «voisins». Leurs dents en or avaient été soigneusement rangées dans une boîte, dans la maison principale. En cavale, les «hôteliers» ont été arrêtés au Nicaragua après une course-poursuite en bateau. Ils ont été incarcérés mercredi à Panama après avoir avoué ces cinq meurtres, commis entre 2007 et 2010.

Ceux-ci auraient pu passer inaperçus si l'ex-mari de Cheryl Hughes, une quinquagénaire américaine propriétaire d'une superbe maison sur l'île de Carenero, ne s'était ému de sa brutale disparition en mars dernier. L'une de ses relations, Bill Cortez, un gaillard de 140 kg, lui apprend qu'elle lui a vendu son petit coin de paradis. «J'ai dit à Bill: 'Montre-moi les papiers, montre-moi que tu l'as vraiment achetée, car Cher ne l'aurait jamais vendue sans m'en parler à moi en premier'», a raconté l'ancien époux à ABC News.

Alertés, les policiers s'intéressent alors à ce colosse exubérant surnommé «Wild Bill» et à sa compagne. Ils enquêtent dans le milieu des «expats», ces Américains fortunés ou en fuite venus incognito couler des jours heureux dans cet éden préservé. Ils découvrent que le couple aurait soi-disant «racheté» en 2007 la propriété de Mike Brown, un Américain qui a témoigné aux Etats-Unis contre des trafiquants de



Laura Reese et William Cortez, alias Bill Cortez, ont été appréhendés par les forces de police du Nicaragua, le 29 juillet dernier

drogue et s'est installé au Panama sous un faux nom, avec sa femme et son fils de 16 ans, dans le cadre du programme de protection des témoins. Une famille qui s'est volatilisée. Egalement disparu, Bo Icelar, un quinquagénaire autrefois patron d'une galerie d'art à Santa Fe, au Nouveau-Mexique, qui projetait de vendre sa jolie maison de l'île de Colon et l'aurait cédée en novembre 2009 à un certain Bill Cortez.

Dénominateur commun de ces cinq disparitions, Wild Bill n'a pas cherché à nier les évidences lors de sa garde à vue. «Il a dit avec fierté qu'il leur avait mis une balle dans la nuque», a déclaré Gustavo Perez, le chef de la police panaméenne, qui a saisi des armes, dont une kalachnikov, dans sa maison. «Tout ça pour gagner de l'argent.» En revanche, l'Américain a contesté avoir tué deux de ses employés panaméens portés disparus.

Idées «suprémacistes»

Les policiers du FBI, eux, n'ont pas été surpris par cette série de meurtres, assez inédite dans les annales criminelles américaines. En 2005, William Holbert et sa compagne avaient déjà longuement squatté une maison inoccupée à Oak Island (Caroline du Nord) avant d'être surpris par leurs propriétaires rentrés de vacances. Quelques mois plus tard, il s'était fait passer pour un médecin et avait empoché 500.000 dollars en vendant à un acheteur trop crédule une maison qui ne lui appartenait pas. En fuite, l'escroc aux maisons avait alors eu les honneurs

de l'émission de télévision vedette America's Most Wanted. A l'époque, ce bodybuilder aux cheveux ras exhibait fièrement ses tatouages dont un svastika orienté à droite, la croix symbole du régime hitlérien, et une croix de fer allemande agrémentée d'un aryan pride [fierté aryenne]. L'homme était alors connu pour ses idées «suprémacistes», une idéologie raciste qui prône la domination d'une ethnie ou d'une civilisation sur une autre.

Ce n'est donc pas un hasard si William Holbert a choisi de se rebaptiser William Adolfo Cortez, en référence à un colonisateur espagnol du XVIe siècle. Installé dans une maison en bois de la bien-nommée «crique des assassins», son club affiche d'ailleurs une tête de mort coiffée d'un casque de conquistador. «Il créait dans son bar une sorte d'église, le 'premier temple des ivrognes' et lui était, soi-disant, le premier pape», a raconté Donald Winner, un ancien officier de l'armée américaine installé à Bocas del Toro. «Il pense que les Blancs sont meilleurs et que les descendants des Afro-Américains, les Noirs, les cancéreux ou les malades du sida doivent mourir.» Et d'ajouter: «Cet homme cherchait activement des gens qu'il pouvait manipuler et dominer.»

En août 2009, Wild Bill avait diffusé dans la presse locale une annonce vantant son hôtel et son club, ouvert aux expatriés, «90 % de nos membres survivent», écrivait-il. A l'époque, la blague avait fait rire.

JDD 14 Août 2010

recteur de l'Organisation mondiale du commerce ; Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne ; Philippe Maystad, président de la Banque européenne d'investissement.

« Nos lecteurs le savaient-ils ? Un organe important des médias a-t-il dit un mot ? Est-ce donc ça la liberté de la presse dont on parle tant en Occident ? L'un d'eux peut-il nier que les plus puissants financiers du monde se réunissent systématiquement tous les ans, hormis l'année susmentionnée ? « Le pouvoir militaire a envoyé certains de ses faucons : Donald Rumsfeld, l'ancien secrétaire à la Défense de Bush ; Paul Wolfowitz, son subalterne ; Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN ; et Jaap de Hoop Scheffer, son prédécesseur.

« Le magnat de l'ère nu-

mérique, Bill Gates, a été le seul à dire quelque chose à la presse avant la rencontre : «Je serai présent. Il y aura beaucoup de débats financiers sur la table».

« Les spéculateurs de nouvelles disent que le pouvoir dans l'ombre a analysé l'avenir de l'euro et les stratégies pour le sauver, la situation de l'économie européenne et l'orientation de la crise. Le groupe tient à prolonger la vie du malade à l'aide de la religion du marché et de coupes sombres dans le social. » Cayo Lara, le coordonnateur de Gauche unie, a défini clairement le monde que nous imposent les Bilderberg : «Le monde à l'envers : les démocraties soumises au contrôle, à la tutelle et aux pressions des dictateurs des pouvoirs financiers».

« Le plus périlleux, comme l'a révélé le journal espagnol Público,

c'est le consensus du Groupe en faveur d'une attaque des USA contre l'Iran. [] Se rappeler que ses membres connaissaient la date exacte de l'invasion de l'Iraq en 2003 dix mois à l'avance. »Est-ce là une idée saugrenue, quand on réunit toutes les preuves que j'ai exposées dans mes dernières Réflexions ? Les hautes sphères de l'Empire ont d'ores et déjà décidé de la guerre contre l'Iran, et seul un effort extraordinaire de l'opinion publique mondiale pourra l'empêcher d'éclater sous peu. Qui cache la vérité ? Qui dupe ? Qui ment ? Peut-on démentir quoi que ce soit de ce que je dis ici ?

Traduction J-F Bonaldi,
La Havane
Fidel Castro Ruz

Le 15 août 2010

L'aide défailante du Canada à Haïti*

Suite de la page (12)

tout à fait conformes aux politiques actuelles du Canada en Haïti. Son budget d'aide depuis 2004 est principalement axé sur les prisons et les services de police.

Cannon annonça de plus le 8 mai en Haïti que des organismes internationaux non précisés avaient décidé que la participation principale du Canada à la mission des Nations unies en Haïti serait encore dans le domaine de la sécurité.

Militarisation de l'aide

Ce n'est pas la première fois que le Canada consacre autant d'argent à la police et aux prisons depuis le 12 janvier. La principale réaction du gouvernement canadien après le séisme fut de déployer deux navires de combat canadiens avec près de 2000 marins et soldats à bord. Ils arrivèrent au large des côtes de Léogâne et Jacmel les 19 et 20 janvier.

À l'époque, le gouvernement prétendit que c'était une opération

majeure de secours à la suite du séisme. Mais comme le rapporta par la suite le *Halifax Chronicle Herald* le 12 mars, les bateaux contenaient plus de soldats et de matériel militaire que de matériel et d'équipement de secours.

Les tâches de secours et d'approvisionnement furent marginales. Les équipes médicales à bord ne firent pas la moindre opération, selon une étude menée en avril par John Kirk et Emily Kirk (www.counterpunch.org/kirk04012010.html). Quand les bateaux partirent six semaines plus tard, ils rapportèrent avec eux l'équipement de contrôle du trafic aérien et de charges lourdes d'une importance vitale pour Haïti.

L'intervention militaire du Canada se fondait sur les mêmes motifs que celle, beaucoup plus connue, de son homologue étatsunien. Les deux visaient à étouffer toute aspiration à la souveraineté politique et à la justice sociale, déjà écrasée par le renversement du gouvernement élu en Haïti en février 2004 – avec l'appui des É.-U.,

du Canada et de la France – et qui risquait de faire à nouveau surface dans la foulée du tremblement de terre. En outre, on utilisa Haïti comme « rampe de lancement pour redéployer les unités de combat [canadiennes] sur le théâtre des opérations au Moyen-Orient » affirme Michel Chossudovsky de Global Research, le 29 mars. « Les troupes canadiennes déployées au départ en Haïti avec un mandat d'aide humanitaire sont envoyées en Afghanistan », à l'instar des troupes des É.-U.

Même si on a prétendu que le convoi militaire était la principale réaction d'urgence du Canada à la suite du séisme, cette dépense ne figure nulle part dans les relevés de l'ACDI et du gouvernement en matière d'aide humanitaire.

Haïti a toujours désespéré besoin d'aide

Des Canadiens qui sont allés récemment en Haïti ou qui y travaillent encore se disent indignés et consternés

de la lenteur de la reconstruction. Patrick Lagacé, chroniqueur de La Presse, écrivait à son arrivée à Port-au-Prince le 9 juillet : « Ce qui frappe le visiteur de retour à Port-au-Prince six mois après le tremblement de terre. C'est que rien n'a changé. Ou si peu. Trop peu. »

Le député (de Scarborough-Agincourt) Jim Karygiannis écrit au premier ministre Stephen Harper le 20 juillet : « Je reviens d'un séjour en Haïti. Je suis atterré des conditions dans lesquelles vivent les victimes du tremblement de terre du 12 janvier. Les victimes ne peuvent pas attendre six mois pour que s'amorce le processus de reconstruction. Nous devons agir maintenant. »

Un organisme québécois, les Architectes de l'urgence, attend depuis trois mois que les Nations unies et l'Union européenne versent des fonds pour commencer à construire des abris. « Nous n'avons pas vu un seul jusqu'ici » déplore Patrick Coulombel, président de l'organisme. « Six mois après le tremblement de terre, il n'y a pratiquement pas eu de reconstruction », déclare-t-il à Agnès Gruda, de La Presse, qui rapporte sa réaction le 9 juillet. « C'est tout à fait anormal. »

Le 12 juillet, CBC News citait Hans van Dillen, chef de mission de Médecins sans Frontières : « Quand on circule à Port-au-Prince, on constate que la situation ressemble beaucoup à ce qu'elle était après le tremblement de terre. »

« Déblayer les gravats laissés par le désastre, transporter les matériaux de construction dans les zones éloignées et obtenir des propriétaires fonciers l'autorisation de bâtir – ce sont les principaux obstacles à sur-

monter pour offrir des abris solides aux familles », selon Conrad Sauvé, secrétaire général de la Croix-Rouge canadienne, dans un bulletin de nouvelles de la CBC. Deux des besoins les plus pressants aujourd'hui en Haïti sont le nettoyage des gravats dans les rues et les quartiers, et l'érection d'abris temporaires ou permanents. Des organismes onusiens estiment qu'il faut 125 000 abris durables, alors qu'on en a construit 5000 seulement.

Avec tout l'équipement et les ressources dont disposent des pays riches comme le Canada, on s'attendrait à ce que des besoins aussi pressants soient en bonne voie d'être comblés. Ce n'est pourtant pas le cas. Cela témoigne de la défaillance de la volonté et des bonnes intentions des pays riches.

Selon CBC News, des observateurs estiment qu'il faudra peut-être 20 ans pour nettoyer les gravats des villes touchées par le tremblement de terre. Le peuple haïtien n'aura évidemment pas autant de patience. Les gens revendiquent, les gens protestent et s'occupent eux-mêmes de la reconstruction dans la mesure du possible. Tout indique que le peuple haïtien redouble d'efforts pour reprendre son destin en mains et lancer le travail de reconstruction que ses superviseurs étrangers sont si manifestement incapables de diriger.

A été publié en anglais dans Haïti Liberté, le 4 août 2010

Roger Annis est coordonnateur du Réseau de solidarité Canada Haïti à Vancouver, en Colombie-Britannique. On peut le contacter à rogerannis(at)hotmail.com.

Suite de la page (16)

mais [...] lui-même n'a jamais complètement désavoué la violence. Violence et non-violence ne sont pas mutuellement exclusives ». Plus encore, précédant nombre d'universitaires postcoloniaux dans le rapprochement, il ajoute, non sans audace, que Gandhi a annoncé Franz Fanon et le nationalisme noir aux États-Unis comme en Afrique du Sud. Que Nelson Mandela, qui incarne l'un puis l'autre, veuille les réconcilier en établissant une telle parenté, est la confirmation de sa conviction profonde, que l'on peut retrouver dans les propos de l'anthropologue Françoise Héritier : « sans idéaux, il n'y a ni libération ni résistance aux pires formes de la violence, surtout pas de résistance collective ; et cependant, il ne peut y avoir aucune garantie concernant le 'bon usage' ou le 'mauvais usage' des idéaux. Disons mieux, il y a certainement des degrés dans la violence qui accompagne la formulation et la mise en œuvre des idéaux, mais pas de degré zéro. Il n'y a donc pas de non-violence. » [39]

Notes

- [1] Cf. Étienne Balibar, « Lénine et Gandhi, Une rencontre manquée ? », *Alternative Roma*, n°6, nov.-déc. 2005.
- [2] Jean Vrin, Paris, La Città del sole, Naples, 2007.
- [3] Voir Sylvie Laurent, « Obama rattrapé par le spectre de King », *Le Monde*, 9 mai 2008.
- [4] Howard Zinn a par exemple repris en 1968 l'appel à la désobéissance civile. Voir : *Disobedience and democracy : nine fallacies on law and order*, New York : Random House / Vintage, 1968), p. 119-122. Traduction disponible en ligne : http://www.non-violence-mp.org/reflexions_fichiers/zinn.htm
- [5] « Plaidoyer pour John Brown » (1859), Traduction de Christine De-

- morel et Laurence Vernet Éditions JJ Pauvert, *Libertés nouvelles 2*, 1977. Accessible en ligne : <http://kropot.free.fr/Thoreau-Brown.htm>
- [6] Voir deux articles passionnants à ce sujet : MacShane, Frank, 'Walden and Yoga', *New England Quarterly* 37 : 322-342 et Miller, Barbara S., 'Why Did Henry David Thoreau Take the Bhagavad-Gita to Walden Pond ? Parabola 12.1 (Spring 1986) : 58-63.
- [7] La participation de Gandhi à la guerre fut pour l'essentiel l'organisation d'un corps d'ambulanciers de l'armée britannique et le commandement d'une unité de la Croix-Rouge.
- [8] Paul Wood, « The Unbroken Chain », *LAS News*, Spring 2009.
- [9] Tous les Hommes sont Frères, Gallimard, p. 182-183.
- [10] « En 1908, le facteur apporte à Tolstoï une lettre d'un Hindou habitant alors aux États-Unis. Cet Hindou, Tarakuatta Das, édite une revue révolutionnaire intitulée The free Hindustan. Il s'adresse à Tolstoï pour obtenir de lui un mot de sympathie. L'intellectuel T. Das estime que seul un soulèvement violent peut libérer l'Inde du joug britannique. Tolstoï lui répond magistralement quant au rôle immoral et inefficace de la violence par la fameuse Lettre à un Hindou, qui, polycopiée, parvient un jour entre les mains de Gandhi. » François Vaillant, in *Alternatives Non Violentes* n° 89, « Du nouveau sur Tolstoï », hiver 1993.
- [11] François Vaillant, in *Alternatives Non Violentes* n° 89, « Du nouveau sur Tolstoï », hiver 1993.
- [12] "My interpretation, in other words, is that in Jesus' own life is the key of his nearness to God ; that he expressed, as no other could, the spirit and will of God" in *The Modern Review*, October 1941, republished on mahatma.org/in/
- [13] Lettres à l'ashram. Paris, Albin Michel, 1971, p. 136.
- [14] Lettres à l'ashram. Paris, Albin Michel, 1971, p. 132.
- [15] Dans Malaise dans la civilisation, il écrit : « La civilisation doit tout mettre en œuvre pour limiter l'agressivité humaine et pour en réduire les manifestations à l'aide de réactions psychiques d'ordre éthique [] De là cet idéal imposé d'aimer son prochain comme soi-même, idéal dont la justification véritable est précisément que rien n'est plus contraire à la nature humaine primitive ».
- [16] Julien Petit, « Au cœur de l'action : le Satyagraha », article accessible en ligne : <http://www.persocite.com/Orient/satyagraha.htm>
- [17] Voir l'ouvrage ancien mais toujours remarquable de George M. Fredrickson *White supremacy : a comparative study in American and South African history*, Oxford UP, 1982.
- [18] Young India, July 17, 1924. Pour une étude approfondie sur cette question, voir Terchek, Ronald J. ; Gandhi : nonviolence and violence ; *Journal of Power and Ethics*, July 01, 2001.
- [19] « The Power of Non-Violence », sermon du 4 Juin 1957.
- [20] Martin Luther King Jr., *A Testament of Hope : The Essential Writings of Martin Luther King, Jr.*, ed. James M. Washington, San Francisco : Harper, 1986.
- [21] Extrait d'une interview donnée en 1957 pour le magazine « Look Here ». Disponible sur : http://mlk-kpp01.stanford.edu/primarydocuments/Vol14/27-Oct-1957_InterviewByAgronsky.pdf (pdf)
- [22] En 1963, la diffusion télévisée du discours de Washington « I had a dream » de MLK eut un effet considérable. Mais peut-être plus étonnant encore fut l'enregistrement la même

- année d'une émission dans laquelle James Baldwin, écrivain afro-américain engagé dans la lutte s'adresse directement à la caméra - l'œil blanc - pour lui dire « je ne suis pas un nègre ! »
- [23] Chef de la police de Birmingham. Réputé pour son refus de reconnaître la déségrégation.
- [24] Malcolm X Speaks : Selected Speeches and Statements, George Breitman Éditeur Grove Press, 1994, p. 117.
- [25] Un long chemin vers la liberté, poche, p. 192.
- [26] Saul D. Alinsky est écrivain et sociologue. Marqué par la pensée gramsciste, il est l'une des figures majeures de la gauche radicale américaine, notamment pour son invention du « community organizing » dans les quartiers pauvres. Cette citation est tirée de son ouvrage *Rules for Radical : A Pragmatic Primer for Realistic Radicals*. New York : Vintage, 1971. Chapter 2 : "Of Means and Ends," p. 24-47.
- [27] Je m'inspire dans ce paragraphe du travail remarquable de Gay W. Seidman, « Blurred Lines : Non-violence in South Africa ». PS Political Science and Politics, juin 2000.
- [28] En 1960, alors qu'il est condamné à quatre mois de prison

- pour ses activités pacifiques, il est libéré sur ordre de Robert Kennedy.
- [29] Voir le compte rendu de thèse de Carie Bevan, disponible en ligne : <http://upetd.up.ac.za/thesis/available/etd-05212009-182219/unrestricted/00front.pdf>
- [30] http://www.youtube.com/watch?v=d_kT...
- [31] Gay W. Seidman, « Blurred Lines : Nonviolence in South Africa » ; PS : Political Science and Politics, Vol 33, N°2, juin 2000.
- [32] La pratique du « necklacing » consistant à mettre un pneu enflammé autour du cou de la victime fut fréquente dans les townships dans les années 80.
- [33] Voir Magobo P. More ; "Albert Luthuli, Steve Biko, and Nelson Mandela : the philosophical basis of their thought and practice" in *A companion to African philosophy* /edited by Kwasi Wiredu ; advisory editors, William E. Abraham, Abiola Irele, and Ifeanyi A. Menkiti, Malden, MA : Blackwell Pub., 2004.
- [34] Student Nonviolent Coordinating Committee.
- [35] Ahluwalia Pal and Zegeye Abebe ; "Frantz Fanon and Steve Biko : Towards Liberation" ; *Social Identities*, Volume 7, Number 3, 2001.
- [36] Frantz Fanon, *Les Damnés de la Terre* (1961), éd. La Découverte poche, 2002, p. 61.
- [37] Gail Presbey, 'Fanon on the Role of Violence in Liberation : A Comparison to Gandhi and Mandela', in Frantz Fanon : A Critical Reader, eds. Lewis Gordon, T. Denean Sharpley-Whiting and Renee White (Oxford : Blackwell, 1996), p. 282-296.
- [38] N. Mandela, "The Sacred Warrior", *Time Magazine*, Dec. 31, 1999.
- [39] De la Violence 1, Paris, Odile Jacob, 1995, p. 87.

Elect **Marleine BASTIEN** Punch #18

Marleine BASTIEN

DEMOCRAT FOR CONGRESS
DISTRICT 17

111 NW 183RD ST., SUITE 408
MIAMI GARDENS, FL 33169
PHONE: 305.454.9553

VOTE [BASTIEN.COM](http://VOTEBASTIEN.COM)

Vote on Aug. 24th!

Paid for and Authorized by Bastien for Congress.

Marleine has been our advocate and ally for nearly 30 years...

...act today to help her become the first Haitian-American Congressperson.

Marleine is endorsed by:

- Democratic Advancement PAC
- Florida New Majority
- National Organization for Women PAC
- National Association of Social Workers
- Progressive Democrats of America

Premiers Soins (2^e partie)

Par Dòk Fanfan

De cette série de "Premiers soins", la réanimation cardio-respiratoire est la plus importante. Il s'agit d'une urgence requérant des premiers soins dans les quatre minutes après le constat d'absence de pouls et de respiration.

Réanimation cardiaque et respiratoire La personne ne respire plus et le cœur ne bat plus, il n'y a plus de pouls carotidien, elle est en état de mort apparente.

Faites tout votre possible pour garder votre sang-froid :

Appelez ou faites appeler les secours. **Composez le 911.**

S'assurer que la personne ne respire plus en s'approchant du visage ou en mettant un petit miroir sous le nez si vous en avez un sous la main (en cas de respiration il se couvre de buée si la température extérieure n'est pas caniculaire).

S'assurer de l'arrêt cardiaque par l'absence de pouls carotidien pendant 10 secondes. (Voir photo 1).

De toute façon, **dans le doute**

commencer la réanimation, vous ne risquez rien et le temps compte. En effet la réanimation doit être commencée dans les 4 minutes après l'arrêt cardiaque, donc ne pas perdre de temps :

-Vérifier la liberté des voies respiratoires (dentier, corps étranger dans la bouche à retirer)

Desserrer cravate, ceinture, chemise.

Mettre le malade sur un plan dur, le sol en général. Donnez un **coup de poing énergétique sur le sternum.**

-Mettre la tête en hyperextension, pour bien dégager la trachée. (Voir photo 2.)

Ouvrir la bouche du patient, y appliquer si possible un mouchoir ou un linge propre, puis **pincer le nez, poser votre bouche sur celle du patient et souffler lentement**, la cage thoracique doit se soulever légèrement. (Voir photo 3).

Faire ainsi 2 insufflations puis commencer le massage cardiaque.

-Le massage cardiaque :

Placez vos 2 mains l'une sur l'autre, entre les 2 seins du patient,



Photo 1
Vérifier l'absence de pouls carotidien



Photo 2
Mettre la tête en hyperextension

les bras tendus et coudes bloqués, puis appuyez d'un mouvement sec (en vous aidant du poids de votre corps si besoin) sur la cage thoracique qui doit se déprimer de 3-4 cm (Voir photo 4).

Si vous êtes seul, il faut faire **15**



Photo 3
Souffler lentement dans la bouche du patient

compressions puis 2 insufflations et ainsi de suite, le tout au rythme de 60-70 compressions par minute et 10-12 insufflations par minute.

Cette réanimation doit se faire jusqu'à l'arrivée des secours, mais en général elle est arrêtée au bout de 20 minutes sauf chez l'enfant ou en cas de noyade. Si le patient respire à nouveau et si le cœur bat, arrêter la réanimation et le mettre en position de sécurité. (Voir photo 5).

NOTE. Chez le nourrisson et le jeune enfant, vos deux mains seront remplacées par 2 doigts de chaque main, posés les uns sur les autres.



Photo 4
Massage cardiaque: les deux mains l'une sur l'autre entre les deux seins.
15 compressions puis 2 insufflations

La candidature

Suite de la page (7)

la jeunesse et qu'il a l'appui de la jeunesse estudiantine. C'est une honte !

Je m'attends à voir de ces intellectuels sans vergogne qui acceptent des positions dans une éventuelle administration Wyclef. Ils diront évidemment avoir répondu à l'appel du pays, car ces intellectuels, opportunistes véreux, se diront toujours « être en réserve de la République », selon l'expression de Leslie Manigat. Cela ne nous étonnera pas surtout que, en avril 1971, à la mort de Papa Doc, donc, à l'arrivée au pouvoir de Baby Doc, Hubert de Ronceray, brillant intellectuel, avait écrit un article intitulé : « Un géant s'en va, un génie le remplace ! » - le géant étant François Duvalier, le génie, Jean-Claude Duvalier. Nous n'oublierons pas non plus les bassesses et les acrobaties d'intellectuels tels que René Piquion, Gérard de Catalogne et d'autres.

C'est une honte pour les intellectuels du pays de voir des primaires de la trempe de Wyclef Jean, de King Kino et d'autres encore à vouloir diriger le pays. C'est une honte d'entendre qu'un

Gracia Delva veuille devenir député de Marchand-Dessalines, une ville qui compte tant de gens bien formés ! Et je parie que ce sont ces genres de citoyens sans éducation qui dirigeront le pays pendant longtemps encore. Car ce sont eux qui se présentent toujours à la télévision en moments de crise. Après le séisme, avait-on vu Frankétienne, Leslie Manigat, Gérard Gourgue, Rosny Desroches, René Depestre et les autres intellectuels dans les rues pour aider la population ? Dany Laferrière se trouvait en Haïti ce 12 janvier. L'avait-on vu dans les rues pour voler au secours des victimes ? Au contraire, au début d'avril 2010, moins de trois mois après le séisme, Dany Laferrière a écrit un livre sur la catastrophe intitulé « Tout bouge autour de moi ». Au moins, il aurait pu donner au moins un pourcentage aux victimes. On l'a vu plutôt se parader sur des plateaux de télévisions français, racontant des histoires les unes les plus idiotes que les autres. Frankétienne, lui, se souciait de sa bibliothèque. Qui avait-on vu dans les rues ? Exactement, ces primaires qui veulent nous diriger ! « Ventre affamé n'ayant pas d'oreilles », la population aura tendance à choisir ces imbéciles

qu'ils voient au lieu des gens préparés qu'ils ne voient qu'à la veille des élections. On doit admettre que nos intellectuels sont toujours distants du peuple. Combien de fois Leslie Manigat s'est-il rendu dans un lycée de la capitale ou de nos villes de province pour présenter des cours aux étudiants avides de connaissance ?

Ces intellectuels doivent comprendre que s'ils ne se montrent pas sensibles à la douleur, à la misère et aux besoins élémentaires du peuple de façon concrète, ils n'obtiendront jamais son vote. Ils doivent changer de stratégie, s'ils ne veulent être pas dirigés par des gens non qualifiés. C'est une honte que Mirlande Manigat, une dame bien formée, l'une des rares de la liste de la trentaine de candidats vraiment qualifiée pour diriger le pays, soit battue aux urnes par quelqu'un qui ne peut être ni son élève ni l'élève de son mari ni l'élève de sa fille. Toute la faute est à son mari, Leslie François Manigat. Si Wyclef Jean gagne ces élections, le professeur doit se résigner à donner sa bibliothèque à des jeunes, car il semble que ce politologue n'a jamais lu les livres qu'il a lui-même écrits ni ceux auxquels il fait souvent référence. Où sont les Laennec Hurlon, Jean



Franck Etienne

Métellus, Dany Laferrière, Gary Victor... Prenez vos plumes. Ces intellectuels ont même peur de citer le nom de Wyclef Jean. Si on doit le critiquer, on le fait de façon voilée. Il a bien raison de leur demander de ne pas « paniquer ». Quelle gifle !

C'est une honte de voir Sean Penn défendre le pays alors que nos intellectuels, eux, se taisent. Je vais mourir de rire lorsque j'entendrai les Manigat, Gourgue, Frankétienne et autres appeler Wyclef Jean « Monsieur le président de la République ». Je parie que plus d'un de ces flatteurs profes-



Leslie Manigat

sionnels vont monter au créneau pour défendre ces intellectuels. On a besoin de ces derniers, mais ils doivent savoir qu'ils ont une responsabilité sacrée de guider la jeunesse du pays abandonnée aux mains de gens sans formation.

Que Wyclef Jean soit élu ou pas, il bouleversera la politique et la société haïtienne au moins pendant le prochain quart de siècle. Alors, je vous accuse, messieurs les intellectuels !

Alfred Valentin
Montréal, Canada
10 août 2010

HACDEN

HAITIAN AMERICAN CULTURAL DEVELOPMENT NETWORK

*OBJECTIVE: To celebrate the 219th anniversary of the Bois Caiman slave uprising.
Theme: The Slave Path*

Date: Saturday, August 21, 2010
Time: 5:00 PM
Place: Journal Haiti Liberté
Address: 1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
(Albany Ave & Glenwood Rd)

Panelists
Lecturer: Reginald Souffrant
Poetry: Gordon Blaise, Jean Dumas Gay and Che Souffrant
Music: Linda Lamontagne
Admission: Free!!! Gratis!!! Antre Lib!!! Free!!!

NB.- Lecture and discussion will be in Creole. Refreshments will be served.

Direction
By Bus: B6 to Albany Ave
By Train: 2 train to Flatbush Ave and take B6 to Albany Ave
By Car: From Queens and Long Island (Belt Pkay west to Exit 11N Flatbush ave; go straight and turn right on Glenwood Rd. Proceed to Albany Ave)
From Manhattan (Flatbush Ave to Glenwood Rd, turn left until Albany Ave)

Organized by: **Haitian American Cultural Development Network (HACDEN)**
For Information:
(718) 314-8206 • E-mail hacden@yahoo.com
HACDEN: P.O. Box 100545, Brooklyn NY 11210

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

**Dr. Joel
Henriquez Poliard
M.D.**

Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics

**5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137**

tel. (305) 751-1105

Nos taches de révolutionnaire !



Il s'agit à travers la paix d'obtenir un véritable moratoire pour que les Etres humains tentent collectivement de sauver leur avenir et leur planète

Dans cette situation historique, il s'agit à travers la paix d'obtenir un véritable moratoire pour que les Etres humains tentent collectivement de sauver leur avenir et leur planète.

La seconde chose est que cette lutte en défense de l'humanité, qui exige un tout autre combat que celui des armes est à la fois la seule possibilité de survie pour l'humanité et la seule voie vers une autre société: « Aujourd'hui déjà la chose a pris un autre caractère, elle est mondiale. C'est la force du peuple, l'éducation, la conscience. Les masses, avec un pouvoir croissant, sont celles qui auront à résoudre ces problèmes (Ce seront d'autres tactiques. Déjà ce ne sera pas la tactique dans le style bolchevique, ni notre style, parce que nous appartenons à un monde différent. Ce seront d'autres

chemins et d'autres voies par lesquelles se créeront les conditions pour que ce monde global se transforme en un autre monde. Je ne vois pas d'autre globalisation, si ce n'est la socialiste ».

Tertio il réaffirme que le socialisme est l'issue, même s'il reste à inventer. Il réaffirme donc à la fois la nécessité d'avoir conscience que nous sommes dans un monde nouveau et qu'il faut des idées neuves, mais il le fait en affirmant la pertinence des deux penseurs qui l'ont inspiré, d'un côté José Martí qui a toujours privilégié le rôle des idées, et l'humanisme des solutions et de l'autre Marx qui a dit que le capitalisme est la préhistoire de l'humanité. Le socialisme reste à définir, mais il demeure empreint de cette réflexion de Marx, « de chacun selon son travail à chacun selon ses nécessités ». Qu'est ce que les nécessités

humaines, bien sûr assurer les besoins primaires de la vie, la santé mais aussi développer les besoins de la conscience et d'abord que tout le monde sache lire et écrire pour comprendre et agir avec conscience. Parce que tout se joue là, en affrontant la lutte pour la paix, une organisation de la vie qui permette de sauver la planète pour nous sortir de la préhistoire afin d'inventer cet homme nouveau (celui du Che) dont les nécessités seront différentes de celle de l'individu préhistorique que nous sommes.

Voilà quelques lignes de forces de ce que nous dit Fidel, le combat auquel il nous invite et celui-ci passe par notre capacité à nous tous les révolutionnaires du monde à divulguer la réalité, la vérité, à nous battre pour que celle-ci soit connue, avec une première tâche immédiate, urgente, empêcher la guerre.

La journaliste vénézuélienne Vanesa Davies a repris l'affirmation de Fidel, selon laquelle ni l'empire, ni la révolution ne pourront parvenir à prendre le pouvoir par la voie des armes et elle a demandé quelles sont les armes qui permettent de faire les révolutions. "Dire la vérité", a répondu le Commandant en Chef. "Vous avez des armes qui ont la force des armes nucléaires, ce sont les armes idéologiques ; et si vous savez les utiliser, elles peuvent faire tomber n'importe quel régime. La divulgation d'une idée peut éviter qu'un homme se trompe".

Changement de société
11 août 2010



Je ne vois pas d'autre globalisation, si ce n'est la socialiste

TAP TAP HAITIAN RESTAURANT

Fine Haitian Cuisine
819 5th Street
Miami Beach, FL 33139

305-672-2898



TRUCKING, LLC

US Customs Bonded CHL #2192 • ICC-MC #478416 • Insured



VM TRUCKING LLC.
IS YOUR CONNECTION TO HAITI

VM TRUCKING Specializing In Shipping Full Container Loads With Personal Effects, Household Goods & Commercial Cargo, Relief Goods Etc...

**In addition to PORT-AU-PRINCE,
VM TRUCKING now ships FULL CONTAINER LOADS and
CARS to CAP HAITIEN & GONAIVES**

• ONE CALL DOES IT ALL •
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

WE WILL BEAT THE COMPETITION

PLEASE CALL GABRIEL or ROBERT
(973) 690-5363

Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com

www.vmtrucking.com



HAITIENS!

Renseignez-vous sur le TPS!

FAIT: Les applications doivent être envoyées par la poste avec timbre, indiquant une date avant/ou le **18 Janvier 2011**.

FAIT: Vous vous inquiétez que vous serez déporté si votre application pour le TPS est rejetée?
Les Etats Unis ne déportent personne vers Haiti en ce moment.

FAIT: Appliquer pour une **exemption de frais**, n'affectera point votre habilité de gagner le TPS.

FAIT: Le TPS, pour les Haïtiens, peut être prolongé au-delà du 22 Juillet 2011 comme il a été prolongé pour d'autres pays.

Evitez les pièges et les fraudes!
Appellez le N.Y. State Immigration Hotline au

800-566-7636

(en dehors de NY 212-419-3737)

Pour trouver gratuitement ou à bas-prix, de l'assistance légale autorisée pour vous aider avec le TPS.

TOUS LES APPELS SONT CONFIDENTIELS

Un effort collaboratif de Church World Service, CAMBA Legal Services, Catholic Charities et le New York Immigration Coalition. Support donné par le Fund for New Citizens au The New York Community Trust, sur l'internet au www.nycommunitytrust.org.